

## Chapitre 13: La France dans la seconde guerre mondiale.

En comparaison avec la première, la seconde guerre mondiale en France a été moins meurtrière (en grande partie parce qu'on ne s'est presque pas battu sur le territoire national: il y a eu six cent mille morts, dont quatre cents mille civils) et a causé moins de destructions. Néanmoins ses **conséquences politiques, sociales et psychologiques** ont été bien plus capitales. Sur le moment d'abord: entièrement occupée à partir de 1942, la France a été abaissée au rang de protectorat allemand, privée d'une partie de sa souveraineté; le gouvernement légal a collaboré avec l'occupant, y compris dans le génocide, et le pays n'a pas décisivement participé à la victoire alliée. Le régime, septuagénaire, s'est effondré: l'ensemble des acquis démocratiques du XIXe siècle et du début du XXe a été remis en cause. À partir de 1943, mais surtout dans le printemps et l'été 1944, le pays a glissé dans une quasi-guerre civile, la première à cette échelle depuis la Révolution (les Journées de juin et la Commune ne furent "que" des guerres civiles parisiennes). Et puis il y eut le retour de la disette dans les villes, pour la première fois depuis un siècle; les bombardements de civils, les massacres aveugles, les déportations (ces traumatismes furent certes de bien moindre ampleur que ceux qu'ont subis la Pologne ou les pays baltes, mais en France ils étaient inédits).

À long terme ensuite. Si la première guerre mondiale, à grand-peine, avait été gagnée, la victoire n'avait résolu aucun des problèmes qui se posaient à la France en 1914: les blocages institutionnels, politiques, et sociaux étaient demeurés, ce qui avait conduit tout droit aux crises des années 1930. En revanche, la catastrophe de 1940-1944 eut pour conséquence de provoquer des ruptures, **une "remise à plat" des problèmes** — notamment en provoquant l'accession au pouvoir d'une génération nouvelle, et la naissance (après un malheureux intermède de douze ans) d'institutions solides et modernes. Ce fut sans doute aussi la seconde guerre mondiale qui finit de rendre les Français, dans leur grande majorité, sincèrement républicains<sup>1</sup>, puisque les ennemis de la République s'étaient compromis avec l'ennemi héréditaire, avaient trahi, puisque les défenseurs de la République avaient sauvé l'honneur — au passage, le nationalisme se retrouva brutalement du côté de la République, à gauche (avec entre autres la deuxième conversion des communistes à la cause de la démocratie en 1941) comme à droite (avec de Gaulle). Conséquences capitales enfin que la marginalisation de l'extrême-droite pour une génération, l'affaiblissement durable de la droite et le passage massif à gauche de l'intelligentsia; l'installation, pour quarante ans aussi, d'une culture socio-économique nouvelle, avec une gestion keynésienne de la conjoncture et un poids très important de l'État dans l'économie; dans ce cadre inédit, le pays connut une croissance économique sans équivalent depuis le second Empire, et se transforma radicalement. Bref, un nouveau départ — mais à quel prix!

### I-Débats.

La seconde guerre mondiale est demeurée **l'un des épisodes les plus chaudement débattus de notre Histoire**: les acteurs n'en sont pas tous morts et les comptes pas tous soldés, comme l'a montré le procès de Maurice Papon en 1997-1998. La distance qui nous en sépare n'est que d'une soixantaine d'années, à peu près celle qui séparait les Français de la

---

<sup>1</sup> Αυξ δευξ σενοσ δυ μοτ √P[πυβλιθυε∇ τελ θυε φθεν αι τραχ| λε παρχουροσ ηιστοριθυε δανοσ λε χηαπιτρε 1, μαισ συρτουτ αυ πρεμιερ, αυ σενοσ δε √δ[μοχροτιε∇ □ μαλγρ| λεοσ χουμπατοσ δεαρριρε-γαρδε δε Μαυρρασ, λε προβλ\με δε λα φορμε δυ ρ[γιμε [ταιτ ρ[γλ| δεπυισ λογγτεμποσ, ετ λεοσ αντιρ[πυβλιχαινοσ δεοσ ανν\εοσ 1930-1944 νε ρ|παιεντ πλυοσ δε ρ|ταβλιρ υνε μοναρχηιε. Αυ ρεοτε, λε χουμτε δε Παρισιοσ σεενγαγαεα δανοσ λα Φρανχε λιβρε...

grande Révolution en 1848: ceux qui étaient enfants en 1940-1944, pour qui ces souvenirs sont essentiels, ceux dont les parents, adolescents ou adultes durant la guerre, ont bercé l'enfance de récits terribles ou héroïques, forment le marché d'un Niagara d'ouvrages historiques, para-historiques ou romanesques, dont le flot ne semble pas devoir se tarir (même Hollywood y croit encore très fort: Steven Spielberg a présenté successivement *La liste de Schindler*, sur le massacre des juifs d'Europe, en 1993, et *Il faut sauver le soldat Ryan*, sur le débarquement en Normandie, en 1998). Cependant, et c'est à quoi je voudrais m'arrêter, **la nature des débats a beaucoup changé selon les périodes.**

Dans **les années 1945 à 1965 environ**, la mémoire des Français était celle, immédiate, de leur vie quotidienne en ces années point très drôles, des paroles et des actes des personnalités du régime de Vichy et des autres grandes figures de l'époque, des attentats puis des combats de la Résistance: bref, de tout ce dont ils avaient été les témoins. Les anciens de la Résistance et de la France libre étaient bien vivants, l'essentiel du personnel politique était ou se disait issu de la Résistance intérieure ou extérieure (ainsi Charles de Gaulle, Jacques Chaban-Delmas, François Mitterrand), à quelques exceptions près à qui ce blanc dans leur biographie était une gêne: Antoine Pinay, Georges Pompidou. C'était, selon l'expression d'Alain Finkelkraut, « **l'âge des héros** »<sup>1</sup>. Toute une hagiographie naïve exaltait la Résistance. Je me souviens, dans le *Vaillant* (l'hebdomadaire de bandes dessinées du P.C.F.) des années 1960, d'une inénarrable série appelée *Le Grêlé 7-13*, dont le protagoniste (affublé de sept taches de rousseur sur une joue et treize sur l'autre) passait sa jeune existence héroïque et asexuée à faire dérailler des trains pleins d'armes et d'officiers patibulaires...

« En 1942, la France tout entière ressemblait à Brocéliande. Dans la forêt, les sorciers de Vichy et les dragons de Germanie avaient donné à toutes les paroles une valeur incantatoire pervertie, rien ne s'appelait plus de son nom, et toute grandeur était avilie, toute vertu bafouée, persécutée. Ah! C'était un temps de dames enchantées et de princesses prisonnières, c'était un temps de rencontres par les chemins, où les chevaliers surgis délivraient des vieillards et des enfants, où l'on entendait des châteaux aux herses levées s'échapper des sanglots mystérieux! Et plus il s'avancait, ce temps, plus nombreux s'armaient les chevaliers sans nom, qui s'appelaient Roger ou Pierre, Daniel ou Jean, plus nombreux surgissaient les paladins dont les exploits, malgré les hommes d'armes et les bourreaux, et les ogres et les géants, se répétaient de bouche en bouche d'un bout à l'autre de la forêt de France; si bien que ce fut une contagion extraordinaire de héros, une ivresse d'exploits, une réincarnation de la légende dans l'Histoire... »

Louis Aragon, préface de *Brocéliande* (1942), rédigée en 1957<sup>2</sup>.

Tout le monde n'était pas tout à fait aussi exalté qu'Aragon. Parmi les débats les plus chauds de l'époque: quel avait été **le rôle réel de la Résistance** dans le destin de la guerre? Les résistants avaient-ils vraiment libéré le pays? Une certaine légende dorée voulait le faire croire; mais ce mythe, sans doute indispensable au retour de la confiance des Français en leur pays juste après 1945, résistait mal à l'évidence que la libération du territoire national avait été le fait des Américains (on oubliait généralement au passage, et plus encore aujourd'hui que le communisme n'est plus qu'un souvenir, le rôle décisif de l'Armée rouge dans le recul des armées allemandes et l'affaiblissement du nazisme). **La Résistance n'avait-t-elle pas commis des excès** (très tôt, il y eut toutes sortes de tentatives de démythification), n'y avait-on pas

<sup>1</sup> «θε ρεπρενδσ ιχι λεαργυμενταιριε ετ χερταινεσ φορμουλεσ δε σον εσσαι Λα μ/μοιρε παινε (δου χριμε χοντρε λεηυμανιτ/), παρυ εν 1989.

<sup>2</sup> Πουρ υν αυτρε εξεμπλε δε χεττε ρη[τοριθυε, ποψεζ λε χ[λλβρε δισχοουρσ προνονχ[ παρ Ανδρ[ Μαλραυξ, αλορσ μινιστρε δε λα Χυλτυρε, ς λεοχχασιον δυ τρανσφερτ δεσ χενδρεσ δε θεαν Μουλιν αυ Παντη[ον, εν 1964.

compté aussi des violents, des voyous? Quelles avaient été les importances respectives des résistances communiste, gaulliste et chrétienne? (On oubliait volontiers, même à droite, l'attitude des communistes en 1939-1941; il y avait, au-delà des disputes, un sentiment très fort de camaraderie entre anciens résistants, qui se soutenaient les uns les autres contre les attaques).

Symétriquement, **qui avait été pétainiste?** Dans les années 1950 et 1960 la réponse était simple: c'était les autres, une minorité de traîtres, de pas français. **Qui avait collaboré**, c'est-à-dire trahi? Quel avait été exactement **le rôle de Pétain**, "bouclier" ou traître sans excuses, ou bien encore vieillard débile sans contrôle sur son entourage? Le régime de Vichy avait-il été une pure et simple imitation de celui de Hitler, s'était-il inscrit dans des traditions françaises, avait-il connu des évolutions, une dérive? (Cette dernière question se pose encore; dans ce cours, je choisirai la troisième hypothèse). Au milieu de ces débats, en 1971 le film de Marcel Ophuls, *Le chagrin et la pitié*, puis à partir du milieu de la décennie les ouvrages du journaliste Henri Amouroux, dont je retiens *Quarante millions de pétainistes* (paru en 1982) pour son titre évocateur, firent de beaux scandales en rappelant que les Français avaient été beaucoup moins courageux que ne le prétendait une mémoire collective des plus sélective, peut-être nécessaire à la réconciliation nationale juste après la guerre, et qu'il ne suffisait pas de ne pas avoir été un collaborateur actif pour avoir été un résistant.

Dans les années 1960 et 1970, ces interrogations concernant la collaboration prirent **un tour plus social**. On était à la grande époque de la vulgarisation du marxisme, on cherchait partout des déterminismes de classes — j'ai chez moi un manuel d'Histoire antique de 1976 qui tente de cerner l'apparition d'un capitalisme dans la Rome républicaine et interprète la révolte de Spartacus pour un épisode de la lutte de classes! La grande question devint: **quel fut le degré de collaboration des patrons?** On insistait aussi beaucoup sur la **régression sociale** par rapport au Front populaire, même si celle-ci, en réalité, s'était amorcée dès 1938; Vichy devenait un régime de classe ourdi par le patronat pour faire reculer les conquêtes de l'été 1936. Il faut dire qu'on était à la grande époque des dictatures latino-américaines, lesquelles étaient interprétées selon les mêmes schémas, et pas toujours à tort: les classes dirigeantes, effrayées par la montée de la gauche (Salvador Allende), avaient fait appel à l'intervention plus ou moins discrète des Américains (pressions de l'I.T.T. et grenouillages de la C.I.A.) pour installer des régimes forts (celui du général Pinochet, en septembre 1973) et annuler toutes les conquêtes démocratiques et sociales (par exemple en dénationalisant les mines de cuivre chiliennes en 1974 — la nationalisation était toujours un mythe puissant à gauche). En revanche **cette génération était déjà écœurée du mythe de la Résistance**: ceux qui tentaient d'en maintenir la flamme étaient de plus en plus ventripotents et conservateurs; ils campaient confortablement dans les allées du pouvoir. En gros, la Résistance a cessé d'occuper les esprits vers 1975, date qui correspond à peu près à la perte de l'Élysée par les gaullistes (en 1974).

Pendant toute cette période, le **génocide** n'occupait pas une place aussi centrale dans la perception des horreurs de la seconde guerre mondiale que c'est le cas de nos jours<sup>1</sup>.

Durant la guerre, on n'en parla pas. **Les difficultés de la vie quotidienne ont beaucoup plus occupé les Français que le sort des juifs**, à un certain nombre d'exceptions près (je pense à ces paysans du massif central ou des Alpes qui ont caché chez eux des enfants juifs); on se plaignait plus des tickets de rationnement que des étoiles jaunes! En tout cas, les déportations et la "solution finale" ne faisaient pas l'objet d'un débat public, elles n'étaient pas

---

<sup>1</sup> Υν πρ[χυρσευρ χεπενδαντ: Α[ον Πολιακοω, δοντ λε Βρ[πιαρε δε λα ηαινε εστ παρυ εν 1951.

objets d'opinion publique, car le régime laissait filtrer fort peu d'informations, et Radio-Londres n'en communiquait guère plus<sup>1</sup>. Si l'on en avait, elles étaient incomplètes et surtout ne rendaient pas compte de la portée de ce qui se passait en Europe orientale (rappelez-vous de l'image du camp de concentration à la fin du *Dictateur* de Chaplin, film américain de 1940, avec les châlits bien ordonnés et tout propres!): on n'imaginait pas, on ne pouvait pas imaginer les camps, la violence et l'abjection, les chambres à gaz — nous avons bien assez de mal à nous les imaginer *après*, avec une foule de documents à notre disposition. L'antisémitisme ordinaire se portait bien en France: beaucoup avaient tendance à considérer que certes les juifs payaient bien cher, mais qu'ils devaient bien avoir quelque chose à payer (on n'avait pas idée du prix exact). Même la Résistance n'était pas exempte de ce virus, comme en témoigne ce passage des mémoires de Pierre Gentil<sup>2</sup>, résistant catholique, qui se place en 1943:

« Une anecdote qui montrera — s'il en est vraiment besoin — que la Résistance était un corps hétérogène et qu'elle comprenait aussi, comme toute collectivité humaine, une certaine proportion d'imbéciles. Paul m'a raconté après la guerre ce qu'il avait entendu un jour à Lyon. L'un des hommes, sachant parfaitement que Paul pouvait l'entendre, dit à l'autre en montrant mon frère aux cheveux noirs et frisés: "tiens, vous employez encore ces jeunes juifs?". Outré de la stupidité et de la bassesse de cette question, Paul avait hésité à partir, contrairement aux instructions, mais la discipline l'avait emporté ».

Dans l'immédiate après-guerre, on parla évidemment du sort des juifs: il y eut le spectaculaire retour des déportés, début 1945, puis le procès de Nuremberg, dont l'un des juges était français, et à l'occasion duquel les concepts de "génocide" et de "crime contre l'humanité", élaborés par des juristes américains en 1944-1945, firent leur apparition publique. Et puis il y eut la difficile naissance d'Israël: les juifs de Palestine, qui avaient commencé de peupler cette région (et de se battre avec les Arabes) bien avant le génocide, mais venaient d'être rejoints par de nombreux rescapés pour qui il n'était pas question de revenir en Europe, ne se privaient pas d'exploiter le souvenir du génocide (de l'"instrumentaliser", écrivent aujourd'hui de jeunes historiens israéliens iconoclastes) pour mettre l'opinion publique européenne de leur côté et obtenir de l'argent, des armes, et la reconnaissance de leur État. Mais ce n'étaient que des nouvelles de l'étranger parmi beaucoup d'autres — n'oubliez pas les massacres de Tulle et d'Oradour qui eurent lieu bien plus près de nous et eurent un immense retentissement, n'oubliez pas l'état où était la Pologne en 1945... et que deux ans après la fin de la guerre, c'était déjà le cauchemar en Grèce, dans l'Europe centrale en voie de soviétisation, en Inde, en attendant la Corée. Par la suite il y eut entre autres le procès Eichmann à Jérusalem en 1961 (voyez le cours sur l'Allemagne, au chapitre 3); et puis, au hasard de mes souvenirs personnels, le livre à succès de Martin Gray, *Au nom de tous les miens*, paru en 1971<sup>3</sup>...

<sup>1</sup> Ἰλ σεμβλε βιεν θυε χεττε στρατ[γιε δυ σιλενχε χορρεσπονδαιτ εν παρτιε αυ σουχι δε νε πασ αποιρ ◊ η@τερ, σουσ λα πρεσσιον δεσ οπινιονσ πυβλιθυεσ ανγλο-σαξοννεσ, λζουπερτυρε δζυν σεχονδ φροντ εν Ευροπε οχχιδενταλε: ιλ φαλλαιτ δεαβορδ λαισσερ Σταλινε αφφαιβλιρ συφφισαμμεντ Ηιτλερ... ετ σεαφφαιβλιρ λυι-μ|με, αχχεσσοιρεμεντ.

<sup>2</sup> Σαγα βρ|πε ετ παρτιελλε δε λα φαμιλλε Λουισ Γεντιλ. Πουρ πλυσ δε δ[ταιιλοσ, ποψεζ αυ χηαπιτρε 12.

<sup>3</sup> Χε τ[μοιγναγε ασσεζ λαρμοψαντ μετταιτ συρ λε μ|με πλαν λα δεστρυχτιον δε λα πρεμι|ρε φαμιλλε δε Μαρτιν Γραψ, δανσ λεσ χαμπος ναζιοσ, ετ χελλε δε λα σεχονδε δανσ υν ινχενδιε δανσ λεσ Λανδεσ, δανσ λε χανιχυλαιρε [τ| 1947. Χε νε[ταιτ δονχ πασ λε γ[νοχιδε θυι εν φορμαιτ λα τοιλε δε φονδ, μαισ λε μαληευρ δζυν ηομμε ετ σα χαπαχιτ| ◊ λε συρμοντερ □ μ[ταπηορε εξπλιχιτε, ιλ εστ πραι, δεσ χαπαχιτ|σ δε συρπιε δυ πευπλε φυιφ.

En France même, à la Libération les difficultés quotidiennes et les crises politiques accaparèrent l'attention; de toute façon, on prêtait plus d'attention à l'épopée des héros, de ces combattants qui avaient sauvé l'honneur, qu'aux souffrances de ces gens à qui l'on eût presque reproché de ne s'être point battus<sup>1</sup>. Le premier témoignage littéraire important sur les camps, *L'espèce humaine* de Robert Antelme, parut en 1947; mais les déportés dont il décrivait le sort n'étaient pas des déportés raciaux, c'étaient des politiques, des gens emprisonnés pour faits de résistance, qui avaient payé « pour un engagement, pas pour une appartenance »<sup>2</sup>, et qui même en camp tentaient de résister, gardaient leur dignité (c'est le thème du livre). « **Une implicite hiérarchie de l'horreur opposait ainsi la mort individuellement encourue à la mort collectivement administrée**, l'épreuve affrontée à la sentence acceptée, et le courage des uns à la souffrance passive des autres. Lorsqu'en 1964 le jeune écrivain juif J.F. Steiner écrivit un livre sur la révolte qui avait éclaté en août 1943 au camp de Treblinka, dans le but d'exorciser, selon ses propres termes, "**la honte d'être un fils de ce peuple dont, au bout du compte, six millions de membres se sont laissés mener à l'abattoir** comme des moutons", il obtint le grand prix de la Résistance malgré la douleur et l'indignation suscités par de tels propos dans la communauté juive »<sup>3</sup>. Cette sensibilité explique par exemple que le très grand livre de Primo Levi, *Si c'est un homme*, publié en 1947, ne fut traduit en français qu'à la fin des années 1960, très mal, et n'eut de succès qu'avec une nouvelle traduction en 1987; il faut dire que le portrait qu'il faisait des déportés n'était pas des plus héroïques<sup>4</sup>.

**Le martyr spécifique des juifs était occulté au profit des souffrances de l'ensemble de la nation**: l'exaltation par la Résistance d'une France unie contre l'occupant (à quelques traîtres près) contribua à faire minorer la spécificité du destin particulier de ces gens, qui pour tout arranger n'étaient pas tous français. En particulier on traitait la déportation et les camps de manière globale, sans insister sur la variété des motifs et des objectifs de la déportation (c'est frappant dans *L'Univers concentrationnaire* de David Rousset, paru en 1946): il y eut un véritable « refoulement des crimes contre l'humanité par les crimes de

<sup>1</sup> Δε πλυσ, λεσ ασσοχιατιονσ δε δ[πορ]τ[σ] [ταιεντ] λαργεμεντ δομιν[ε]σ παρ λεσ χομμυνιστεσ, θυι απαιεντ τευδανχε, τρ[σ] λογιθυεμεντ, ρ μετρε λεαχχεντ συρ λευρσ λυττεσ, πολιτιθυεσ, πλυτ|τ θυε συρ λεσ σουφφρανχεσ δεσ φυιφσ, λεσθυελλεσ σε λαισσαιεντ διφφιχιλεμεντ αναλψσερ εν τερμεσ δε λυττεσ δε χλασσεσ.

<sup>2</sup> Σαυφ ινδιχατιον χοντραιρε, τουτεσ λεσ χιτατιονσ θυι συιπεντ, φυσθυε ρ λα φιν δε λα πρεμι[ρ]ε παρτιε, σοντ δεΑλαιν Φινκελκραυτ (οπ.χιτ., χηαπιτρε Ις).

<sup>3</sup> Λεσ φυιφσ δε Φρανχε [ταιεντ] εξτρ[μ]εμεντ δισχυρετσ συρ λε γ[ν]οχιδε: δισχυριμιν[σ] παρ ζιχηψ, ιλο πρεναιεντ βιεν γαρδε δε νε πασ εντρετενιρ ↔ χεττε εξχλυσιον δε λα χομμυναυτ[ν]ατιοναλε δοντ ιλο πουλαιεντ ρ τουτ πριξ εφφαχερ λε σουπενιρ ≈ (Ηενρι Ρουσσεαυ). Χερταινσ χηοισιρεντ μ|με δε φρανχισερ λευρ νομ ρ λα Λιβ[ρ]ατιον, χομμε λεινγ[ν]ιευρ Μαρχειλ Βλοχη, θυι δεπιντ Μαρχειλ Δασσαυλτ. Ον νε δισαιτ δεαιλλευρσ πασ ΨφυιφσΨ ρ χεττε [ποθυε, μαισ τουφουρσ Ψισρα[λ]ιτεσΨ; λε ποχαβυλαιρε α χηανγ[ν] δανσ λεσ ανν[ε]σ 1950 ετ 1960 (δανσ λειν δεσ μανυελο θυε φει υτιλις[σ], Λα Φρανχε δε ζιχηψ δε Ροβερτ Παξτον, σορτι εν Φρανχε εν 1973, ον τρουπε ενχορε ασσεζ σουπεντ λε μοτ Ψισρα[λ]ιτεσΨ □ ιλ α χομπλ[τε]μεντ δισπαρυ δε χελυι δε Μαυριχε Αγυληον, σορτι εν 1990).

N.B. Χεττε αττιτυδε, βιεν σ|ρ, χοντρασταιτ απεχ χελλε δεσ Ισρα[λ]ιενσ, βιεν δ[χ]ιδ[σ] αυ χοντραιρε ρ νε πλυσ σε λαισσερ φαιρε, ρ σε βαττρε χομμε λευρσ χορελιγιονναιρεσ δεΕυροπε νε λεαπαιεντ πασ φαιτ; λε ρεμορσ δεπαιτ |τρε δεαυταντ πλυσ γρανδ χηεζ χευξ θυι, πρ[χ]ισ[μ]εντ, σορταιεντ δεσ χαμψ. Χεσστ λεινε δεσ χλεψ δε λεαγρεσσιωιτ[ν] δεΙσρα[λ] ενπερσ σεσ ποισινσ (λεαυτρε [ταντ] [πιδεμεντ] λευρ αγρεσσιωιτ[ν] ρ ευξ!), ετ δε λα τρ[σ] βοιννε χονσχιενχε δυ νατιοναλισμε ετ δυ μιλιταρισμε ισρα[λ]ιενσ. Χομπρενεζ βιεν αυσσι θυε χε φυσθυεεν 1967, Ισρα[λ], πουρ λεοπινιον οχχιιδενταλε, तेनαιτ πλυσ ου μοινσ λε ρ|λε δευνε νουπελλε Ρ[σ]ιστανχε, δυ χουραγε χομβατταντ δυ πλυσ φαιβλε πουρ σον βοη δροιτ, φαχε ρ δεσ Αραβεσ θυε λειον αχχυσαιτ παρ αιλλευρσ δε συμπατηιεσ ναζιεσ. ζοφεζ λε χουρσ δε Ρελατιονσ ιντερνατιοναλεσ, ρ λα φιχηε Α3.

<sup>4</sup> Νοταμμεντ χελυι δεσ ΨμυσυλμανσΨ: δανσ λεαργοτ δεσ χαμψ, χευξ θυι σεεφφονδραιεντ ψψχηηολογιθυεμεντ, αχχεπταιεντ τουτεσ λεσ ημυλιατιονσ, σε λαισσαιεντ μουριρ.

guerre »<sup>1</sup>. **La dimension raciste du nazisme était minorée** par rapport à sa dimension autoritaire, nationaliste et belliciste, dans une France où le racisme se portait encore très bien, notamment vis-à-vis des colonisés; même la notion de "totalitarisme" n'apparut que dans les années 1950, bien que certains eussent mis en évidence dès l'immédiate après-guerre le caractère industriel de la terreur nazie, et elle eut du mal à s'imposer, car la gauche, intellectuellement hégémonique, n'en voulait pas<sup>2</sup>. **La guerre avait été un combat de la France contre l'Allemagne**, celle de Hitler n'étant pas vraiment distinguée de celle de Guillaume II; toute une partie de cette génération l'a considérée jusqu'à sa mort comme l'ennemie héréditaire, a refusé de s'y rendre, de laisser ses enfants faire de l'allemand au collège, etc.; la construction européenne a mis du temps à faire changer les esprits. Le Grêlé 7-13 faisait dérailler des trains *allemands*, pas, comme nous dirions aujourd'hui, les trains *nazis*. De même, à Paris, les plus anciennes plaques commémoratives des victimes des combats de la Libération portent la mention: "tué par les *Allemands*" - et non, comme celles qu'on a refaites depuis les années 1980, "tué par les *nazis*".

Rien d'étonnant à ce que les déportés raciaux, à leur retour, eussent eu le sentiment que personne ne s'intéressait à leurs récits; il y en a de nombreux témoignages, parmi lesquels celui de Primo Levi racontant dans *La trêve* comment son interprète, quelque part en Pologne, traduisait systématiquement "Juif" par "prisonnier politique" — ce n'était pas seulement à cause de l'antisémitisme des Polonais, c'était que personne en ces années ne s'intéressait à ce qui n'était pas politique. « À peine commençons-nous à parler », a souligné la femme politique Simone Veil avec une colère intacte, « que nous étions immédiatement interrompus comme des enfants excités et trop bavards par des parents accablés, eux, de vrais soucis »<sup>3</sup>. « Présents dans les tout premiers défilés qui suivirent la Libération, **les "hommes-zèbres", comme disait Primo Levi, disparurent très vite des commémorations officielles** et aucune victime juive de l'univers concentrationnaire nazi ne figurait parmi les quinze dépouilles mortelles symboliquement réunies autour de la flamme du soldat inconnu, le 11 novembre 1945. Le choix gouvernemental s'était porté tout naturellement sur [des *combattants*]: deux résistants de l'intérieur (un homme et une femme), deux déportés pour faits de résistance (un homme et une femme également), un prisonnier abattu lors d'une évasion, et enfin neuf militaires des différentes armes et théâtres d'opérations ».

**La génération marxisante** des années 1965-1980 ne voyait pas les choses très différemment: elle **s'intéressait aux classes sociales**, pas à de vieilles lunes comme les religions, les nations, les ethnies; **elle aussi avait le culte de l'héroïsme**, c'était la génération du Che. Dans mes propres cours de khâgne, qui datent des années 1970, et dont la tonalité politique générale était un conservatisme mou perpétuellement en train de s'excuser (le vieil Alfred avait reçu pas mal de pavés au début de la décennie), il y avait d'interminables interrogations sur le rôle des patrons dans la collaboration et "les déportations" — mais *pas un mot* sur le génocide et fort peu sur les mesures antisémites de Vichy, même pas une

<sup>1</sup> Ν προποσ δε γε Ὑρεφουλεμεντῶ δυ γ[νοχιδε, θυι νε[ταιτ πασ σευλεμεντ χολλεχιφ μαισ αυσσι ινδιιδυελ, πασ σευλεμεντ πολιτιθυε μαισ αυσσι πσυχολογιθυε, λισεξ αβσολυμεντ Ω ου λε σουπεινιρ δεενφανχε, δε Γεοργεσ Περεχ (ρομαν παρυ εν 1975).

<sup>2</sup> Λα νοτιον δε τοταλιταρισε ενγλοβε λεσ ρ[γιμεσ φασχιστε, ναζι ετ σταλιεν. Ορ ιλ ρ[γναιτ απρ(σ-γυερρε δανσ λα γαυχη φραν|αισε (ετ δανσ υνε βοννε παρτιε δε λα δροιτε) υνε ιδ[ολογιε Ὡδε Φροντ ποτυλαιρεῶ θυι πουλαιτ θυε λε χομμυνισμε νε[ε]τ ριεν ϙ ποιρ απεχ λε φασχιμε ετ λε ναζισμε: λεσ χομμυνιστεσ νε σ[ε]ταιεντ-ιλοσ πασ βαττυσ εν 1941-1945? Νεαπαιεντ-ιλοσ πασ [τ] λε φερ δε λανχε δεσ Ρ[σιστανχεσ? ΛεΑρμ[ε] ρουγε νεαπαιτ-ελλε πασ λιβ[ρ] λεσ χαμπσ δε χονχεντρατιον? θεψ ρεπεινδραι δανσ λεσ χηαπιτρεσ συιπαντσ; ποψεξ αυσσι λε χουρσ συρ λα Ρυσσιε, αυ χηαπιτρε θ, ετ λε χουρσ δε Ρελατιονσ ιντερνατιοναλεσ, ϙ λα φιχηε Π2.

<sup>3</sup> Χελα διτ, λεσ ανχιενσ πρισονιερσ δε γυερρε ευρεντ λα μ[ι]με ιμπρεσσιον: ποψεξ Γ. Ηψπερναυδ, Λε ωαγον ϙ παχηεσ.

allusion à la rafle du Vel'-d'Hiv'! C'était la même décennie où le président Pompidou, que la gauche flétrissait de ne pas avoir résisté, proposait de clore tous ces vieux débats en déposant "le voile de l'oubli" sur les drames du passé.

**Tout a changé entre 1975** — l'année de la parution de *W*, de Perec, **et 1985** — l'année de la sortie sur les écrans de *Shoah*, de Claude Lanzmann: repères commodes, certes arbitraires, pour des phénomènes de psychologie collective toujours difficiles à cerner chronologiquement. On est peut-être tombé dans l'excès inverse: aujourd'hui il est difficile d'intéresser le grand public à autre chose que le génocide dans cette période désormais en train de s'effacer peu à peu des mémoires; il arrive même qu'on se fasse reprendre vertement pour avoir rappelé que les juifs n'ont pas été les seuls à souffrir au XXe siècle: certains passent facilement de l'idée que le génocide est incomparable à tout autre crime, à celle que c'est le seul événement digne de mémoire et de discours de toute l'Histoire contemporaine<sup>1</sup>. En tout cas, les résistants ni les patrons n'intéressent plus grand-monde<sup>2</sup>. **Un mythe en a remplacé un autre**: leur succession ne s'explique pas par un progrès de la vérité, mais par un déplacement de la sensibilité collective, des inquiétudes, des volontés pédagogiques (ce n'est pas son rapport au vrai qui fait l'efficacité d'un mythe, mais la fonction qu'il assume pour la communauté qui l'élabore); il est vain d'en discuter du point de vue de l'exactitude historique, mais on peut l'analyser comme un révélateur de l'époque<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Ιχι ενχορε φθαιμεραισ [ποθυερ λε τ[μοιγναγε δε Πιερε Γεντιλ, δοντ λε π[ρε, ρ[σισταντ χατηολιθνε, εστ μορτ εν χαμπ δε χονχεντρατιον: ↔ πουρ μοντρερ λε δ[χαλαγε εντρε λα ρ[αλιτ| ετ λα περχεπτιον σομμαιρε δε λ[Ηιστοιρε θυεαπαιεντ λεσ Ευροπ[ενσ απρ|σ λα γυερρε, φε χιτεραι δευξ εξπ[ριενχεσ περσοννελλεσ. Εφφεχτυαντ υν σ[φουρ εν Ανγλετερρε εν 1947, φε μ[εντενδσ δεμανδερ: ▽ποτρε π[ρε [ταιτ-ιλ φυιφ? ▽ ετ, απρ|σ μα ρ[πονσε ν[γατιπε: ▽ιλ [ταιτ δονχ χομμυνιστε! ▽. Θυελθυεσ ανν[εσ πλυσ ταρδ, φευνε ινγ[νιευρ δανσ υνε εντρεπρισε φραν|αισε, φε με ποιοσ ασσ[νερ χε προποσ δ[φινιτιφ: ▽σι πουσ απεξ περδν πλυσιευρσ μεμβρεσ δε ποτρε φαμιλλε δανσ λεσ χαμπσ δε δ[πορτατιον, χ[εεστ [πιδεμμεντ θυε πουσ [τεσ φυιφ. Πουρθυοι λε χαχηεζ-πουσ? ▽. Ιλ με φανδρα βεαυχουπ δ[ανν[εσ πουρ αχχεπτερ θυε λ[ηορρευρ ετ λα σινγυλαριτ| δε λ[Ηολοχαυστε (...) αιεντ πυ παρφοισ οχχυλτερ λεσ αυτρεσ διμενσιονσ δε λα ρ[πρεσιον ν[αζιε. Ιλ μ[εεστ αρριωπ| δε ρενχοντρερ δεσ θυιφσ θυι ρεφυσαιεντ δ[ααχχεπτερ λε φαιτ θυε λ[υνιωερσ χονχεντρατιονναιρε α χονχερν| δ[αυτρεσ πιχτιμεσ. Δε λευρ χ|τ|, ιλσ δεπαιεντ πενσερ θυε φε νε ρ[αλισαισ πασ λα διφ[φ[ρενχε εντρε λε σορτ δεσ οπποσαντσ αυ ν[αζισμε ετ χελυι δεσ πιχτιμεσ δεσ περσ[χυτιονσ ραχιαλεσ, ετ ιλσ απαιεντ πευτ-|τρε ραισον Ϝ λ[ε[ποθυε ≈.

<sup>2</sup> Δανσ λεσ ανν[εσ 1990, υνε μαληευρευσε ηιστοριεννε χομμυνιστε, Αννιε Λαχροιξ-Ρυιζ, [χριπαιτ ρ[γυλιρεμεντ αυ Μονδε πουρ σε πλαινδρε δ[υν χομπλοτ χοντρε σεσ τραπαυξ: περσοννε ν[εν ρενδαιτ χομπτε, χαρ ελλε τραπαιλλαιτ συρ λε ρ|λε δεσ πατρονσ σουσ λ[οαχχυπατιον. Λα ρ[αλιτ| [ταιτ πλυσ σιμπλε: ιλ ν[εψ απαιτ πλυσ θυευνε φεμμε δ[υνε γ[ν[ρατιον ανχιεννε ετ δ[υνε σενσιβιλιτ| ηιστοριχο-πολιτιθε συρανν[ε πουρ αβορδερ χεττε [ποθυε σουσ χετ ανγλε. Χονσχιεμμεντ ου νον, ελλε απαιτ δ[αιλλευρσ παρτιελλεμεντ μισ σεσ τη|μεσ αυ γο|τ δυ φουρ: ελλε τραθυαιτ (ελλε τραθυε πευτ-|τρε τουφουρσ) λεσ ρεσπονσαβιλιτ|σ δεσ ινδυστριελσ δε λα χηιμие φραν|αισε... δανσ λα φαβριχατιον δυ Ζηκλον-Β! Χε θυι πρ[χ|δε νε πρ[φυγε νυλλεμεντ δε λα θυαλιτ| δε σεσ τραπαυξ: χε θυεελλε α [χριτ εστ χερταινεμεντ πραι; χε ν[εεστ πασ παρχε θυε σα σενσιβιλιτ| ν[εεστ πλυσ δομιναντε θυεελλε α τορτ. Σον προβλ[με εστ δυ μ|με ορδρε θυε χελυι δε Σιμονε ζειλ εν 1945...

<sup>3</sup> Θε νε συισ πασ εν τραιν δε διρε θυε λε γ[νοχιδε ν[ε πασ εξιστ| ου θυε χε ν[εεστ θυευν ▽δ[ταιλ ▽! Θε δισχυτε βιεν δυ μ[πτηε ετ νον δεσ [π[νεμεντσ, θυι σοντ ινδισχυταβλεσ, ετ δοντ λα γραπιτ| εστ [πιδεντε □ τουτ χομμε χελλε δ[αυτρεσ [π[νεμεντσ δε χε σι|χλε. Παρ αιλλευρσ, φε νε πρενδσ πασ λε τερμε δε ▽μ[πτηε ▽ εν μαυπαισε παρτ: ιλ ψ α δεσ μ[πτηεσ ρεσπεχταβλεσ, δεσ μ[πτηεσ ν[χεσσαιρεσ, δεσ μ[πτηεσ μαγνιφιθυεσ □ χε θυι ν[εμπ|χηε πασ δε σε σουπενιρ θυε χε σοντ δεσ μ[πτηεσ, χ[εεστ-Ϝ-διρε δεσ χονστρυχτιονσ ιντελλεχτυελλεσ ετ [μοτιοννελλεσ. Θεσσαιε δε διρε θυε φαιρε δυ γ[νοχιδε λε χ[υρ δε λ[Ηιστοιρε δυ ΞΞε σι|χλε προχ|δε δ[υνε ατιτυδε μενταλε δυ μ|με τ[πε θυε χελλε θυι α χονδυιτ, δανσ λα γ[ν[ρατιον πρ[χ|δεντε, Ϝ χονχεντρερ λ[εαττεντιον χολλεχτιπε συρ λα Ρ[σιστανχε: χελα νουσ παρλε δ[απανταγε δεσ δευξ γ[ν[ρατιονσ εν θυεστιον θυε δε λα σεχονδε γυερρε μονδιαλε □ μ|με σι, αυ πασσαιγε, λα χονναισσανχε φαχτυελλε δε χεττε π[ριοδε α προγεσσ|, πυισθυεον α αβορδ| δε

Pourquoi ce changement de sensibilité? En vrac: parce que **la mémoire directe des souffrances** quotidiennes de la guerre **s'est largement effacée**, qu'il y a longtemps qu'elles ont été relativisées — dans un livre d'Histoire, les rutabagas font pâle figure à côté du génocide, et les mangeurs forcés de rutabagas ne sont plus là pour en faire l'abomination par excellence de leur jeune temps; parce que nous avons plus de loisir pour réfléchir à l'Histoire après les Trente glorieuses; parce que **les derniers résistants sont en train de mourir** et que plus personne n'a besoin de mobiliser leur épopée — en revanche, les juifs sont toujours là, Israël aussi: « alors que les enfants des résistants ne sont pas eux-mêmes des résistants, les enfants des juifs sont juifs »; parce que **l'héroïsme n'est plus une valeur très positive** — une génération de films antimilitaristes, américains notamment, a fini par faire son effet: héros rime plus ou moins avec idiot; parce que l'Allemagne est redevenue un pays comme les autres, ce qui oblige à penser le nazisme indépendamment d'elle<sup>1</sup>; parce que la lutte des classes n'est plus l'explication toute faite à tous les phénomènes historiques. Enfin, pour la France, parce qu'une série de procès retentissants en liaison avec le génocide ont eu lieu depuis quinze ans (celui de Klaus à cause de la raison d'État, ouvrier en 1994, celui de Maurice Papon en 1997-1998<sup>2</sup>): d'autant plus retentissants qu'ils ont des chances d'être les derniers, vu l'âge des prévenus, et d'autant plus exclusivement axés sur les crimes contre l'humanité que tous les autres crimes de l'époque de la guerre sont prescrits; et parce que depuis 1984, au chagrin et au scandale de tous les démocrates, il est réapparu une extrême-droite qui cache mal son antisémitisme — mais attention: cette évolution des sensibilités a commencé auparavant, et elle est mondiale, en tout cas pan-occidentale: elle touche les États-Unis et l'Allemagne plus encore que la France<sup>3</sup>.

Plus profondément, je crois, parce que la génération des années 1980 et 1990 est **une génération de la culpabilité**, une génération de la sensibilité aux victimes: une génération post-industrielle, individualiste et rétive aux pouvoirs à l'extrême, **obsédée par le sort des individus innocents** broyés par l'Histoire, de toutes les victimes des massacres de masse, de

---

νουπεαυξ τη\μεσ ετ θυεον ψ α χονσαχρ\ βεαυχουπ δ\νεργιε. Λα \ω\ριτ\ \ δ\υνε [ποθυε εστ λα χησοε λα πλυσ [πη\μ\ρε δυ μονδε: ρελισεζ λε χουρσ συρ λα ΙΙε Ρ\πυβλιθυε, πενσεζ αυξ μπητηε δε λ\χολε, δε λα λα\χιτ\... Εν [χριτωαντ χελα, φε γαρδε εν μ\μοιρε θυε χεσ παγεσ, μαλγρ\ μεσ εφφορτσ πουρ μ\λεπερ αυ-δεσσυσ δε λ\πη\μ\ρε, σοντ σουμισεσ αυξ μ\μεσ λοισ, ετ θυελλεσ πευπεντ (δοιπεντ) |τρε σουμισεσ αυ μ\με τψηε δεαναλψησεσ χριτιθυεσ.

<sup>1</sup> Ον λε ποιτ βιεν απεχ λεσ \ω\περσ δε Ζεε\ Στερνηελλ, θυι πλαχε εν Φρανχε λ\οριγινε λοινταινε δεσ δροιτεσ ρ\πολυτιονναιρεσ δε λ\εντρε-δευξ-γυερρεσ.

<sup>2</sup> Κλαυσ Βαρβιε, χηεφ δε λα μιλιχε \ Λπον, ρεσπονσαβλε νοταμμεντ δε λα ραφλε δε\ζιευ (ποψηζ πλυσ βασ), εστ μορτ εν πρισον εν 1991. Λε μιλιχιεν Παυλ Τουπιερ, γρ\χε \ δεσ χομπλιχιτ\σ δανσ λεσ μιλιευξ χατηολιθυεσ ιντ\γριστεσ, εστ παρπενυ \ σε χαχηερ δε λα Λιβ\ρατιον αυ δ\βυτ δεσ ανν\εσ 1990; ιλ εστ μορτ εν χαπτιπιτ\ εν 1996. Σεχρ\ταιρε γ\ν\ραλ δε λα πρ\φεχτυρε δε Γιρονδε σουσ ζιχηψ, Μαυριχε Παπον χολλαβορα \ λα δ\πορτατιον δεσ φυιψ, μαισ συρ ασσυρερ σεσ αρρι\ρεσ \ λα φιν δυ χονφλιτ εν αιδαντ λα Ρ\σιστανχε, χε θυι λυι παλυτ απρ\σ λα γυερρε δε χοντινυερ υνε βελλε χαρρι\ρε δε ηαυτ φονχτιονναιρε \ ιλ φυτ πρ\φετ δε πολιχε δε Παρισ περσ 1961, ετ μ\με μινιστρε σουσ Πομπιδου. Δανσ λεσ ανν\εσ 1990 σον πασσ\ λε ραττραπα, απεχ λ\πολυτιον ραπιδε δεσ σενσιβιλιτ\σ; απρ\σ πιγγτ ανσ δ\υνε προχ\δυρε δ\λιχατε, ιλ φυτ φυγ\, \ πρ\σ δε θυατρε-πιγγτ-διξ ανσ, ετ χονδαμν\ πουρ χομπλιχιτ\ δε γ\νοχιδε; δεπυισ, ιλ φινιτ σα πιε δερρι\ρε δεσ βαρρεαυξ. Ιλ φαυτ αφουτερ \ χε συμπατηιθυε τριο λα φιγυρε δε Ρεν\ Βουσθυετ, ν\ εν 1909, σεχρ\ταιρε γ\ν\ραλ δε λα πολιχε δυ ρ\γ\με δε ζιχηψ, ασσασσιν\ παρ υν δ\σ\θυιλιβρ\ εν 1993, απαντ λα τευνε δε σον προχ\σ; παρ αιλλευρσ, δανσ λεσ μ\μεσ ανν\εσ 1990, λα ρ\π\λατιον δε σον αμιτι\ δεμειυρ\ε ινταχτε απεχ Φραν\οισ Μιττερρανδ φυτ υν βεαυ σχανδαλε.

<sup>3</sup> Λεσ πρεμειερσ χονγρ\σ δεηιστοριενσ συρ λε γ\νοχιδε ευρεντ λιευ αυξ \τατσ-Υνισ \ λα φιν δεσ ανν\εσ 1960; εν Φρανχε ιλ φαλλυτ ατενδρε λεσ ανν\εσ 1980. Λεσ πρεμειερσ χαμπαγνεσ δε Σεργε Κλαρσφελδ πουρ δ\νονχερ λεσ τορτιονναιρεσ ναζισ μπυνισ δατεντ δε 1971, μαισ δανσ λεσ ανν\εσ 1970 σον αχτιον απαιτ λ\Αλλεμαγνε πουρ χαδρε. Χε φυτ εν 1978 θυειλ λεπα λε \λι\περε\ Βουσθυετ.

la raison des États forts, des bourrages de crâne, etc... C'est par ailleurs, et je crois que ce n'est pas un hasard, la génération de l'indigénisme triomphant (pensez à *Danse avec les loups*, ce film où tous les Indiens étaient bons a priori *parce que victimes* et tous les Blancs mauvais a priori *parce que vainqueurs*, sauf le protagoniste car Hollywood n'a pas de star native-américaine), de la "sanctification" des Tibétains et autres minorités opprimées — improbable greffe, en notre vieille République jacobine, du communautarisme en plein essor depuis une vingtaine d'années. C'est aussi la génération des restaurants du cœur et plus guère celle des grèves ni du militantisme, c'est-à-dire celle où **la compassion** envers les individus victimes du "système" **a succédé à l'engagement** — on ne croit plus aux révolutions, aux idéologies, plus guère à la politique: la montée de la compassion a correspondu au déclin de la foi en l'action; l'attention ne se porte plus sur les "acteurs", mais sur les "patients". Bref, une génération qui ne supporte plus qu'« on n'expie pas ses actes, mais sa naissance », qu'on soit « choisi et dépossédé de sa vie avant même d'avoir pu décider ce qu'on aurait fait d'elle », peut-être dans la mesure même où elle ne croit plus qu'on puisse "changer la vie"<sup>1</sup>, mais souffre de cette désillusion. Le génocide est l'emblème parfait de cette injustice, de cette dépossession de soi.

Il est probable que sur ce point, **la sensibilité collective changera encore**, comme je l'ai vue changer dans les années de mon adolescence. Mais **l'acquis demeurera** (j'espère). Nous y aurons gagné, sinon une perception plus "vraie" de la guerre, du moins une meilleure connaissance de l'un des grands drames de l'Histoire contemporaine, une sensibilité accrue au scandale séculaire de l'antisémitisme, une attention aux destins des individus ordinaires qui ne peut être que bienvenue au crépuscule de ce siècle où les idées (généreuses ou non), les utopies, la politique enfin ont tant fait de ravages.

## **II-La "drôle de guerre" et la défaite: septembre 1939-juillet 1940.**

« Le colonel était d'Action française, le commandant était un modéré,  
Le capitaine était pour le diocèse et le lieutenant boulotait du curé,  
Le juteux était un fervent extrémiste, le sergent un socialiste convaincu,  
Le caporal inscrit sur toutes les listes et l'deuxième classe au P.M.U.<sup>2</sup> (...)

Et tout ça, ça fait d'excellents Français, d'excellents soldats qui marchent au pas

En pensant que la République, c'est encore le meilleur régime ici-bas!

Et tous ces gaillards qui pour la plupart n'étaient pas du même avis en politique

Les v'là tous d'accord, quel que soit leur bord:

Ils désirent tous désormais qu'on nous foute une bonne fois la paix! ».

(Maurice Chevalier, 1939).

### **A) L'entrée dans la guerre.**

Le 3 septembre 1939, la France entra déclara la guerre à l'Allemagne, laquelle deux jours plus tôt avait envahi la Pologne.

Le problème le plus urgent qui se posait à Daladier, président du Conseil, était celui de **l'attitude à adopter vis-à-vis des communistes**. Dans les heures qui suivirent la signature du pacte germano-soviétique, à nouveau ils avaient changé brutalement de discours, démontrant à quel point leur conversion à la défense de la démocratie, en 1934, avait été circonstancielle.

<sup>1</sup> Σλογαν δε λα γαυχηε φραν|αισε εν 1981.

<sup>2</sup> Αυ Παρι μυτυελ υρβαιν □ λε τιερχ[!

Leur argumentaire (qu'on retrouve encore aujourd'hui à l'occasion) était le suivant: Staline avait signé un pacte avec Hitler parce qu'il se sentait trahi par les démocraties, lesquelles s'apprêtaient à négocier avec l'Allemagne pour lui laisser les mains libres à l'est (effectivement, en cet été 1939 Hitler avait deux fers au feu: des diplomates britanniques étaient à Berlin, il est possible que Staline en ait pris ombrage). Bref, Staline gagnait du temps pour la paix, et surtout pour préparer la défaite du fascisme dans de meilleures conditions<sup>1</sup>. Dans ces conditions, il n'était plus question de laisser la France s'engager dans une guerre "impérialiste" (*L'Humanité* écrivait fin septembre: « au peuple de France est revenu la mission d'exécuter les consignes des banquiers de Londres »), dans un combat "contraire aux objectifs du mouvement ouvrier" et surtout "antisoviétique": **les communistes redevinrent brutalement d'enragés pacifistes**. Leurs députés et sénateurs refusèrent de voter les crédits de guerre; début octobre, **Thorez déserta** (il gagna Moscou par la Belgique) — l'effet sur l'opinion publique fut énorme. Bien sûr, les communistes français n'avaient pas l'espoir d'arrêter la guerre, mais ils essayaient d'affaiblir les puissances capitalistes (tous régimes politiques confondus), dont Staline espérait bien qu'elles allaient s'épuiser mutuellement dans le conflit.

Il me faut ici répéter ce que j'ai écrit plusieurs fois dans les deux chapitres précédents: **la sensibilité de la base du P.C.F. n'était pas celle des dirigeants**. Il y eut une hémorragie de militants (c'étaient en gros les troupes ralliées depuis la conversion à l'antifascisme en 1934); vingt-huit des soixante-treize députés communistes<sup>2</sup> refusèrent d'approuver le pacte germano-soviétique et quittèrent le parti. À nouveau, celui-ci se trouvait réduit à un petit groupe de révolutionnaires intransigeants, au service exclusif du Komintern. Même parmi ceux qui restèrent, beaucoup n'en pensaient pas moins: déchirés entre leur attachement au Parti, seul vecteur possible de la Révolution, leur foi en l'infaillibilité de Staline, et la catastrophe qui s'abattit sur leur pays en mai-juin 1940, ils se précipitèrent dans la Résistance dès que les circonstances changèrent à nouveau, en juin 1941 — certains même, nous le verrons, commencèrent à résister avant cette date, à titre personnel<sup>3</sup>.

Du point de vue de la politique intérieure française, **le pacte germano-soviétique rendait impossible toute véritable union sacrée**, d'autant qu'il s'ajoutait à la présence d'une puissante droite hostile au régime, certes peu active pour l'instant, et d'un fort courant pacifiste dans l'opinion: dès le début, la situation était donc bien plus difficile qu'en 1914. **Le gouvernement Daladier choisit la répression** (à vrai dire, il ne pouvait guère faire

<sup>1</sup> Απρ[σ]-γυερρε, χε ραισοννεμεντ α πυ σεμβλερ Vπαλιδ[V παρ λα[χηχε δε λαοπ[ρατιον Βαρβαροσσα; ποψεξ, πουρ πλυσ δε δ[ταιλσ, λε χηαπιτρε 6 δυ χουρσ συρ λα Ρυσσιε. Ξπιδεμεντ χεττε αργυμεντατιον φαισαιτ βον μαρχη[ δεσ οβφεχτιφσ χλασσιθυεμεντ ιμπ[ριαλιστεσ δε λαΥ.Ρ.Σ.Σ. δανσ χεττε αφφαιρε: λε παρταγε δεσ παψσ βαλτεσ ετ δε λα Πολογνε, ετ δε τουτ χε θυε νουσ σαπωνσ δεσ ραππορτσ δεσ βολχηεπικσ ετ δε λα δ[μοχρατιε: δε 1917 ◊ 1934 ελλε απαιτ τουφουρσ [τ] λεινιθυε εννεμι ◊ αβαττρε, ετ πρ[σεντερ Σταλινε εν ηυμανιστε προγρεσσιστε ινδιγν[ δε λεινχονδυιτε ετ δυ χψνισμε δεσ δ[μοχρατιεσ βουργεοισεσ [ταιτ τουτ σιμπλεμεντ γροτεσθε...  
<sup>2</sup> Θε σαισ, ιλ νεψ εν απαιτ θυε σοιξαντε-δουζε εν μαι 1936. Χεεστ σανσ δουτε λαεφφετ δευνε [λεχτιον παρτιελλε.  
<sup>3</sup> Χερταινσ ιντελλεχτυελσ εν πνε δανσ λεσ ανν[εσ 1930 σε[λοιγν[ρεντ ◊ λεοχχασιον δυ παχτε γερμανο-σοπι[τιθυε. Χε φυτ λε χασ δε Νιζαν, θυι ρενδιτ σον δε[σαχχορδ πυβλιχ δεσ οχτοβρε 1939; μαισ χομμε ιλ μουρτυ δανσ λεσ χομβατσ δε μαι 1940, απρ[σ λα γυερρε λε Παρτι χομμυνιστε τεντα δε σαλιρ σα μ[μοιρε εν λε πρ[σενταντ χομμε υν αγεντ δε λα πολιχε. Δανσ λα πρεμι[ρε περσιον δεσ Χομμυνιστεσ δεΑραγον, Νιζαν εστ λε τρα[τρε Ορφιλαιτ; δανσ λεσ ανν[εσ 1960, λε Παρτι σε[ταντ θυελθυε πευ δε[σταλινισ[ , λεσ χαλομνιεσ χεσσ[ρεντ ετ Ορφιλαιτ δισπαρτυ δε λα περσιον ρ[[χηριτε δεσ Χομμυνιστεσ.

autrement): les communistes, considérés comme coupables de trahison en temps de guerre, furent mis au ban de la vie politique et de la société. Le P.C.F. fut dissous par décret fin septembre, après l'invasion de la partie orientale de la Pologne par les troupes soviétiques; les maires communistes furent révoqués. Début octobre, une vingtaine de parlementaires communistes furent déchus de leur mandat et écroués (les autres avaient choisi la clandestinité); en janvier 1940, cette mesure s'étendit à ceux qui avaient quitté le P.C.F. en septembre, et qui avaient tenté de reconstituer un groupe parlementaire "ouvrier et paysan". La C.G.T. exclut ses cadres communistes. Les structures du P.C.F. se reconstituèrent dans la clandestinité (elles étaient prévues pour cela): *L'Humanité*, interdite elle aussi, continua à paraître sous forme ronéotée.

Sur le plan militaire **la France s'était préparée à une guerre longue** à l'abri de la ligne Maginot, à laquelle faisait face la ligne Siegfried, ce qui semblait indiquer que l'Allemagne, elle aussi, s'apprêtait à une nouvelle guerre de tranchées. Comme la ligne Maginot s'arrêtait à la hauteur du Luxembourg, pour la compléter un corps de bataille était déployé des Ardennes à la mer du nord. On espérait gagner cette guerre, comme la précédente, en épuisant l'Allemagne; mais déjà les circonstances avaient changé: avec le pacte germano-soviétique, Hitler n'avait plus à se battre à l'est.

**Durant huit mois, il ne se passa rien du tout** sur le front franco-allemand (à l'est, après la capitulation de la Pologne à la mi-octobre, les hostilités se déplacèrent vers la Finlande, un ancien grand-duché de l'Empire russe qui avait pris son indépendance en 1918; les Finlandais résistèrent courageusement aux troupes soviétiques jusqu'en mars 1940 et évitèrent l'annexion: cet épisode, connu sous le nom de "guerre d'hiver", aggrava encore l'impopularité des communistes en France, d'autant que faute de nouveautés sur le front occidental on ne parlait pas de grand-chose d'autre. Comme en 1915-1916, **les Alliés tentèrent d'ouvrir de nouveaux fronts**, notamment en Scandinavie; ce qui n'aboutit qu'à l'invasion préventive du Danemark et de la Norvège par l'Allemagne en avril 1940 — cependant les Franco-Britanniques parvinrent à établir une tête de pont à Narvik en Norvège, mais c'était quelques jours seulement avant l'offensive des Ardennes. Sur la ligne Maginot le moral des troupes, réduites à l'inaction après une piteuse tentative d'offensive en octobre, se dégradait lentement: dans cette "**drôle de guerre**" qui dura huit mois, personne ne comprenait ce que voulaient les Allemands ni ce qu'on faisait dans les tranchées, l'attente semblait vaine — et l'on avait de moins en moins envie d'en découdre (voyez la chanson de Chevalier, citée plus haut). La situation économique, elle aussi, se dégradait lentement: les prix augmentaient alors que les salaires avaient été bloqués. L'action du commissaire à l'Information, Jean Giraudoux, n'y changea mie — on lui dut des slogans aussi inspirés que celui-ci: "nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts".

Le gouvernement **Daladier**, obligé de gouverner par décrets, **était de plus en plus fragile**: une partie de la droite, qui ne lui pardonnait pas d'être en quelque sorte un rejeton du Front populaire, voulait un cabinet "de style Clemenceau": elle n'admettait l'union nationale que si l'un des siens était au pouvoir, une nouvelle figure bien conservatrice d'homme providentiel. Certains, comme Laval, intriguaient en faveur d'une paix blanche, d'autres réclamaient une intervention contre l'U.R.S.S. alliée de l'Allemagne (il y eut des plans de débarquement à Bakou, au cœur d'une zone pétrolière relativement proche de la Syrie sous mandat français). En mars 1940, le gouvernement Daladier fut renversé et **Paul Reynaud** reçut enfin la présidence du Conseil, charge qu'il espérait depuis dix ans. Reynaud (1878-1966) était un homme de droite, mais son républicanisme et son patriotisme étaient irréprochables; il présentait l'avantage d'être proche des Britanniques. Nous avons vu qu'il avait affiché, dans les années 1930, des idées iconoclastes et courageuses sur les problèmes monétaires; il avait été aussi l'un des rares hommes politiques à prêter attention aux écrits du

colonel de Gaulle (voyez plus bas). Mais cette lucidité, cette liberté de pensée étaient précisément ce qui l'avait écarté du pouvoir: il faisait peur à ses propres amis politiques. Il n'avait été que ministre des Finances, puis des Colonies en 1930-1932, puis à nouveau ministre des Finances dans le cabinet Daladier, de puis 1938. Il fit entrer six socialistes à son gouvernement; mais Blum refusa un maroquin, et se contenta d'un soutien personnel au cabinet.

Hélas, Reynaud n'avait pas l'autorité de Clemenceau et rassurait moins que Poincaré; son cabinet, investi avec une seule voix de majorité, était très fragile. Daladier, qu'il avait fallu garder au poste de ministre de la Guerre, s'entendait mal avec le président du Conseil: il lui imposa notamment le maintien du général Gamelin à la tête de l'état-major. Le 10 mai, Reynaud était sur le point de donner sa démission<sup>1</sup>.

### **B-La débâcle de mai-juin 1940.**

Enfin, l'Allemagne passa à l'offensive le 10 mai, au retour du beau temps. En attaquant les Pays-Bas (qui capitulèrent en cinq jours) et la Belgique, Hitler attira les troupes françaises dans ce dernier pays, avant de lancer une **offensive-éclair à travers les Ardennes**, le point faible du dispositif français: cette région couverte de forêts, juste à l'ouest de l'extrémité de la ligne Maginot, était mal fortifiée, car on la croyait impraticable à quelque armée que ce fût. En cinq jours, grâce à leurs blindés et à leurs avions, les Allemands percèrent le front à Sedan. L'état-major français se révéla incapable de réagir<sup>2</sup>. Le 20 mai, la Wehrmacht atteignait la mer, prenant au piège toutes les armées du nord-ouest: la nasse se referma rapidement jusqu'au piège de Dunkerque, désastreuse opération d'évacuation des

---

<sup>1</sup> Ρεψναυδ φυτ φυγι ριομ εν 1940-1941, ιντερν εν Φρανχε, πρισ δ[πορτ] ρορανιενβυργ εν 1942; απρ[ο] λα γυερρε, ιλ ρεδεπιντ βρι[ω]πεμεντ μινιστρε δεσ Φινανχεσ εν 1948, μαισ σον τεμπσ [ταιτ] πασσ[ο]. Εν 1958 δε Γαυλλε εν φιτ λε πρεμιερ πρ[ο]σιδεντ δυ Χονσειλ χονσπιτιυτιοννελ δε λα σε Ρ[ε]πυβλιθε, μαισ λεσ δευξ ηομμεσ σε σ[ε]παρ[ο]ρεντ συρ λα ρ[ε]φορμε χονσπιτιυτιοννελλε δε 1962, θυε Ρεψναυδ χομβαττιτ.

<sup>2</sup> Πουρ ιλλυστρερ λαιναδαπατιον τοταλε δε λεαρυμ[ε] φραν[ο]αισε ροχεττε γυερρε, ποιχι θυελθυεσ λιγνεσ εξτραιτεσ δε λεουπραγε δε Ηυγυεσ Κ[ρ]αλψ: *Ηερσ[ο]φ δε Βλιγνι[ρ]εσ, υν χομβατταντ δανσ λεσ τουρμεντεσ δυ σι[χ]λε* (παρυ εν 1990 [ ] μερχι ρολαυρε δε Σαιντ-ζιχτορ, κη[ο]γνε 1998-1999, πουρ με λεαποιρ χομμυνιστ[ο]). Χεσστ λεηιστοιρε δε λα δερνι[ρ]ε χηαργε δε λα χαπαλιερε φραν[ο]αισε χοντρε λεσ χηαρσ αλλεμανδσ, ρο Σολρε-λε-Χη[ο]τεαυ πρ[ο]σ δ[ε]Απεσνεσ, λε 17 μαι 1940... ↔ Βλιγνι[ρ]εσ πορτε υν χασθυε εν αχιερ, ασσυρ[ο] σουσ λε μεντον παρ λα φαμευσε Β[ο]γυρμεττε Β[ο] θυεον ρεχομμανδε δε σερρερ απαντ δε πρενδρε λε γαλοπ; ιλ εστ αρμ[ο] δ[ε]υν πιστολετ Μ.Α.Β. δε χαλιβρε 7,5 ετ δ[ε]υν σαβρε χουρβε, διτ Β[ο]βανχαλ δε χαπαλιερε λ[ο]γ[ο]ρε Β[ο], χομμε τουσ λεσ οφφιχιερσ δεσ Δραγονσ. Λα σελλε δεαρμεσ σουτιεντ πινγτ βοнос κιλοσ δε θυιπεμεντ: υνε χουπερτυρε βλευε δε χαμπαγνε σανγλ[ο] ρο λεαρρι[ρ]ε εν φορμε δε βουδιν; σουσ λε παννεαυ γαυχηε, λε[ο]τυι δυ σαβρε ετ σα δραγοννε; υνε σαχοχηε δε χυιρ συρ λε φλανχ δροιτ δυ χηεπαλ πουρ λεσ αφφαιρεσ δε τοιλεττε, υν πευ δε λινγε, λα γαμελλε, λε βιδον; υνε αυτρε σαχοχηε ρο γαυχηε πουρ λεσ Β[ο]χιυισσαρδσ Β[ο], πεστιγε δε λεαρμυρε μ[ο]δι[ο]παλε; υν ορειλλερ πνευματιθυε, λε μαντεαυ δε σελλε ετ λε μαντεαυ δε πλυιε ≈.

Πουρσυιωισ δεπυισ σιξ φοурс παρ λεαρτιλλερε αλλεμανδε τερρεστρε ετ αρροπορτ[ο], πρισ δανσ υνε νασσε, λεσ χαπαλιερσ νευρεντ δεαυτρε χηοιξ θυε δε χηαργερ πουρ πασσερ εν φορχε. ↔ Πενδαντ θυελθυεσ διξι[ο]μεσ δε σεχονδε, λεσ Αλλεμανδσ σε δεμανδεντ δανσ θυελλε πλαν[ο]τε ιλο σοντ τομβ[ο]σ, ου πλυτ[ο]τ δανσ θυελλε γυερρε, εν ποψαντ δ[ε]βουχηερ δυ τουρναντ δε λα ρουτε, δροιτ συρ λευρσ μονοτρεσ δεαχιερ, λεσ συρπιωαντσ δε χε δερνιερ γαλοπ... Χεσστ υν γρουπε δε μοτοχψχλιστεσ χασθυ[ο]σ θυι ρε[ο]ιτ λε χηοχ, ρο λα ηαυτευρ δεσ πρεμι[ρ]εσ μαισονσ. Δερρι[ρ]ε ευξ, συρ δεσ χαμιοнос δε τρανσπορτ δ[ε]χουπερτσ, δεσ σολδατσ σε δρεσσεντ αυσσιτ[ο]τ ετ βραθυεντ λευρσ μιτραιλλεττεσ εν πουσσαντ δεσ χρισ: ιλο αιμεντ λα γυερρε, χεσ φευνεσ γενσ [ ] συρτουτ απεχ δεσ γροσ χαλιβρεσ ετ δεσ αρμεσ αυτοματιθυεσ, χοντρε χεσ ρ[ο]ινχαρνατιονσ δε λ[ο]γ[ο]νενδε ναπολ[ο]μονιεννε, χηαργεαντ αυ σαβρε ετ αυ μουσθυετον! ≈. Υν πευ χομμε λεσ χολονισατευρσ δε λεΑφριθυε χινθυαντε ανσ πλυσ τ[ο]τ... Χε φυτ υν μασσαχρε; Βλιγνι[ρ]εσ φυτ φαιτ πρισονιερ παρ υν οφφιχιερ δυ νομ δεΕρωιν Ρομμελ.

survivants vers l'Angleterre sous les bombes, qui dura du 28 mai au 4 juin. Le 6, toutes les lignes de défense françaises étaient enfoncées. Sur ce, le 10, l'Italie entra en guerre; elle ne parvint pas à emporter de territoires, mais cette agression supplémentaire fixa une partie de l'armée française dans les Alpes. Le 12, Paris était déclarée ville ouverte; les Allemands y pénétrèrent le 14; le 18, la mesure fut étendue à toutes les grandes villes. À l'Armistice, les Allemands étaient à Tournon dans la vallée du Rhône (à quatre-vingt kilomètres au sud de Lyon), à Angoulême dans le sud-ouest; ils avaient fait près de deux millions de prisonniers. L'effondrement avait été encore plus spectaculaire qu'en 1870: même Hitler se trouva pris de court. En revanche il y eut relativement peu de morts, du fait même de la rapidité de la défaite: cent mille au total.

Les Français et les Belges des régions envahies se précipitèrent sur les routes dans la panique la plus complète, tentant de franchir la Loire, qu'on imaginait constituer une ligne de défense où le front s'arrêterait<sup>1</sup>: aux souvenirs terribles de l'occupation allemande en 1914-1918 s'ajoutait la crainte des bombardements, qui d'ailleurs rattrapèrent les fuyards... sur la Loire, justement, à cause des ponts (« *Braoum! Vraoum!* »<sup>2</sup>). Les plans d'évacuation prévus à la suite de l'expérience malheureuse de 1914 furent complètement débordés par l'ampleur de **l'exode**. À la mi-juin, deux millions de personnes étaient sur les routes. Au total, entre six et huit millions de Français quittèrent leur domicile. Sur les vingt mille habitants d'Évreux, il en restait cent soixante-douze le 11 juin... Seuls la moitié étaient rentrés à la mi-juillet.

« Ô mois des floraisons mois des métamorphoses  
Mai qui fut sans nuage et Juin poignardé  
Je n'oublierai jamais les lilas ni les roses  
Ni ceux que le printemps dans ses plis a gardés.  
(...) Bouquets du premier jour lilas lilas des Flandres  
Douceur de l'ombre dont la mort farde les joues  
Et vous bouquets de la retraite roses tendres  
Couleur de l'incendie au loin roses d'Anjou »  
(Aragon, juillet 1940)

L'affolement était complet dans les milieux politiques: Reynaud destitua une quinzaine de généraux, remania deux fois son cabinet. Ce fut ainsi que Charles **de Gaulle**, qui était parvenu à résister trois jours à l'avance allemande dans la région de Laon à la tête d'un régiment motorisé et blindé, devint sous-secrétaire d'État à la défense nationale le 5 juin; et que **Pétain** fut rappelé de Madrid pour occuper le poste de ministre de la Guerre (en remplacement de Daladier) et vice-président du Conseil. Au poste de chef d'état-major, en lieu et place de Gamelin forcé de démissionner par la débâcle, Pétain nomma le général **Weygand**, l'ancien bras droit de Foch en 1918, âgé de soixante-treize ans. La France comptait sur des vieillards, des vétérans d'une autre guerre... À partir du 12 juin, tandis que le bruit courait que les communistes avaient pris le pouvoir à Paris (la phobie de la Commune n'était pas morte!), le gouvernement et les Chambres s'éparpillèrent dans tout le pays, avec le vague projet de se regrouper à Bordeaux pour former une "poche de résistance"; le 21, une vingtaine de parlementaires et de ministres partirent en bateau pour Casablanca. Depuis la fin mai, Weygand réclamait un armistice, soutenu par Pétain, tandis que les défaitistes complotaient à l'Assemblée. Le 16 juin, Reynaud démissionna de la présidence du Conseil et laissa la place à **Pétain**. Le **17 juin**, celui-ci **appela à la cessation des combats**.

<sup>1</sup> Ἰλλυσιον δεσ Ἀφροντι\ρεσ νATUREΛΛΕΣ\ τελλεσ θυε λεσ χαρτεσ σεμβλεντ λεσ δεσσινερ!  
Συρ χε ποιντ, ποψεξ λε χηαπιτρε 5.

<sup>2</sup> Πρεμιερσ μοτσ δε Γυιγνολεσ Βανδ, δε Χ\λινε; λα σχ\νε σε πλαχε ς Ορλ\ανσ.

À cette date, **la guerre était-elle perdue?** Diverses possibilités s'offraient: tenter de résister dans un "réduit" breton ou aquitain; constituer un gouvernement commun avec la Grande-Bretagne, afin de maintenir symboliquement la légitimité démocratique (l'opération fut tentée, notamment par Monnet et de Gaulle<sup>1</sup>); replier le gouvernement et les Chambres sur Alger, partie intégrante de la terre de France, et continuer à se battre — mais comment transporter les troupes en Afrique du nord? Weygand ne croyait pas aux capacités de résistance militaire de l'Empire. Personne n'écoula la voix isolée de De Gaulle, qui avait quitté la France pour Londres.

Surtout, Pétain n'envisageait pas de quitter la métropole: pour lui, « le renouveau français, il f[allait] l'attendre bien plus de l'âme de notre pays que nous préserver[ions] en restant sur place, plutôt que d'une reconquête de notre territoire par les canons alliés dans des conditions et dans un délai impossibles à prévoir ». Il ajoutait: « l'armistice est à mes yeux la condition nécessaire à la pérennité de la France éternelle ». Cette réaction de Pétain, militaire entré en politique (voyez plus bas), était éminemment politique: c'était qu'il partageait les analyses de tous ceux pour qui **le mal était dans l'Hexagone**; pour qui la défaite était la conséquence logique d'une décadence nationale à laquelle il fallait s'attaquer en priorité — c'était le sens d'une phrase-clef du discours de l'armistice, prononcé le 17 juin: « depuis la victoire, l'esprit de jouissance l'a emporté sur l'esprit de sacrifice. On a revendiqué plus qu'on a servi. On a voulu épargner l'effort, on rencontre aujourd'hui le malheur ». Pour cela, **il fallait la paix, n'importe quelle paix**; de toute façon, la France dans l'état *politique et moral* où elle était n'avait aucune chance de l'emporter.

L'**armistice**, signé le 22 juin à Rethondes (Hitler était rancunier), entra en vigueur le 25. La France demeurait indépendante. Il n'y avait aucune clause territoriale formelle (elles seraient fixées à la paix): en théorie le gouvernement français continuait d'exercer sa souveraineté sur l'ensemble du territoire. Mais dès le mois d'août Hitler plaça deux *Gauleiter* à la tête de **l'Alsace** et de **la Lorraine**; la langue française y fut proscrite, les postes de douanes furent déplacés; cent cinquante mille personnes environ, qui refusaient de devenir allemandes, furent expulsées, et l'on commença à les remplacer par des colons venus du reste du *Reich*. Le Nord et le Pas-de-Calais furent rassemblés administrativement à la Belgique (c'était ce qu'on appelait **la "zone rattachée"**) — l'ensemble était évidemment promis à annexion. On pouvait craindre aussi pour la "zone interdite" où l'autorité de l'État français fut très vite réduite à néant: la Lorraine méridionale, la Franche-Comté et la Champagne, toutes régions qui avaient fait partie du Saint-Empire. **Plus de la moitié de la France était militairement occupée**, notamment l'ensemble de la façade atlantique, les principales régions industrielles, les plus riches régions agricoles; en zone occupée l'autorité militaire allemande l'emportait sur l'autorité civile. Entre la zone libre et la zone occupée, la ligne de démarcation dessinait une frontière étanche, qu'on ne pouvait pas traverser sans une autorisation (un *Ausweis*) et par laquelle, au début, seules trois cents lettres par jour pouvaient transiter. Enfin la France perdit très vite le contrôle d'une bonne partie de son Empire colonial (hors Méditerranée): certaines colonies se rallièrent à de Gaulle dès 1940; en septembre, le Japon envahit l'Indochine où il établit un régime de protectorat.

En revanche les troupes allemandes ne débarquèrent pas en Afrique du nord française, ce qui fut peut-être une erreur à long terme; mais la priorité de Hitler était d'envahir l'Angleterre. **Les troupes françaises furent désarmées** et leur matériel fut livré à l'Allemagne, sauf la flotte qui fut démobilisée et reçut l'ordre de regagner ses ports d'attache; la France ne gardait qu'une armée de cent mille hommes (un chiffre symbolique: Hitler avait de la mémoire). Par crainte que les Allemands ne tinsent pas leurs promesses et n'utilisassent ce

---

<sup>1</sup> ζοψεξ λε χουρσ δε Ρελατιονσ ιντερνατιοναλεσ, ς λα φιχηε Α2.

matériel pour traverser la Manche, les Britanniques coulèrent la flotte française à **Mers-el-Kebir**, en Algérie, début juillet: il y eut mille trois cent morts. L'affaire, qui plus tard servit la propagande anglophobe du régime de Vichy, provoqua la rupture des relations diplomatiques entre les deux alliés; Laval voulait même déclarer la guerre au Royaume-Uni. Le gouvernement français dut livrer à l'Allemagne les ressortissants allemands que celle-ci lui réclamait. Un million et demi de **prisonniers de guerre** furent emmenés en Allemagne. Le gouvernement français devait payer de lourds frais d'occupation, livrer des minéraux (notamment de la bauxite); ce fut dans l'article de la convention d'armistice concernant ces livraisons qu'apparut pour la première fois le mot de "collaboration". Enfin, pour l'anecdote, ce fut en juin 1940 que la France se mit "à l'heure allemande", c'est-à-dire s'aligna sur le fuseau horaire de l'Europe centrale; elle y est restée (Antoine Blondin a raconté cet épisode sur le mode burlesque dans *L'Europe buissonnière*).

### **C-La naissance du régime de Vichy (juin-juillet 1940).**

Le cent septième président du Conseil de la III<sup>e</sup> République, **Philippe Pétain** (1856-1951), était **un homme populaire**. Il incarnait le patriotisme, la Victoire, mais aussi le bon sens, le respect de la vie des soldats<sup>1</sup>. Le radical Pierre Cot avait déclaré en 1935: « c'est le plus humain de nos chefs militaires »; Blum l'avait qualifié de « soldat le plus noble et le plus humain ». On se savait pas grand-chose de ses opinions politiques, si ce n'était qu'il n'était point de gauche (de Gaulle non plus), et qu'il n'aimait pas la République parlementaire (mais c'était un sentiment fort répandu). Dans les années 1930, à peu près tous les courants de la droite et de l'extrême-droite avaient tenté de se l'annexer, mais il n'avait jamais appuyé aucun d'entre eux (à l'exception d'une interview accordée à la Rocque en 1936); à plus forte raison, il ne s'était jamais compromis avec des comploteurs comme les cagouleurs. Serviteur dévoué de la Patrie, il avait même accepté de faire partie de deux gouvernements à velléités d'"union nationale", à titre d'icône; de ce fait, dans les milieux politiques il passait pour un militaire républicain.

Il ne l'était pas. **Ce n'était pas** non plus **un fasciste** à la manière de Doriot, il n'était pas fasciné par les dictatures modernistes et populistes, par les partis uniques, il ne rêvait pas de mouvement, d'espace vital, de massacres régénérateurs: c'était un homme d'une génération bien antérieure à tout cela (n'oubliez jamais son âge: il avait vingt et un ans lors de la crise du Seize mai, soixante-six ans à l'arrivée au pouvoir de Mussolini...). Ce n'était pas non plus un idéologue, ni un grand lecteur: ses conceptions étaient plutôt le résultat de quatre-vingt-quatre années d'imprégnation des idées dominantes de son milieu, celui des officiers antidreyfusards et maurrassiens. Il n'était pas spécialement monarchiste, ni "calotin". Enfin, s'il avait approuvé les accords de Munich, il n'avait pas versé dans le défaitisme à la Déat — pas jusqu'en juin 1940, en tout cas: en mai, il avait à nouveau accepté un portefeuille dans le gouvernement Reynaud, dont l'objectif était de continuer le combat.

**C'était fondamentalement un traditionaliste**, un réactionnaire, un "légitimiste" selon la classification des droites de René Rémond; un homme du XIX<sup>e</sup> siècle rural, dépassé par l'industrialisation et l'urbanisation, incapable de comprendre l'essor du prolétariat et des classes moyennes (il vivait dans un milieu entièrement militaire depuis environ 1875, et le corps des officiers n'était pas particulièrement ouvert aux fils d'ouvriers ni d'instituteurs...); son rêve était, somme toute, le retour à la France de son enfance, plus ou moins idéalisée, quelque part entre Napoléon III et la comtesse de Ségur. Son nationalisme était du genre défensif et ruraliste: c'étaient "la terre et les morts" de Barrès. Du monde moderne, il détestait

---

<sup>1</sup> Σαυφ δανσ υνε παρτιε δε λα γαυχηε, θυι σε ραππελαιτ δεσ μυτινσ δ[χιμ]σ εν 1917.

l'individualisme niveleur et destructeur, l'idée fausse de l'égalité naturelle des hommes; militaire traditionaliste, il rêvait d'une société fondée sur les hiérarchies naturelles (familiales, professionnelles, etc.); il voulait dégager des élites forgées par le travail et l'obéissance. Dans la lignée de Maurras, il voulait une organisation corporatiste de l'économie, mais, ce qui était plus d'une baderne que d'un maurassien, contrôlée par un État fort; enfin la France dont il rêvait devait être un pays catholique, même s'il n'était personnellement pas un pratiquant très assidu et si depuis vingt-trois ans il était marié civilement à une divorcée<sup>1</sup>. En 1940, tout cela n'était pas que rêves anachroniques: Salazar et Franco, deux hommes jeunes, étaient en train d'appliquer à leurs pays respectifs des projets de ce type.

Par ailleurs, c'était **un homme très âgé**, presque sourd, vite fatigué et à la mémoire déficiente, aux capacités motrices et d'attention réduites, égoïste et parfois mesquin, à la fois autoritaire (il avait l'habitude de commander) et méfiant, vaniteux (pensez au fameux « je fais don de ma personne à la France »), mais aussi velléitaire (d'autant qu'il connaissait très mal les dossiers non militaires) et fort influençable. En revanche il n'était pas gâteux, sauf peut-être à la fin: la naissance du régime de Vichy ne peut pas s'expliquer par un "détournement de vieillard".

Pas un instant il n'envisagea de gouverner dans le cadre des institutions existantes; pour lui la République et la démocratie étaient responsables de la débâcle. Dès le 25 juin, le Maréchal annonça clairement la couleur: « **un ordre nouveau commence**, et c'est à un redressement intellectuel et moral que je convie les Français. Si vous l'accomplissez, vous verrez une France nouvelle surgir de votre ferveur ». Et puis il était alors sous l'influence de Laval, à qui la défaite semblait avoir donné raison contre l'ensemble de la classe politique (il avait été l'un des deux parlementaires non communistes à refuser de voter les crédits de guerre en septembre 1939), et qui voyait une occasion unique de revenir au pouvoir sans être à la merci d'une fronde parlementaire; l'homme du marais des années 1930 voulait désormais un régime « autoritaire, hiérarchique, national et social ». Le 23 juin, Laval fut nommé vice-président du Conseil. Ce fut lui qui suggéra à Pétain de se faire accorder les **pleins pouvoirs** par les Chambres, c'est-à-dire de s'appuyer sur la légitimité parlementaire pour saborder de la République au lieu de faire un coup de force comme en Espagne. Dernière manœuvre parlementaire avant la dictature, vengeance délicieuse contre ceux qui l'avaient tant de fois renversé...

Ce fut chose faite le **10 juillet**, sans aucune pression des Allemands qui se moquaient bien du régime politique de la France. Six cent soixante-six députés et sénateurs se réunirent dans la salle de théâtre du grand casino de Vichy (fin juin, on avait abandonné Bordeaux qui se retrouvait en zone occupée; Vichy, ville de cure, était encombrée d'hôtels vides en cet été peu propice au tourisme<sup>2</sup>). Ils représentaient 70% de l'effectif total des Chambres (les députés étaient toujours ceux qui avaient été élus en 1936); manquaient les communistes, les prisonniers, ceux qui étaient coincés à Casablanca (en état d'arrestation), et ceux qui étaient quelque part dans la nature. **Seuls quatre-vingt parlementaires refusèrent les pleins pouvoirs**; il y eut dix-sept abstentions et cinq cent soixante-neuf voix pour. La majorité des

<sup>1</sup> Εν 1943, ιλ σε δ[χιδα ρ πασσερ ρ λα[γλισε ρ μαισ ιλ σε φιτ ρεπρ[σεντερ ρ λα χ[ρ[μονιε.

<sup>2</sup> Λε πουποιρ, απρ[σ αποιρ η[σιτ[, ρενον|α ρ σεινσταλλερ ρ Χλερμοντ-Φερρανδ παρχε θυε χ[ρ[ταιτ λε φιεφ δε Λαπαλ. Ληπον ετ Τουλουσε [ταιεντ εξχλυεσ εν τατ θυε φιεφσ ραδιχαυξ, Μαρσειλλε [ταιτ τροπ τουρν[ε περσ λαΕμπιρε χολονιαλ πουρ συμβολισερ χομοοδ[μεντ λε ρετουρ δε λα Φρανχε ρ σεσ ραχινεσ.

Ν ζιχηψ, λε μαρ[χηαλ Π[ταιν ρ[σιδατ ρ λαΗ | τελ δυ Παρχ.

socialistes et des radicaux votèrent les pleins pouvoirs. Parmi les "quatre-vingt": les socialistes Blum, Dormoy, Moch, Ramadier, Gouin; des radicaux de second plan (Herriot s'abstint; Daladier, Zay et Mendès-France étaient à Casablanca); un petit groupe issu de la "jeune République" de Sangnier; huit ou treize hommes de droite, selon les décomptes.

Si tout le monde ou presque vota les pleins pouvoirs, c'était parce qu'un changement de régime semblait inévitable et indispensable. Depuis 1789, aucun régime n'avait jamais survécu à une défaite... Mais **le texte voté**, une loi constitutionnelle (comme celles de 1875), **était particulièrement dangereux** dans la mesure où il donnait à Pétain seul, en son nom propre, le pouvoir de promulguer une nouvelle constitution (il est vrai qu'il était impossible d'imaginer la réunion d'une assemblée constituante; mais les parlementaires eussent pu se ménager une possibilité de contrôle s'ils ne s'étaient pas sentis si dépourvus de légitimité, eux qui incarnaient pour l'opinion la faillite du pays) et où il ne prévoyait pas explicitement le maintien de la forme républicaine du régime, ni de la démocratie; cependant les nouvelles institutions devaient être ratifiées par la nation et comporter des instances électives<sup>1</sup>.

De fait, dès le 11 juillet, Pétain fit paraître deux **actes constitutants**, les premiers d'une série de dix qui se succédèrent jusqu'en 1942 — il n'y eut évidemment jamais de ratification par le peuple. Pétain s'attribuait, toujours à titre personnel, « la plénitude du pouvoir gouvernemental », le droit de « nomme[r] et [de] révoque[e] les ministres et secrétaires d'État qui [n'étaient] responsables que devant lui », le commandement de la force armée, etc... mais aussi « le pouvoir législatif », désormais exercé « en Conseil des ministres »: c'était la fin de la séparation des pouvoirs, sur le modèle de l'Espagne franquiste. La seule chose que le chef de l'État ne pouvait pas faire sans l'assentiment « des assemblées législatives », c'était déclarer la guerre. Plus tard, par l'acte numéro quatre, il s'arrogea le droit de se désigner un successeur. Le terme de "République" disparaissait au profit de celui d'"**État français**" (une appellation sans doute inspirée de l'*Estado novo* de Salazar, proclamé en 1926); cependant le nouveau régime n'était pas une monarchie, sa forme constitutionnelle était suspendue à l'adoption d'une constitution définitive (on sait que des fictions du même genre ont duré vingt-quatre ans en Hongrie et trente-six en Espagne); mais le comte de Paris ne reçut pas d'encouragements.

Il n'y eut **aucune réaction**: le pays était prostré, les nervis de Doriot plastronnaient (remarquez quand même que les fascistes patentés n'eurent aucun rôle direct dans la chute de la République), les Allemands étaient partout; et puis personne, vraiment personne n'était prêt à prendre les armes pour cette République corrompue, incapable, défaite. Les pleins pouvoirs et le changement de régime furent bien accueillis par l'opinion publique qui, complètement déboussolée, retrouvait en Pétain un nom connu et la figure familière du vieillard providentiel — celui-là, depuis vingt ans, avait été honoré plus qu'à son tour par la République! Même les premières tirades moralisatrices sur la nécessité d'un redressement national furent bien accueillis; après tout, la III<sup>e</sup> République aussi, à ses origines, s'était beaucoup occupée du redressement moral du pays après une défaite...<sup>2</sup> Il y eut bien à l'été 1940, selon l'expression

---

<sup>1</sup> ↔ Λεξασσεμβλ|ε νατιοναλε δοννε τους λεσ πουποιρσ αυ γουπερνεμεντ δε λα Ρ|πυβλιθυε, σουσ λεαυτοριτ| ετ λα σιγνατυρε δυ μαρ|χηαλ Π|ταιν, ∠ εφφετ δε προμυλγυερ, παρ υν ου πλυσιευρσ αχτεσ, υνε νουπελλε χονστιτυτιον δε λε∩τατ φραν|αισ. Χεττε χονστιτυτιον δοιτ γαραντιρ λεσ δροιτσ δυ τραπαιλ, δε λα φαμιλλε ετ δε λα πατριε. Ελλε σερα ρατιφι|ε παρ λα νατιον ετ αππλιθυ|ε παρ λεσ ασσεμβλ|εσ θυελλε αυρα χρ||εσ ≈.

<sup>2</sup> Δανσ Λεσ δροιτεσ εν Φρανχε, Ρεν| Ρ|μονδ φαιτ υν παραλλ|λε εξπλιχιτε εντρε 1940 ετ 1871: ↔ λεΑνν|ε τερριβλε απαιτ δ|φ∠ προποθυ| χομμε υνε ρεμοντ|ε δεσ προφονδευρσ ο| ελλε |ται ενφουιε δε λεανχιεννε δροιτε: λε δ|σαστρε δε 1940 λα ρεσσυσχιτε υνε σεχονδε φοισ. Λεαναλογιε σ∩τενδ αυ χλιματ ιντελλεχτυελ ετ μοραλ θυι πρ|σιδε αυξ πρεμιερσ πασ δυ νουπρεαυ ρ|γυμε: μ|με ατμοσπη|ρε δεορδρε μοραλ, ιδεντιθυε ινπιτατιον ∠ φαιρε π|νιτενχε,

déjà citée d'Henri Amouroux, "**quarante millions de pétainistes**"; mais pour être juste il faut souligner qu'à ce moment-là personne ne savait encore très bien ce que "pétainisme" voulait dire.

L'accueil fut bon aussi dans **les milieux politiques** où nombre de républicains voulurent considérer Pétain comme "le moins mauvais choix" (notamment par rapport à Doriot!), comme "un bouclier", comme "le drapeau". Herriot, le 9 juillet, appelait « à ne pas troubler l'accord qui s'est établi sous son autorité ». Les communistes firent assaut d'amabilités envers ce gouvernement qui mettait fin aux hostilités avec l'Allemagne, alliée de l'U.R.S.S., et réclamèrent la levée de l'interdiction de *L'Humanité* (Pétain refusa, pas spécialement enclin à considérer d'un bon œil une collusion entre communistes et occupants allemands). Les **militaires**, évidemment, étaient enchantés; une bonne partie de l'**Église** afficha sa joie de voir disparaître la "gueuse". Le cardinal Gerlier, primat des Gaules, déclara en novembre: « Pétain c'est la France, la France c'est Pétain »; dans le même esprit, le poète catholique Paul Claudel se félicita, en juillet, que la France fût délivrée « de la domination méchante et imbécile des instituteurs ».

Nombre d'**intellectuels** voulurent voir en Pétain le "nouveau César" qui mettrait fin à "la crise de la République", ou tout au moins se félicitèrent de la fin de celle-ci: on connaît le fameux « divine surprise » de Maurras, sur lequel je reviendrai en note. Paul Valéry, qui n'était pas d'extrême-droite, eut des formules qui calquaient celles du Maréchal (« l'abus de fort bonnes choses a fait le malheur de la France. Parmi elles, la bonté de la terre, la liberté des esprits, l'insoumission des individus — tout ce qui dégénère en facilité, en négligence, en improvisation »). Daniel Halévy, André Gide, François Mauriac, Emmanuel Mounier exprimèrent, publiquement ou dans leur journal, leur soulagement. D'autres, comme Henri de Montherlant, faisaient l'éloge des valeurs spartiates, vilipendaient le jazz et le contrôle des naissances. De nombreuses voix s'élevaient pour rappeler les vertus de la souffrance qui purifie.

### **III-Le régime de Vichy.**

#### **A) "Vieux romains et jeunes cyclistes": le personnel politique (1940-42).**

Pétain ne parvint jamais à stabiliser son régime. Il fut impossible de retourner à Paris. Les **institutions** demeurèrent celles, provisoires, mises en place à l'été 1940; un projet constitutionnel qui prévoyait un chef d'État élu pour dix ans, une pyramide d'institutions corporatives, une voix supplémentaire aux élections pour les pères de familles nombreuses et le droit de vote pour les veuves mères de familles, resta dans les tiroirs. Le chef de l'État français ne s'intéressait guère à ces problèmes, dont le règlement était de toute façon subordonné à un traité de paix qui ne venait pas.

En pratique, Pétain gouvernait à l'aide d'un "**petit conseil**", sorte d'état-major formé de ministres de confiance, le reste du gouvernement jouant plutôt le rôle de hauts fonctionnaires<sup>1</sup>. À l'intérieur du "petit conseil" se détachait une figure que l'opinion et la classe politique, vu l'âge du capitaine, identifiait à un "dauphin": Laval jusqu'en décembre 1940, puis Flandin de décembre 1940 à février 1941, puis l'amiral Darland jusqu'en avril 1942, date du retour de Laval avec des pouvoirs nouveaux, encore renforcés après les

---

μ|με ρετουρ οφφενσιφ δυ χλ|ριχαλισμε, σεμβλαβλεσ εξηορτατιονσ αυ τραπαιλ, Ϸ λεαυστ|ριτ|; χομμε φαδισ ου παρλε δε ρεδρεσσεμεντ ν|χεσσαιρε ετ χουραγευξ ≈.

<sup>1</sup> Χηαθυε μινιστρε απαιτ δεσ δ|λ|γυ|σ εν ζονε οχχυπ|ε; Ϸ λευρ τ|τε, υν δ|λ|γυ| γ|ν|ραλ. Λε τιτυλαιρε λε πλυσ δυραβλε δε χεττε φονχτιον φυτ Φερνανδ δε Βρινον, δοντ λα φεμμε, φυιψε, απαιτ |τ| δισπενσ|ε δυ πορτ δε λε|τοιλε φαυνε. Ιλ φυτ φυσιλλ| εν 1947.

événements de novembre 1942, et le titre nouveau de "chef du gouvernement". Pétain avait aussi deux cabinets, un civil et un militaire. La prise de décisions empruntait des voies d'une extrême confusion (certains proches du Maréchal intervenaient dans la vie politique, notamment son médecin); les intrigues de couloir étaient nombreuses<sup>1</sup>: jusqu'en avril 1942 il y eut pas moins de sept remaniements ministériels à allures de révolutions de palais, encore deux (avortés) en 1943... Les Chambres, privées de toute fonction officielle dans le nouveau système, cessèrent complètement de se réunir après août 1941, date à laquelle on cessa de verser leurs émoluments aux parlementaires. Elles furent remplacées, en janvier 1941, par un **Conseil national** nommé par le chef de l'État (une partie des ses effectifs étaient censés être désignés à terme par des corps intermédiaires, provinces et autres associations d'anciens combattants, qui ne virent jamais le jour), dont le rôle était purement consultatif, et qui d'ailleurs cessa de se réunir à partir de 1942.

Bref, **le régime était extrêmement personnalisé**, comme celui de Franco; il n'y avait même **pas de parti unique** comme en Allemagne et en Italie, ou même en Espagne. Il était aussi très centraliste, dans les limites imposées par les circonstances (Vichy n'avait qu'un contrôle tout relatif sur la zone occupée), en contradiction avec le caractère anti-jacobin des idéologies de la droite traditionnaliste à laquelle Pétain se rattachait — j'y reviendrai. Les conseils municipaux et les maires des communes de plus de deux mille habitants étaient désormais nommés par l'administration; les préfets étaient à peu près tout-puissants. L'État de siège dura toute la guerre; en septembre 1940 il apparut une juridiction d'exception, le Tribunal d'État; le caractère policier du régime ne fit que s'accroître par la suite. Vichy s'assura aussi le contrôle des **médias**: la radio nationale, l'Office français d'Information (créé en 1939, transformé en un ministère de l'Information en 1940); la presse écrite par le biais de la censure, de "notes d'orientation" et, indirectement, de financements officiels ou occultes. Mais les médias ne se transformèrent jamais dans leur ensemble en un instrument de propagande, comme en Italie ou en Allemagne.

Du point de vue du **personnel politique**, le régime de Vichy représentait la revanche de tous les frustrés des années trente, « la révolution des ratés » selon Bernanos. On y trouvait de tout, "de vieux romains et de jeunes cyclistes", d'après une formule d'un certain Moysset à propos du cabinet Darlan. Politiquement, ce groupe n'avait pas de cohérence (c'était normal: Pétain n'avait pas de parti avant-guerre). On y trouvait des hommes issus de toutes les droites, mais aussi de la gauche — comme le souligne René Rémond dans *Les droites en France*, « l'équation trop souvent admise comme une évidence, Vichy c'est la droite, simplifie outrageusement une réalité singulièrement complexe. Déjà la crise de Munich avait bouleversé la carte politique; (...) la gravité insolite de la situation a fait éclater toutes les formations, (...) des reclassements imprévus s'opérèrent en fonction de fidélités plus fondamentales que celles qui liaient les individus aux partis ». Bon, ne faites quand même pas de Vichy un complot socialiste et radical... L'opinion a bien perçu les événements de l'été 1940 comme un retour en force de la droite! Celle-ci l'a payé assez cher après 1945...

Comme Laval, Pierre-Étienne **Flandin** (1889-1958), ancien président du Conseil de la III<sup>e</sup> République (il avait brièvement succédé à Doumergue en 1934-1935), venait de la droite républicaine libérale: il n'avait pas d'hostilité idéologique particulière à la République, mais se satisfaisait d'un régime qui avait mis fin à la gabegie parlementaire et rétabli l'ordre. Jérôme **Carcopino** (1891-1970), ministre de l'Instruction et par ailleurs grand historien de l'Antiquité

---

<sup>1</sup> Εν παρτιχυλιερ, Π[τ]αιν ηα|σσαιτ Λαπαλ ετ σεσ μανι|ρεσ φαμιλι|ρεσ ετ πλ[β]ιεννεσ: ιλ λααχχυσαιτ δε √λυι χραχηερ λα φυμ|ε δε σον χιγαρε ∠ λα φιγυρε∠.

romaine<sup>1</sup>, venait de la mouvance bonapartiste. Raphaël **Alibert**, ministre de la justice, était un maurrassien. Il y avait aussi toute une mouvance d'"agriculteurs" traditionnalistes: le pays n'était majoritairement urbain que depuis 1931, beaucoup de Français étaient encore attachés à des valeurs et à des nostalgies préindustrielles. La ville, l'industrie étaient censées avoir engendré la laideur, la baisse de la fécondité, la lutte des classes — j'y reviendrai aussi. Ainsi Jacques **Le Roy Ladurie** fut ministre de l'Agriculture d'avril à septembre 1942; mais ce "cheval rétif", selon sa propre expression, entra en Résistance lorsque la politique de collaboration lui devint insupportable, rejoignit les maquis en 1944 et bénéficia d'un non-lieu à la Libération. On peut rattacher à cette mouvance la figure de Xavier **Vallat** (1891-1972), maurrassien et antisémite farouche<sup>2</sup>.

Venu de la gauche, Charles **Spinasse**, qui n'eut pas de ministère mais joua un rôle dans la presse de Vichy et dans les intrigues qui ramenèrent Laval au pouvoir, avait été ministre de Blum<sup>3</sup>; on trouvait même dans les milieux proches de Vichy un ancien communiste des années 1920 (exclu en 1929), Ludovic **Frossard**. C'étaient pour beaucoup des soréliens, des syndicalistes hostiles aux partis dans un dévoiement de l'esprit de la charte d'Amiens; des colbertistes; des pacifistes qui ne voulaient pas voir mourir les ouvriers français pour les banquiers de la City, des anticommunistes farouches (ces deux derniers qualificatifs convenaient bien à **Paul Faure** (1878-1960), ancien leader de la S.F.I.O. qui devint l'un des conseillers de Laval); c'étaient surtout des déçus du Front populaire, des frustrés du pouvoir (en particulier, on y trouvait pas mal de syndicalistes de la C.G.T. qui au moment de la réunification avaient perdu leurs responsabilités au profit de communistes); certains, à vrai dire, en 1940 avaient déjà bien entamé leur dérive vers les extrêmes, comme l'ancien jeune-turc radical Gaston **Bergery** (1892-1974), qui dès 1938 avait appelé de ses vœux un gouvernement de salut public et appelé à lutter à la fois « contre les trusts » et « contre les staliniens ». Bergery fut nommé ambassadeur à Moscou en 1941, puis à Ankara. Parmi les pétainistes venus de la gauche on peut citer aussi René Belin (1898-1977), ancien secrétaire général ultrapacifiste du syndicat des postiers; ministre de la Production industrielle et du Travail de Laval de juillet 1940 à avril 1942, il fut le promoteur de la Charte du Travail.

Socialement, on trouvait à Vichy des notables classiques, comme Laval et Flandin; des capitaines d'industrie; bon nombre de militaires, même si le régime n'était pas à proprement parler un régime militaire. Surtout, on assista à une **percée des hauts fonctionnaires**, de ce que nous appellerions aujourd'hui des "technocrates": inspecteurs des finances, polytechniciens, centraliens<sup>4</sup>. Cette montée des technocrates se serait produite quand même,

<sup>1</sup> Ἰλ φῖτ πασσερ λα πρεμιῖρε λοι ρ[γ]λεμενταντ λες φουίλλεσ αρχη[ολογ]ιθυεσ, εν 1941.

<sup>2</sup> Πρεμιερ Χομμισσαιρε γ[ν]ραλ αυξ Θυεστιονσ φυῖπεσ (ποψεξ πλυσ βασ), τιτυλαιρε δε διπερσ αυτρεσ ποστεσ οφφιχιελσ δοντ χελυι δε σεχρ[τ]αιρε γ[ν]ραλ αυξ Ανχιενσ Χομβατταντσ, ζαλλατ φυτ χονδαμν[ ] διξ ανσ δε πρισον εν δ[χ]εμβρε 1947, λιβ[ρ] δευξ ανσ πλυσ ταρδ, αμνιστι[ ] εν 1954; ἰλ χοντινυα [ ] χριρε δανσ *Ασπεχτσ δε λα Φρανχε*, λε φουρναλ θυι απαιτ πρισ λα συιτε δε *ΛεΑχτιον φραν/αισε*.

<sup>3</sup> Ἰλ ρεπενδιθυα φυσθυεαυ βουτ λη[ρ]ιταγε δυ Φροντ ποπυλαιρε, θυεῖλ πρ[σ]ενταιτ χομμε πιχτιμε δυνε τραηισον δεσ χομμυνιστεσ.

<sup>4</sup> Ροβερτ Παξτον σουλιγνε [ ] θυελ ποινη, [ ] λα[π]οθυε, λα ηαυτε φονχτιον πυβλιθυε [ταιτ] ισουε δυν αυτρε μονδε θυε λες δ[π]υτ[σ], σουπεντ δεσ νοταβλεσ δε προπινχε, [π]εντυελλεμεντ δεσ νορμαλιενσ. Ν λα[π]οθυε, λαE.N.A. νεξισταιτ πασ: λα[π]οχολε λιβρε δεσ Σχιενχεσ πολιτιθυεσ, φιεφ δεσ [λι]τεσ σοχιαλεσ παρισιεννεσ, χονστιτυαιτ λα πρ[π]αρατιον ἰνδισπενσαβλε αυξ χονχουρσ δεσ γρανδσ χορποσ. Δευξ ηομμεσ πολιτιθυεσ νοταβλεσ σευλεμεντ [ταιεντ] ισουσ δε λα ηαυτε φονχτιον πυβλιθυε: Χαιλλαυξ, ἰσπεχτευρ δεσ Φινανχεσ, ετ Βλυμ, χονσειλλερ δε[π]τατ. Εν 1902, σευλσ πινγτ-σεπτ παρλεμενταιρεσ, συρ πρ[σ] δυν μιλλιερ, [ταιεντ] ισουσ δεσ γρανδσ χορποσ! Εν 1938, λα Σοχι[τ] δεσ ανχιενσ [λ]πεσ δε *ΒΣχιενχεσ-ΠοΒ* νε χομπταιτ θυε θυατρε δ[π]υτ[σ]. Λεανταγονισμε εντρε λες παρλεμενταιρεσ ετ λα ηαυτε φονχτιον πυβλιθυε σ[ε]ταιτ αχχεντυ[ ] εντρε λες δευξ γυερρεσ: λεινχαπαχιτ[ ] δεσ γουπερνεμεντσ [ ] φαιρε φαχε αυξ χρισεσ εν τουτ γενηρε απαιτ ρενφορχ[ ] λε μ[π]ρισ δεσ τεχηνηχιενσ ενπερσ χεσ λουρδαυδσ

comme l'après-guerre le montra; mais elle fut accélérée par le vide consécutif à la marginalisation de la grande majorité du personnel politique républicain.

C'étaient des hommes marqués à droite, mais pas des politiciens; ils étaient épris d'ordre et de rationalité, avaient peu d'affection pour le libéralisme économique censé avoir mené le monde à la crise, et au contraire un culte tout français de l'État; ils étaient convaincus de la nécessité de secouer l'archaïsme des structures politiques et économiques, au service d'un pouvoir énergique. Vichy leur permit de mener toute une série de réformes qu'ils considéraient comme de simple bon sens, ainsi l'unification des transports en commun parisiens en 1942; ils ne voulaient pas voir plus loin. Parmi eux, on peut citer trois titulaires du portefeuille de secrétaire d'État à la Production industrielle, puis de ministre de l'Industrie: Pierre **Pucheu** (1889-1944: normalien, ancien Croix-de-Feu passé au P.P.F. en 1936, choisi à ce poste pour ses compétences techniques; il fut un moment aussi secrétaire d'État à l'Intérieur<sup>1</sup>); François **Lehideux** (ancien élève de Sciences-Po, neveu de Louis Renault), Jean **Bichelonne** (ancien major de Polytechnique<sup>2</sup>). En outre, une loi de juillet 1940 prévoyait dans chaque ministère un secrétaire général permanent, issu en général du Conseil d'État; de manière générale, les effectifs de la haute fonction publique "apolitique" explosèrent — au grand dam des plus traditionnalistes, pour qui ce renforcement de l'État n'était pas une bonne chose.

En revanche, **les fascistes déclarés étaient peu nombreux** dans l'entourage immédiat de Pétain, bien trop conservateur et trop ruraliste pour eux<sup>3</sup>; ils se retrouvèrent vite à Paris, où ils essayaient de traiter directement avec les Allemands, notamment l'ambassadeur Otto Abetz qui les subventionnait abondamment. Ce fut le cas de Marcel **Déat**, qui haïssait de Vichy le cléricalisme et les militaires « vaincus et décorés », et fonda à Paris en janvier 1941 son propre "front fasciste de gauche", le Rassemblement national populaire, qui devint le Front révolutionnaire national en septembre 1942 (« la France se couvrira, s'il le faut, de camps de concentration et les pelotons d'exécution fonctionneront en permanence. L'enfantement d'un nouveau régime se fait au forceps et dans la douleur »)<sup>4</sup>; et de Jacques **Doriot** — ce dernier

---

ιρρεσπονσαβλεσ δοντ ιλο πασσαιεντ λευρ τεμπσ ρ[παρερ λεσ γαφφες; ιλο απαιεντ τευδανχε ρ[τρουπερ θυειλ ψ απαιτ τροπ δε πολιτιθνε εν Φρανχε. Εν σενο ινπερσε, λε Χαρτελ δεσ Γαυχηεσ ετ λε Φροντ ποπυλαιρε απαιεντ ασσιμιλ[ λα ηαυτε αδμινιστρατιον αυ Ψμυρ δεαργεντΨ, χαρ ιλο ευρεντ λειμπρεσσιον, πασ φορχ[μεντ ερρον[ε, θυελλε τρα[ναιτ λεσ πιεδσ πουρ αππλιθυερ λευρσ ρ[φορμεσ.

<sup>1</sup> Ιλ φυτ εξ[χυτ[ παρ λεσ γαυλλιστεσ, εν Αλγ[ριε, εν απριλ 1944.

<sup>2</sup> Βιχηελοννε, ρ[φυγι[ ρ[Σιγμαρινγεν (ποψεζ πλυσ βασ), μουρυτ δεσ συιτεσ δευνε οπ[ρατιον χηιρυργιχαλε, εν Αλλεμαγνε, εν δ[χεμβρε 1944.

<sup>3</sup> ζοιχι χε θυεεν [χριπαιτ Δ[ατ, εν φυιν 1943, δανσ: Απρ[σ Μεγ[πε, φερμονσ ζιχηηψ!, αρτιχλε παρυ δανσ Αε[υπρε: ↔ λα σαντ[ μοραλε δε λα Φρανχε, σον [θυιλιβρε πσψχηολογιθνε, σα σ[χυριτ[ ιντ[ριευρε εξιγεντ θυεον εν φινισσε απεχ ζιχηηψ. (...) Λα Φρανχε εντρεταναντ, ρ[πετιτοσ πασ, απεχ δε πετιτεσ δ[γλυτιτιονσ δεαυ μιν[ραλε, σεσ ινσφφισανχεσ η[πατιθυεσ, χε ταβλεαυ θυοτιδιεν εστ μισ[ραβλε. (...) Χετ ενραχινεμεντ δανσ υν παρχ τηερμαλ εστ λε σιγνε θυεον ρεδουτε, παρ-δεσσυσ τουτ, λα πραιε τερρε δε Φρανχε. Χεττε προμεναδε δε[γροταντο εντρε λεσ γριλλεσ εστ λα πρευπε θυεον χραιντ πλυσ θυε λα μορτ λα προξιμιτ[ δεσ φουλεσ παρισιεννεσ ≈. Δριευ ρενχη[ρισσαιτ εν φανπιερ 1943: ↔ πουρ δεσ ραισονσ πολιτιθυεσ [ταβλιεσ δεπυισ πλυσιευρσ ανν[εσ, λε πσευδο-φασχιμε χατηολιθνε α [χηου[ εν Φρανχε χομμε ιλ α [χηου[ εν Αυτριχηε ετ αιλλευρσ. (...) Χε νεεστ πασ υνε σολυτιον θυε δε τουτ φαιρε πουρ [πιτερ υνε σολυτιον. Νουσ νε παρδοννερονσ φαμαιοσ αυξ ηομμεσ δε ζιχηηψ ρ[χατηολιθνεσ ρ[δεμι-μασθυ[σ, δ[μοχρατεσ μαλ λαπ[σ ρ[δεαποιρ γ@χη[ λα δερνι[ρε χηανχε δε λα Φρανχε δε σε ρεσσαισιρ ετ δε σε ρετρεμπερ, εν μαιντεναντ δεαβορδ ρ[τουτ πριξ σον υνιτ[ ιντ[ριευρε. Χε[ταιτ ποσσιβλε, μαιοσ ιλ φαλλαιτ πουρ χελα φαιρε λα ρ[πολυτιον δυ σοχιαλισμε πιριλ ≈.

<sup>4</sup> Λεμβλ[με δυ Ρ.Ν.Π., ου αυ μοιοσ δε σεσ φευνεσεσ (λεσ θ.Ν.Π.), [ταιτ υν γαμμα βλευ δανσ υν λοσανγε βλανχ, χενσ[ σιγνιφιερ Ψφορχε ετ φευνεσεσΨ. Ιλ ψ απαιτ θυατρε χομμανδεμεντο: ↔ υν χηεφ: Δ[ατ. Υνε μψστιθυε: σερπιρ. Υνε δοχτρινε: σοχιαλισμε. Υνε

n'eut jamais le moindre poste officiel, même en 1944: Pétain n'avait pas oublié sa jeunesse subversive. Les initiatives de Doriot (la création de la Légion des Volontaires français contre le Bolchevisme en juillet 1941, son propre départ pour le front russe sous l'uniforme allemand en septembre 1941) n'eurent pas le moindre soutien de Vichy<sup>1</sup>. Il y avait dans le lot quelques francs trazigotés du zigouingouin, comme ce député du Calvados, Maurice Delaunay, qui en février 1941 lança un mouvement sobrement intitulé *Le Feu* et se baptisa lui-même "maître du Feu, François-Henri Prométhée"!

Du panier de crabes parisien, j'extraits aussi, en vrac, Joseph **Darnand**, héros des deux guerres, petit industriel niçois, ancien camelot du Roy, Croix-de-Feu, P.P.F. et sympathisant cagoulard, devenu le fondateur de la Milice en janvier 1942, puis l'un des chefs de la L.V.F. et membre de la *Waffen S.S.*<sup>2</sup>, Marcel **Bucard**, dont le Francisme demeurait influent en dépit d'effectifs squelettiques, et qui finit par s'engager dans la L.V.F.<sup>3</sup>; et Eugène **Deloncle**, l'ancien chef de la Cagoule, laquelle reprit du service sous le nom de M.S.R.<sup>4</sup>: elle assassina Max Dormoy en juillet 1941, fit sauter sept synagogues parisiennes en octobre. Trop excité, il entra en conflit avec les occupants et finit par être abattu par la *GeStaPo* en novembre 1943. Et puis tous les journalistes, hommes de radio, hommes de lettres sur lesquels on reviendra, comme Pierre Costantini, fondateur d'une Ligue française d'Épuration; les speakers de Radio-Paris, Philippe Henriot (1889-1944) et Jean Hérold-Paquais<sup>5</sup>; ou encore Abel **Bonnard**, académicien, ancien du Faisceau de Valois, féroce avec les autres collabos qui le lui rendaient bien — ses mœurs et ses fréquentations lui valurent le sobriquet de "Gestapette"<sup>6</sup>.

En revanche, la Rocque et ses partisans furent tout de suite tenus en lisière par le régime de Vichy, malgré les proclamations maréchalistes du colonel: le P.S.F. fut interdit en zone occupée fin 1940, et ce qu'il en demeurait en zone libre en août 1941 dut se fondre dans la Légion française des Combattants, en échange pour la Rocque d'un vague poste de chargé de mission où on ne lui donna rien à faire. **Maurras**, trop vieux et pas assez "politique", ne joua pas non plus un rôle très important, même si *L'Action française* continua à paraître à Lyon<sup>7</sup>; ni Dorgères, qui n'eut jamais qu'un strapontin à la Corporation paysanne.

---

δεπιση: ◊ τεμσο η[ρο|θυε, φευνεσσε η[ρο|θυε ≈. Δ[ατ, λυι αυσσι, σε ρ[φυγια ◊ Σιγμαρινγεν ◊ λα Λιβ[ρατιον. Ιλ [χηαπα ◊ λε[πυρατιον εν σε χαχηαντ δανσ υν χουπεντ ιταλιεν φουσθυ◊ σα μορτ εν 1955.

<sup>1</sup> Ν παρτ θυανδ μ|με υν μεσσαγε δθενχουραγεμεντ δε Π[ταιν αυξ χουβατταντσ συρ λε φροντ ρυσσε, εν νοπεμβρε. Δοριοτ σε ρ[φυγια εν Αλλεμαγνε εν 1944, νον πασ ◊ Σιγμαρινγεν μαισ δανσ υνε αυτρε ρ[γιον, πρ[σ δυ λαχ δε Χονστανχε, χαρ ιλ [ταιτ ηα| δεσ αυτρεσ χολλαβοσ; ιλ φυτ τυ[ παρ υν απιον αλλι[ εν φ[πριερ 1945 αλορσ θυειλ σε ρενδαιτ ◊ Σιγμαρινγεν πουρ δισχυτερ δzun [πεντυελ ραλλιεμεντ

<sup>2</sup> Ρ[φυγι[ εν Αλλεμαγνε, ιλ φυτ αρρ[τ[ εν Ιταλιε παρ λεσ Αλλι[σ ετ εξ[χυτ[ εν οχτοβρε 1945.

<sup>3</sup> Βυχαρδ α [τ[ φυσιλλ[ εν μαρσ 1946.

<sup>4</sup> Πουρ VΜουπεμεντ σοχιαλ ρ[πολυτιονναιρεV; ου βιεν Vαιμε ετ σεροV.

<sup>5</sup> Ιλ απαιτ [τ[ σπεακερ αυ ποστε φρανθυιστε δυραντ λα γυερρε δεEσπαγνε; ◊ Ραδιο-Παρισ, ιλ τερμιναιτ τουσ σεσ [διτοριαυξ παρ λα φορμυλε: ↔ λεΑνγλετερρε, χομμε Χαρτηαγε, δοιτ |τρε δ[τρυιτε ≈.

<sup>6</sup> Ιλ παρπιντ ◊ φρανχηρ λεσ Πηρ[ν[εσ ◊ λα Λιβ[ρατιον, ετ μουρτυ εν εξιλ εν Εσπαγνε φρανθυιστε εν 1968.

<sup>7</sup> Μαυρρασ, ησοτιλε ◊ λα γυερρε εν 1939, ψ πιτ φουσθυ◊ σα μορτ λα παττε δεσ Vφυιφσ δε 1939V. Αυ δ[βυτ δε λα δρ|λε δε γυερρε, λεΑ.Φ. αβονδα χεπενδαντ δανσ λε σενοσ πατριοτε; μαισ ◊ παρτιρ δε δ[χεμβρε, ελλε σορχυπα εσσηντιελλεμεντ δε δ[νονχερ λα γυερρε μεν[ε χοντρε λα Φινλανδε παρ λεσ ↔ ηορδεσ φυδ[ο-σλαπεσ ≈ □ λεσ πετιτεσ νατιονσ πιχτιμεσ δε Σταλινε ιμπορταιεντ πλυσ ◊ Μαυρρασ θυε χελλεσ πιχτιμεσ δε Ηιτλερ...

ΛεΑ.Φ. αππλαυδιτ ιμμ[διατεμεντ ◊ λα μισε εν πλαχε δυ ρ[γιμε δε ζιχηψ, θυε βεαυχουπ περ[υρεντ χομμε διρεχτεμεντ ινσπιρ[ παρ Μαυρρασ; λεσ μαυρρασιενσ, δθενγαγεμεντ ου δεεσπριτ, [ταιεντ νομβρευξ δανσ λεεντουραγε δυ Μαρ[χηαλ. Εν 1940-1941, Μαυρρασ σουτιντ σανσ ρ[σερπεσ λε ρ[γιμε, αφφεχταντ μ|με δε χονσιδ[ρερ χε Vγουπερνεμεντ

## **B) La Révolution nationale (1940-1942).**

« Un maçon chantait une chanson  
Là-haut sur le toit d'une maison  
Et la voix de l'homme s'envola  
Pour se poser par-là comme un oiseau sur la  
Voix d'un autre maçon qui reprit la chanson  
Sur le toit voisin de la maison  
Et ainsi commença l'unisson  
De deux maçons et d'une chanson...  
(...) Si tout le monde chantait comme les maçons  
Si chacun apportait son moëllon  
Nous rebâtirions notre maison  
Qui deviendrait, bon Dieu, la maison du bon Dieu  
Botre chanson serait la plus belle des chansons  
Et quand viendrait la belle saison  
Nous serions de millions de maçons  
À chanter sur les toits de nos maisons! »  
(Maurice Chevalier, 1941).

« Pendant qu'on poussait à coups de crosse deux millions d'hommes sur les routes de Belgique, qu'on les entassait dans les trains de marchandises qui coulaient si lentement dans les plaines de Westphalie et de Poméranie, roussies par le soleil de cet inoubliable été, en France se faisait une révolution. Du moins

---

δουν σευλ<sup>∇</sup> χομμε υνε μοναρχιη τρ|σ αχχεπταβλε; μαισ ραρεσ [ταιεντ λεσ ρενχοντρεσ εντρε λε <sup>∇</sup>σαγε δε Μαρτιγυεσ<sup>∇</sup> ετ λε σχρογνευγνευ δε ριχηψ. Χε φυτ εν φ|πριερ 1941 θυε παρτυ λε φαμευξ αρτιχλε δοντ λε τιτρε, *Λα διπινε συρπρισε*, [ταιτ ρεπρισ παρ λα φορμυλε συιτωαντε: ↔ λα παρτιε διπινε δε λεαρτ πολιτιθυε εστ τουχη|ε παρ λεσ συρπρισεσ εξτραορδιναιρεσ θυε νουσ α φατεσ λε Μαρ|χηαλ. Ον αττενδαιτ τουτ δε λυι χομμε ον πουπαιτ ετ ον δεπωαιτ τουτ αττενδρε. <sup>∇</sup> χεττε αττιτυδε νατυρελλε, ιλ α [τ| ρ|πονδυ δε φα|ον πλυσ θυεθυμαινε. Ιλ νεψ μανθυε αβσολυμεντ ριεν... ≈. Λα **∇διπινε συρπρισε<sup>∇</sup>** [ταιτ δονχ λεαχχεσσιον αυ πουπωιρ δυ Μαρ|χηαλ, νον λα δ|φαιτε δε λα Φρανχε χομμε ον λε χομπρενδ παρφοισ.

Λε λοφαλισμε δε λεΑχτιον φραν|αισε ενπερσ Π|ταιν νε σε δ|μεντιτ φαμαισ; λεΑ.Φ. αππλαυδιτ ∠ τουτεσ λεσ μεσυρεσ ρ|πρεσσιπεσ, μενα δεσ χαμπαγνεσ πουρ λε χιανγεμεντ δε νομσ δε ρυεσ, δ|περσα τουτ λε φιελ ποσσιβλε συρ λεσ φυιφσ ετ λεσ <sup>∇</sup>τερροριστεσ<sup>∇</sup>, ετχ.; μαισ ελλε νεαχχεπτα αυχυνε συβπεντιον δε θυι θυε χε φ|τ, ετ συρτουτ νε σε δ|παρτιτ φαμαισ δουν σολιδε φονδ δεαντιγερμανισμε, νε φυστιφια φαμαισ λα χολλαβορατιον, ετ, δε χε φαιτ, φυτ ραπιδεμεντ δ|πασσ|ε εν εξτρ|μισμε παρ λεσ μιλιεξ χολλαβορατιοννιστεσ παρισιενσ, δοντ υνε παρτιε πεναιτ δεαιλλευρσ δε σεσ ρανγσ (χε φυτ πουρ νε πασ σεψ μ|λανγερ θυε Μαυρρασ νε σε ρ|ινσταλλα φαμαισ ∠ Παρισ) ετ θυι λε χουπραιεντ δεινσυλτεσ. Μαυρρασ απτυπα δεαβορδ λα φορματιον δε λα Μιλιχε (Δαρνανδ σε ρ|χλαμαιτ δε λυι), μαισ χομπριτ ασσεξ πιτε λα π|ριταβλε νατυρε χολλαβορατιοννιστε δε χεττε οργανισατιον ετ λα χονδαμνα ∠ ιλ ψ ευτ πλυσ δε μιλιχιενσ πουρ θυιττερ λεΑ.Φ. θυε δε μαυρρασιενσ πουρ θυιττερ λα Μιλιχε. Εν ρεπανχηε, Μαυρρασ νεενπισαγεα φαμαισ λα περσπεχτιπε δουνε αλλιανχε απεχ λεσ Ανγλο-Σαξονσ, παλετσ δεσ φυιφσ.

Λε μουπυμεντ πιειλλισσαιτ; Δαυδετ μουρυτ εν φυιλλετ 1942. Ιλ [ταιτ διφφιχιλε αυξ σεχτιονσ δε μαιντενιρ υνε αχτιπιτ| χονσ|θυεντε; απρ|σ νοπεμβρε 1942, λα χενσυρε σε φιτ τ@τιλλοννε, μαισ λε φουρναλ παρτυ φυσθυεαυ 24 αο|τ 1944. Αρρ|τ| εν σεπτεμβρε, φυγ| εν φανπιερ 1945, Μαυρρασ νε ρενον|α εν ριεν ∠ σον αντισ|μιτισμε: χονδαμν| ∠ λα δ|τεντιον ∠ πιε ετ ∠ λα δ|γραδατιον νατιοναλε, ιλ αχχυειλλιτ λε περδιχτ παρ χεττε φορμυλε: ↔ χεεστ λα ρεπανχηε δε Δρεσφυσ! ≈. Πουρ λυι, λα Ρ|πυβλιθυε, χε[ταιεντ τουφουρσ λεσ φυιφσ... Ιλ φυτ τρανσφ|ρ| δανσ υνε χλινιθυε εν μαρσ 1952 ετ μουρυτ εν νοπεμβρε δε λα μ|με ανν|ε σανσ απωιρ ρεχουωρ| λα λιβερετ|.

c'est de ce nom qu'on appelait l'opération. Il y a depuis vingt ans des mots qu'on prétend contraindre à exprimer le contraire de la réalité qu'ils enferment. Le mot Socialisme. Le mot Révolution. On nous expliquait que cette Révolution-là venait d'en haut. C'était la Révolution des Gens bien. La Révolution des colonels, des boy-scouts, des patronages. Elle mêlait de suaves parfums ecclésiastiques aux effluves virils des bureaux de compagnies et de magasins d'habillement. C'est à peu près tout ce que nous en savions ».

(G. Hyvernaud, *Carnets d'Oflag*; ce texte est de 1944).

Si les problèmes institutionnels n'intéressaient guère le Maréchal, en revanche le régime avait, au moins à ses débuts, un projet de société, qu'il tenta de populariser sous le nom de **Révolution nationale** — on allait faire enfin les réformes indispensables au redressement du pays, celles que la République, par son incurie, avait empêchées. Ainsi de 1936 à 1939, un projet de loi sur la retraite des travailleurs avait été bloqué vingt-quatre fois par les Chambres; Pétain le fit passer par décret en mars 1941 avec ce commentaire: « nous tenons les promesses, même celles des autres ».

**Ce n'était pas une idéologie imposée par les vainqueurs** ni calquée sur la leur, comme on l'a beaucoup prétendu à la Libération (en assimilant Vichy à ses dérivés des derniers mois; et puis, c'était bien commode pour dédouaner la nation des errements de quelques traîtres!). **Ce n'était pas un projet de type fasciste**<sup>2</sup>, ce qui n'avait rien d'étonnant vu l'horizon idéologique du Maréchal: l'absence de parti unique le montre bien, comme l'absence de mobilisation permanente des médias. Il n'y avait pas non plus à proprement parler de mouvement de jeunesse au service du régime et de son idéologie. Le secrétariat général à la Jeunesse, sous les ordres au début de Jean Ybarnégaray, un sportif, ancien des Jeunesses patriotes puis des Croix-de-Feu, s'employa surtout à financer des initiatives individuelles et à organiser les **Chantiers de (la) Jeunesse**, fondés dès juillet 1940, et qui tinrent lieu de service militaire en zone libre à partir de janvier 1941. On y délivrait certes des rudiments de l'idéologie du régime lors de séances de propagande, mais ce n'était pas le but essentiel, on ne faisait pas défiler ces jeunes au son du clairon dans les villes, toutes les classes d'âge n'étaient pas enrôlées<sup>3</sup>. En fait, c'était une manière d'occuper "sainement" les jeunes recrues qui ne pouvaient être incorporées à l'armée de l'armistice, limitée en effectifs; une manière de service civil militarisé de huit mois à la campagne, où les jeunes se consacraient à des travaux d'utilité publique plus qu'à des gesticulations para-militaires.

En revanche, le régime tenta de susciter l'apparition d'élites "régénérées", aptes à prendre la direction de la société: cela montre encore que Vichy était bien plus proche des idées maurrassiennes et, en dernière analyse, du traditionalisme hiérarchiste des légitimistes du XIXe siècle, que du populisme des régimes fascistes et nazis (les nazis avaient aussi suscité des élites, mais militaires). Il apparut un certain nombre d'"écoles de cadres" sur le

<sup>1</sup> Λεσ πιχηψστεσ αυσσι, Ϸ χεττε [ποθυε, σε δ[φενδιρεντ σψστ[ματιθυεμεντ εν εξπλιθυαντ θυειλσ απαιεντ αγι συρ ινφονχτιον αλλεμανδε.

<sup>2</sup> Μαυριχε Αγυληον [χριτ θυε λε δ[βυτ δυ ρ[γιμε δε ζιχηψ [ποθυαιτ ⇔ υν πευ λε σεπτεννατ δε Μαχ-Μαηον, υν πευ λαανν[ε προ-ιμπ[ριαλε δυ Πρινχε-Προσιδεντ, συρ φονδ δε μηπτηε δε λα πιειλλε Φρανχε δεσπαντ 1789 ≈. Λεπιστοριεν Ροβερτ Παξτον σουλιγνε θυε χερτεσ τουσ λεσ φασχιμεσ σοντ αρριω[σ αυ πουποιρ απεχ λααιδε δεσ χονσερπατευρσ □ μαισ θυε δανσ λε ρ[γιμε δε ζιχηψ λε[λ[μεντ φασχιστε νε[ταιτ μ|με πασ προσεντ Ϸ τιτρε δε χαχηε-σεξε δευνε πολιτιθυε ρ[αχτιονναιρε. Συρ λα διφ[φ[ρενχε εσσεντιελλε εντρε λεσ διχτατυρεσ ρ[αχτιονναιρεσ ετ λεσ ρ[γιμεσ φασχιστεσ, ποψεζ λε χουρσ δε Ρελατιονσ ιντερνατιοναλεσ, Ϸ λα φιχηε Π2.

<sup>3</sup> Ιλ ψ απαιτ βιεν υν μουπεμεντ δε φευνεσσε οφφιχιελ, λεσ Χομπαγνονσ δε Φρανχε, μαισ λααδη[σιον νεψ [ταιτ πασ οβλιγατοιρε ετ ιλ φουα υν ρ|λε φορτ λιμιτ[; λεσ μουπεμεντο σχουτοσ ετ [χλαιρευροσ συβσιστ[ρεντ.

modèle de celle d'**Uriage** près de Grenoble, fondée dès 1940 par le capitaine Pierre Dunoyer de Segonzac, un officier catholique et maurrassien<sup>1</sup>; mais les cadres d'Uriage, vite déçus par le caractère réactionnaire du régime, se rapprochèrent progressivement de la Résistance, et l'école fut dissoute en janvier 1943. Toujours pour dégager des élites, une **Légion française des Combattants** apparut en août 1940, par fusion forcée des différents mouvements d'anciens combattants; elle compta jusqu'à un million et demi de membres en 1941. Ce n'était pas vraiment l'ébauche d'un parti unique (encore qu'il y eut quelques vellétés en ce sens), plutôt un "corps" privilégié par le régime; les légionnaires reçurent pour mission de "collaborer" à l'œuvre commune, de "promouvoir la Révolution nationale, [de] la défendre, au besoin [de] l'imposer".

La Révolution nationale, c'était d'abord un ensemble de **valeurs** en rupture affichée avec celles de la France d'avant la défaite; le symbole de ce changement, ce fut le remplacement de la devise "liberté, égalité, fraternité" par la triade "**travail, famille, patrie**". Abandon des abstractions idéologiques apatrides pour un bon sens ancré dans le réel... Cette devise non plus n'avait rien de fasciste: aucune référence à l'énergie, à la jeunesse, au progrès<sup>2</sup>. En fait, c'étaient trois valeurs que la République n'avait pas cessé d'honorer (elles figuraient toutes trois dans le préambule de la constitution de 1848); tout dépendait de la manière dont on les comprenait.

### **1) Famille.**

La Révolution nationale était largement issue de la longue "méditation sur la décadence" (l'expression est de l'historien Raoul Girardet) qui avait formé le fond du nationalisme français depuis au moins une génération: le déclin de la France était assimilé à l'invasion du progrès, du monde moderne. La "dépopulation" en était un aspect essentiel. Vichy insistait énormément sur **la régénération de la France** par le retour à une saine morale et aux valeurs familiales: il y eut un saupoudrage de mesures "sociales" à visées moralisatrices. Ainsi le régime s'attaqua à l'alcoolisme: il abolit le privilège des bouilleurs de cru en août 1940; les apéritifs titrant plus de seize degrés furent interdits; on réglementa le commerce des bars afin d'en éviter la prolifération; il y avait des "jours sans" où la vente d'alcool était interdite (c'était aussi pour des raisons de rationnement).

Surtout, Vichy fut le premier régime à mettre en place **une politique nataliste** digne de ce nom<sup>3</sup>, une politique qui bien entendu reposait en bonne partie sur la répression: aux termes d'une loi d'avril 1941 il devint plus difficile de divorcer; les célibataires virent leurs possibilités d'avancement réduites dans la fonction publique; on appliqua très sévèrement la loi de 1920, déjà renforcée en 1939, qui interdisait l'avortement (on guillotina au moins une "faiseuse d'anges", à titre d'exemple). Il y eut aussi des mesures incitatives: le régime accorda une allocation de salaire unique pour les femmes mariées qui ne travaillaient pas; il y eut des mesures fiscales en faveur des familles nombreuses (et aussi de nombreuses mesures symboliques: des remises de médailles, des sièges réservés aux pères de familles nombreuses dans de nombreux organismes, etc.); enfin, ce fut le régime de Vichy qui instaura la **fête des mères**.

---

<sup>1</sup> Ἰσὺριαγε, ὄν λισαίτ Μαυρρασ, Πίγυψ ἐτ Προυδηόν, προμυσ Ὡμα|τρὲς δε λα πολιτιθυε φραν|αίσεῦ... Παρμι λῆσ [λ\πεσ, ὄν χομπταιτ Ηυβερτ Βευπε-Μ[ρψ, λε πρεμιερ διρεχτευρ δυ Μονδε απρ\σ-γυερρε.

<sup>2</sup> Χομπαρῆζ παρ ἐξεμπλε αυ σλογαν δε Δοργ\ρεσ: ⇔ χοιρε, οβ\ιρ, σερπιρ ≈.

<sup>3</sup> Λα ΠΙε Ρ\πυβλιθυε φινισσαντε σῆ\ταιτ ενγαγ\ε συρ χεττε ποιε (ποψῆζ αυ χηαπιτρε 12); μαισ ελλε νῆευτ πασ λε τεμπσ ν\χεσσαίρε.

## 2) Patrie.

La Patrie faisait partie des valeurs que la République était censée avoir mises à mal, tout particulièrement la gauche antinationale, aux mains des apatrides et des cosmopolites. Il fallait en faire revivre l'amour dans le cœur des Français. Ce n'était évidemment pas la "nation" républicaine et démocratique de Valmy, celle de Renan et de Ferry, mais pas non plus celle, guerrière, impériale, de Mussolini; c'était une patrie repliée sur elle-même, sur l'expiation des erreurs passées et sur sa propre régénération à l'ombre de l'Allemagne victorieuse, à laquelle il n'était pas question, pour l'instant, de s'affronter — certains même y voyaient un modèle, tout au moins d'ordre et d'efficacité.

La patrie selon Vichy, c'était la France des traditions, du sol, des campagnes immortelles dont les fils avaient sauvé le pays dans les tranchées<sup>1</sup>: « **la Terre, elle, ne ment pas, elle demeure notre recours** », selon une formule célèbre soufflée au Maréchal par le philosophe Emmanuel Berl (1892-1976). Ce régime, dont la capitale (provisoire certes) était un gros bourg, n'aimait guère les villes, foyers d'innovation et de rébellion, d'utopie et de démocrassouille, cloaques de tous les déracinements, nids à métèques, à juifs, à franc-maçons; l'Empire colonial ne l'intéressait guère non plus (d'autant qu'on pouvait malaisément tenir un discours de propagande à propos de territoires dont le régime avait largement perdu le contrôle). En revanche, on vit s'épanouir tout **un discours ruraliste** tout droit venu du XIXe siècle romantique en passant par Maurras, mais aussi Méline (la glorification de l'exploitation agricole familiale autosuffisante, gage de stabilité pour la société) et Barrès (« la terre et les morts », *Les déracinés* de la ville), avec une teinture de scoutisme et d'auberges de jeunesse... Ce fut **le seul régime explicitement ruraliste de toute la période** à votre programme<sup>2</sup>.

Parmi les symboles mis à toutes les sauces, le chêne, symbole d'éternité et d'enracinement (dont les feuilles figuraient sur le képi du Maréchal); la gerbe de blé, symbole d'union dans le labeur de la terre, le plus humble et le plus important car c'est elle qui nous nourrit; le coq gaulois de nos clochers... En effet le régime enrôla aussi "nos ancêtres les Gaulois": le chêne fut l'arbre des druides; l'emblème du régime, la francisque, prétendait

<sup>1</sup> Λε ρ[γ]ιμe εξάλταιτ τoυτ παρτιχυλιρeμeντ λeσ ανχιeνσ χoμβατταντo, eτ σeιλ ρ[π]α δeυνε [λι]τε, χe φυτ δe χeλλe-λ[δ]: χoμμe φe λeαι νoτ[ ] υν πeυ πλυσ ηαυτ, λα Α[γ]ιον φραυ[ ]αισε δeσ Χoμβατταντo φυτ χe θυe ζιχηψ συσχιτα δe πλυσ προχη δeυν παρτι υνιθυe.

<sup>2</sup> Χoμμe φe λeαι μoντρ[ ] αυ χηαπιτpe 6, απαντ 1914 ιλ ψ απαιτ τoυτ υν ρυραλισμe ρ[π]υβλιχαιν, θυι χoεξισταιτ απeχ χeλυι δeσ εξτρ[ ]μe-δρoιτεσ. Απρ[σ] 1920 λeσ χηoσεσ σe[ ]ταιeντ εν παρτιe χλαριφι[ ]eσ: λα Ρ[π]υβλιθυe απαιτ δe μoινσ εν μoινσ δ[ ]πeνδυ δeσ παψσανσ, λeσ δ[ ]βατo πολιτιθυeσ απαιeντ δe πλυσ εν πλυσ τoυρν[ ] αυτoυρ δe λeιντ[ ]γρατιoν δeσ ουπριeρσ [ ] ενχoρe θυeιλ νε φαυτ πασ εξαγ[ ]ρερ: ιλ ψ απαιτ, δανσ λeσ ανν[ ]eσ 1930, τoυτ υν ρυραλισμe διφψσ, δoντ ον ρeτρoυπe λα τpaχe αυσσι βιeν δανσ λe[ ]υπpe δe Γιoνo (*Χoλλινe eτ Υν δe Βeαυμυγνεσ* δaтeντ δe 1929, *Λe χηανт дυ μoндe* δe 1934; εν 1935, λe ρoμανχιeр απαιτ φoнд[ ] εν Προπeνχe υνε eсп[ ]χe δe πηαλανστ[ ]pe ρυραλ eτ παχιφισтe) θυe χeλλeσ δe Παγνoλ (πoυρ λeσ φιλμo: *Ανγ[ ]λe*, 1934, δeαπρ[σ] Γιoнo; *Рeγαιн*, 1937; *Λa φeμμe дυ βoυλανγeр*, 1938; *Λa φιλлe дυ πuισaтиeр*, 1940), αινσι θυe λeσ χηανσoнσ δe Μιρeιλλe eτ θeαν Νοηαιн (*Λe пeтit χηeμιν θυ σeнт лa νoισeттe*, 1933). Μιρeιλλe eτ θeαν Νοηαιн [ ]ταιτ φυιφσ; λe μαρι δe Μιρeιλλe [ ]ταιτ... Eμμaνυeλ Βeрл.

Πapaλλ[ ]λeμeнτ, λe δισχoυρσ ρυραλιστe εξπλιχитeмeнτ πολιτιo[ ] σe[ ]ταιτ δe πλυσ εν πλυσ νεττeмeнτ δ[ ]πορτ[ ] [ ] λeεξτρ[ ]μe-δρoιтe [ ] υνε παρτιe δeσ εξτρ[ ]μe-δρoιтeσ τoυτ αυ μoινσ, χap υн Δoρioт νeαπαιт ρиeн δe ρυραλιστe; μαισ φυστeмeнτ χeυξ-λ[δ] νeαρpи[ ]p[ ]eнτ πασ αυ πoυπoиρ εν 1940, eτ δ[ ]тeст[ ]p[ ]eнτ λα Ρ[π]oλυτιoн νaтioναлe. Δe χe πoιнт δe συe, Δoργ[ ]p[ ]eσ [ ]ταιт υн πepσoннaγe απσeξ aмβιγy: σoн δισχoυρσ [ ]ταιт ρυραλιστe, μαισ σeσ μ[ ]тηoдeσ [ ]ταιeнτ eмπpυнт[ ]eσ αυξ eξтp[ ]μe-δρoιтeσ υρβαιнeσ. Ιλ ψ eυт δeσ п[ ]нoм[ ]нeσ дy μ[ ]μe γeнpe αιλλeυρσ εν Eυρoπe [ ] λα μ[ ]μe [ ]пoθυe, νoтaмeнτ εν Ρoυμaνιe απeч лa Γapδe δe Φeр (πoψeξ λe χoυρσ δe Ρeλaтioнσ ιнтepнaтioнaлeσ, [ ] λα φιχηe Π2).

descendre de la hache gauloise; les moustaches du Maréchal étaient censées rappeler Vercingétorix — un chef qui avait su se rendre...

Cependant, il n'y eut pas de retour sur le jacobinisme séculaire. Il fut un moment question de rétablir les anciennes provinces, mais cela resta du domaine du fantasme. En avril 1941 il apparut vingt "préfets de régions", nommés par Pétain évidemment, pour s'occuper notamment des problèmes d'ordre public et de ravitaillement: ce n'était pas une logique traditionnaliste mais une logique technocratique, justifiée par la petite taille des départements français et qui annonçait les réformes de la Ve République. De même, la glorification de la petite exploitation paysanne n'empêcha pas Vichy de faire passer une loi sur le remembrement en mars 1941 (il y en avait déjà eu une en 1918), qui d'ailleurs fut un échec complet. En fait, **le ruralisme de Vichy concernait surtout le discours**, la propagande, qui appelaient au retour à une situation antérieure, fantasmée et idéalisée; dans les réalités, **le régime poursuivit l'œuvre d'intégration des campagnes** à la France moderne qu'avait mené la IIIe République: on n'échappe pas à son époque.

**Cette patrie s'incarnait en un homme** qui l'avait sauvée deux fois, en 1916 et en 1940, et avait « fait don de sa personne à la France », un homme qui était le meilleur des Français et d'une certaine manière était la France: toute une propagande exaltait le Maréchal<sup>1</sup>, le grand-père de la nation, « beau vieillard solide et droit comme l'arbre des Druides (...), Père de tous les enfants de France », « signe de l'espoir, promesse des lendemains nouveaux »<sup>2</sup>. Son effigie avait remplacé celle de Marianne sur les timbre-postes. L'hymne que l'on chantait dans les écoles et aux défilés militaires n'était plus la Marseillaise, mais une ineptie en l'honneur de la vieille bique, *Maréchal, nous voilà!*:

« Une flamme sacrée monte du sol natal  
Et la France enivrée te salue, Maréchal!  
Tous tes enfants qui t'aiment et vénèrent tes ans  
À ton appel suprême ont répondu présent!  
Maréchal, nous voilà! Devant toi, le sauveur de la France,  
Nous jurons, nous tes gars, de servir et de suivre tes pas!  
Maréchal, nous voilà! Tu nous as redonné l'espérance,  
La Patrie renaîtra! Maréchal, maréchal nous voilà!  
Tu as lutté sans cesse pour le salut commun  
On parle avec tendresse du héros de Verdun  
En nous donnant ta vie, ton génie et ta foi,  
Tu sauves la patrie une seconde fois! »

Pour que la patrie renaquît, encore fallait-il la débarrasser de tous les éléments anti-français qui lui avaient fait tant de mal. Il ne s'agissait pas de les exterminer: Pétain n'était pas Hitler. Ce qu'il fallait, c'était les neutraliser, puis les régénérer, et isoler les irréductibles de la communauté nationale. Vichy fit la **chasse aux** supposés **responsables de la défaite**: politiciens, syndicalistes, francs-maçons, juifs, etc. (en revanche, on ficha la paix aux protestants). On purgea la haute administration des éléments indésirables. Dès août 1940, on interdit la franc-maçonnerie; le Journal officiel publia des listes de maçons. Des figures de la

<sup>1</sup> Ἦλ νᾶψ εὐτ πᾶσ δε τεντατιπε πούρ τραδυρε εν φραν|αισ δεσ τερμεσ χομμε Δυχε, Φ)ηρερ, Χονδυχατορε ου Χανδύλλα; λεξπρεσσιον Νλε ΧηεφΝ σε τρουπε, μαισ βιεν μοινσ σουπεντ θυε Νλε Μαρ|χηαλΝ νουπελ ινδιχε θυε λε ρ|γιμε νᾶπαιτ ριεν δε φασχιστε.

<sup>2</sup> Δᾶαπρ\σ Λα πιε δυ Μαρ|χηαλ Π|ταιν ραχοντ/ε αυξ ενφαντσ, παρυε εν 1941.

IIIe République furent arrêtés à l'automne 1940, dont Blum, Zay, Reynaud et Daladier; en février 1942 ils furent déférés devant une cour spéciale nommée par Pétain et siégeant à **Riom**, mais ce fut un échec — les accusés se défendirent trop bien, notamment de l'accusation faite au Front populaire d'être responsable de l'impréparation de l'armée française en 1940: ainsi Blum parvint sans peine à démontrer qu'en 1936 il avait débloqué des crédits rognés sous les gouvernement Doumergue... par Pétain, alors ministre de la Guerre! Il fallut arrêter le procès en avril; les accusés furent maintenus en prison, puis livrés aux Allemands qui les déportèrent sans jugement. Les **communistes** firent l'objet de poursuites et d'arrestations dès l'été 1940; évidemment cette répression redoubla après juin 1941, lorsqu'ils entrèrent massivement dans la Résistance. Lorsque les Allemands commencèrent à exiger des autorités de Vichy des otages à fusiller, souvent ce furent des communistes qui furent choisis par priorité, comme à Châteaubriand en 1941.

Parmi les responsables du désastre figuraient aussi les instituteurs barbus, socialistes et athées; et puis **l'enseignement** était l'un des terrains essentiels de la régénération nationale. L'on purgea le corps enseignant de ses nombreux éléments d'extrême-gauche; en septembre 1941 l'on ferma les écoles normales, foyers de subversion: les instituteurs seraient désormais recrutés par concours après le baccalauréat. On revit de fond en comble les manuels, en particulier ceux d'Histoire, de philosophie et d'instruction civique. À la rentrée 1941 les lycées redevinrent payants et l'enseignement "moderne" (sans langues anciennes) fut supprimé. On prit des mesures en faveur de l'enseignement confessionnel: entre autres, il pouvait de nouveau être subventionné par les pouvoirs publics. En revanche le régime de Vichy ne réintroduisit pas l'enseignement de Dieu dans les écoles publiques<sup>1</sup>: le ministre de l'Éducation, Carcopino, soutenait qu'il valait « mieux ne pas parler de Dieu que d'en mal parler ». Vichy assimilait le catholicisme à une tradition nationale, retrouvant toute une série de réflexes du cléricisme "instrumental" du XIXe siècle et toutes les pompes de l'Ordre moral; mais ce fut, il me semble (ce n'est pas l'avis d'Agulhon ni celui de Paxton), un régime infiniment moins profondément clérical que ceux de Franco et de Salazar, ne fût-ce que parce que l'Église ne fit pas preuve d'un enthousiasme sans limites.

L'**antisémitisme** distinguait nettement le régime de Vichy des dictatures hispaniques; c'est l'un des rares éléments qui le rapprochait de l'hitlérisme<sup>2</sup>. Ses manifestations datent des tout débuts du régime<sup>3</sup>. En octobre 1940, et sans que les Allemands eussent rien demandé, le

<sup>1</sup> Σαυφ δυραντ υνε βρ\πε παρεντη\σε εν 1941.

<sup>2</sup> Λεσ μεσυρεσ αντισ\μιτεσ σαινσχιρπωαιεντ δανσ υν ενσεμβλε δε μανιφεστατιονσ δαυνε **Ξ[νοπηοβιε** πλυσ γ[ν\ραλε, μοινσ οβσεσσιοννελλε χεπενδαντ θυε χελλε δυ Φροντ νατιοναλ δεσ ανν\εσ 1980 ετ 1990. Λεσ εξιλ\σ ρ[πυβλιχαιινσ εσπαγνολσ, δεσ ρ[φυγι\σ πολιτιθυεσ αλλεμανδσ φυρεντ ιντερν\σ δανσ λεσ μ\μεσ χαμπσ δε χονχεντρατιον θυε λεσ φυιφσ [τρανγερσ □ ◇ πραι διρε, λεσ ιντερνεμεντσ δεσπαγνολσ ετ δεΑλλεμανδσ απαιεντ χομμενχ\ δ\σ λειπιερ 1939–1940. Ον ρεπιιντ συρ λα λου δε νατυραλισατιον δε 1927, φυγ\ε τροπ λιβ\ραλε, ετ λεον ρετιρα λα νατιοναλιτ\ φραν\αισε ◇ υνε θυινζαινε δε μιλλιερσ δε\τρανγερσ, δοντ σιξ μιλλε τροισ χεντ φυιφσ. Παρ αιλλεурс, Παξτον νοτε θυε λεσ υνιτ\σ σ\ν\γαλαισεσ φυρεντ εξχλυεσ δε λεαρμ\ε δε λεαρμιστιχε, μαισ χε φυτ συρ ορδρε δεσ Αλλεμανδσ; πλυσ Ξ[νοπηοβε θυε ραχιστε, Π\ταιν χονσερπα φυσθυεαυ βουτ υν αμι αντιλλαισ, υν ανχιεν χομβατταντ. Βιεν εντενδυ, λειμμιγρατιον σεαρρ\τα χομπλ\τεμεντ δε 1940 ◇ 1944; δε νομβρευξ [τρανγερσ ρεντρ\ρεντ χηεζ ευξ.

<sup>3</sup> Εν 1940 λεσ φυιφσ δε Φρανχε μ\τροπολιταινε [ταιεντ ενπιρον τροισ χεντσ ◇ τροισ χεντ χινθυαντε μιλλε; υν συρ δευξ ποσσ\δαιτ λα νατιοναλιτ\ φραν\αισε. Χε χηιφρε τομβε ◇ δευξ χεντ σοιξαντε–διξ μιλλε σι λεον νε χομπτε πασ λεσ ρ[φυγι\σ δε λ\ε\τ\ 1940: ◇ χεττε δατε, λεσ φυιφσ δεΑλσαχε ετ δε Λορραινε απαιεντ [τ\ εξ\πυλσ\σ περσ λα ζονε λιβρε, ετ ιλ ψ απαιτ ευ υν αφ\λυξ δε φυιφσ πενυσ δυ Βενελυξ. Ν λεαυτομνε 1940, λεσ Γαυλειτερ δεΑλσαχε ετ δε Λορραινε σε σερπιρεντ αυσσι δε λα Φρανχε χομμε Vδ\ποτοικV (λεξεπρεσσιον εστ δε Παξτον) πουρ λεσ θυιφσ δεσ παρτιεσ σεπτεντριοναλεσ δε λευρσ Γαυε, λε Βαδε ετ λα Σαρρε–Παλατινατ ρεσπεχτιπεμεντ... Νεουβλιεζ πασ λεσ θυατρε χεντ μιλλε φυιφσ δεΑφριθυε δυ νορδ, θυι

gouvernement publia un **statut des Juifs** (avec la majuscule "ethnique") applicable à ceux de nationalité française, et qui fut renforcé en juin 1941. Les Juifs y étaient définis comme des personnes "issues de trois grand-parents de *race* juive"<sup>1</sup> ou qui, ayant deux grands-parents juifs, avaient épousé un Juif: cette définition, par la "race" et non par la pratique religieuse, rappelle celle des lois de Nuremberg (mais ne l'imite pas — l'antisémitisme était une tradition locale bien antérieure à *Mein Kampf*); elle a d'ailleurs varié par la suite, une place étant accordée à la pratique religieuse à partir de juin 1941. Les juifs furent exclus de la fonction publique (notamment de l'enseignement, de la magistrature, de l'armée), de toute fonction élective, et, en juin 1941, des médias, de la banque et de l'immobilier; le département de l'Allier, où se trouve la ville de Vichy, leur fut interdit. Des *numerus clausus* furent institués à l'université (3%), dans les grandes écoles et dans les professions libérales (2%). Dès septembre 1940, sur injonction allemande, on entreprit un recensement des juifs et de leurs entreprises, qui servit à toutes les étapes subséquentes de la répression. Quant aux juifs étrangers, depuis octobre 1940 ils pouvaient être arrêtés à volonté sur ordre des préfets: au printemps 1941, quarante mille d'entre eux avaient déjà été internés (aux camps de Rivesaltes, Gurs, Noé, etc..., tous situés dans le sud de la France)<sup>2</sup>.

Dans les mois qui suivirent, sous les ordres des Allemands en zone occupée, de leur propre gré en zone libre, les autorités procédèrent à la **liquidation forcée des entreprises juives** (leur "aryanisation" dans le vocabulaire nazi); ce fut le seul aspect des persécutions qui toucha indistinctement les juifs français et étrangers. Une loi officialisa le processus en juillet 1941; à la même époque, les appartements des juifs réfugiés à l'étranger commencèrent à être mis au pillage par les Allemands en zone occupée<sup>3</sup>. Dans cette zone, malgré les protestations de Vichy la plupart des entreprises confisquées passèrent directement sous la coupe d'offices de production allemands. Le processus toucha aussi la zone libre, mais il fut plus lent et la plupart des entreprises furent vendues: or les acheteurs ne se bousculaient pas, inquiets qu'ils étaient de la validité juridique de ces opérations, surtout à partir de 1943, lorsque la victoire allemande se fit de moins en moins probable.

En mars 1941, sur la pression de l'ambassadeur d'Allemagne Otto Abetz, un **commissariat aux Questions juives**, avec rang équivalent à un sous-secrétariat d'État, fut créé et confié à Xavier Vallat, catholique antijuif qui se donna pour tâche de « défendre l'organisme français du microbe qui le condui[sait] à une anémie mortelle » — un vocabulaire qui rappelait *La Croix* de la "grande époque". Il fut remplacé en mars 1942 par Louis Darquier, dit de Pellepoix: avec ce dernier, c'était un antisémitisme franchement raciste qui prenait le dessus (dès 1937, il avait réclamé: « que les Juifs soient expulsés ou qu'ils soient massacrés! »). En novembre, toutes les organisations juives furent dissoutes, à l'exception du Consistoire, remplacé par l'Union générale des Israélites de France (U.G.I.F.), qui servit d'intermédiaire notamment pour lever les tributs spéciaux (en décembre, en représailles à l'assassinat d'un officier allemand, l'armée d'occupation taxa la communauté juive d'un milliard de francs), et se révéla totalement incapable d'adoucir le sort des juifs. Les vexations continuèrent: en zone occupée les magasins juifs durent se signaler par un écriteau, on

---

συβιβεντ λες εφφετς δε λθαντισ[μ]ιτισμε πιχηψσσοισ φουσθυε λεαρριπ[ε] δε δε Γαυλλε (λε δ[ε]χρετ Χρ[ι]στιανισμ[ε] δε 1871, θυι λευρ απαιτ ακχορδ[ε] λε στατυτ δε χιτοψενσ φραν[α]ις, φυτ ρ[ε]ποθυ[ε] εν οχτοβρε 1940).

<sup>1</sup> Ν παρτιρ δε φ[ε]πριερ 1943, ιλ συφφιτ δε δευξ γρανδς-παρεντς φυιφς πουρ |τρε λ[ε]γαλεμεντ χονσιδ[ε]ρ[ε] χομμε υν θυιφ.

<sup>2</sup> Αυξ χ[ι]τ[ε]σ, φε λθαι διτ, δθυνε βοιννε παρτιε δεσ Εσπαγνολσ ρ[ε]πυβλιχαινσ □ πουρ χευξ-λδ, παρ βονηευρ, λθεξιλ σθαρρ[ε]τα λδ: ιλσ νε φυρεντ μ[ε] πασ υβρενδυσ[ε] δ Φρανχο.

<sup>3</sup> Ροσενβεργ διριγεαιτ χεσ οπ[ε]ρατιονσ δ λε[ε]χηελλε ευροπ[ε]ννε. Σοιξαντε ετ ονζε μιλλε σιξ χεντ απαρτεμεντς απαρτεναντ δ δεσ φυιφς φυρεντ πιλλ[ε]σ εν Φρανχε, δοντ λα μοιτι[ε] δ Παρισ.

confisqua les postes de radio aux juifs... En mai 1942, le port de l'**étoile jaune** devint obligatoire en zone occupée pour les juifs de plus de six ans; exclus des lieux publics, les juifs ne pouvaient faire leurs courses qu'à certaines heures (Pétain s'opposa à l'extension de cette mesure à la zone libre, même après novembre 1942).

À Paris, une grande **exposition antisémite** eut lieu à l'hiver 1941-1942 au palais Berlitz, près de l'Opéra. Extraits du catalogue: « première salle — apprendre à discerner les Juifs. (...) Des oreilles, des nez, des caractéristiques de visage nous montrent leurs marques raciales. (...) Regardez la tête de Léon Blum. Les empreintes profondes qu'il n'a jamais pu maquiller. (...) Combien douces et reposantes à nos yeux ces images de nos paysans, ces bustes de nos grands hommes. Ils ont la face ouverte et franche de ceux de chez nous ».

Au total donc, **une politique d'isolement**, « d'exclusion et de persécution » (selon F. Bédarida), hostile aux juifs en tant qu'éléments inassimilables mais qui, par exemple, ne fut jamais appliquée dans toute sa rigueur aux anciens combattants, et que l'on peut qualifier de plus xénophobe que raciste sur le fond, dans la mesure où elle établissait sans cesse, à l'intérieur d'une communauté globalement discriminée, des distinctions entre juifs français et étrangers. À une lettre du grand rabbin Kaplan, en août 1941, le directeur de cabinet de Vallat répondit en accusant non la race juive en tant que telle, mais « l'invasion de notre territoire par une quantité d'Israélites sans attache avec notre civilisation (...) dans les dernières années »; il insistait sur le fait que les juifs d'Alsace et d'Afrique du nord ne posaient pas de "problème" — les juifs "sans problèmes" étaient "simplement" discriminés, mais dans la position inférieure qui était désormais la leur l'État français continuait à les représenter, à défendre leurs intérêts. Il n'en était pas de même des autres, dont on ne savait que faire, et dont on rêvait de débarrasser au plus tôt le sol français<sup>1</sup>.

Mais en 1942 cette logique d'isolement était parvenue à son terme. Une autre logique, proposée par l'occupant et acceptée sans grandes réticences par le régime, était déjà en train d'en prendre la place: celle de l'expulsion des juifs du territoire national, vers un destin que tout le monde savait sinistre, même s'il était possible, avec un peu d'aveuglement volontaire et de mauvaise foi, d'en ignorer la nature exacte.

### **3) Travail.**

En matière d'**économie** et de **société**, dans la lignée de toutes les extrême-droites françaises Pétain affichait son **dégoût** du socialisme collectiviste, mais aussi **du capitalisme**: « je reprendrai contre le capitalisme égoïste et aveugle la lutte que les souverains de la France ont entreprise et gagnée contre la féodalité » (ce texte, lu à la radio en octobre 1940, avait été rédigé par Bergery). Bien entendu, il n'était pas question d'abolir l'entreprise privée, la petite usine et la petite boutique, qui, elles, appartenaient à l'ordre naturel des choses: ce qu'il fallait briser c'étaient les grandes entreprises modernes sans âme, les trusts, les monopoles, les spéculateurs, bref, "les gros"; le capitalisme transnational et cosmopolite, produit importé; l'individualisme, l'égalitarisme, le libéralisme, l'"atomisme" du monde capitaliste moderne qui

---

<sup>1</sup> θε ρεχονναισ θυε λα διστινχτιον εστ φραγιλε. Εν φυιλλετ 1942 πουρ φυστιφιερ λαινχλυσιον δεσ ενφαντσ δανσ λεσ χονποισ δε δ[πορτ]σ φυιφσ, Λαπαλ ευτ (εν πριπ[ ] ) λα φορμυλε συιωαντε θυι ραππελλε δε τρ[ ]σ πρ[ ]σ χελλεσ δε Ηιτλερ: ↔ φε φαισ δε λα προπηπλαξιε ≈. Μαισ ιλ σθαγισσαιτ δε φυιφσ [τρανγερσ, δονχ ον πευτ συπποσερ θυειλ νθαπαιτ εν τ[ ]τε θυε λθνινφεχτιονν δε λα νατιον παρ λεσ μ[ ]τ(θυεσ, νον λα νραχε φυιπενν τουτ εντι[ ]ρε; συρτουτ, υνε εξπρεσσιον πευτ ρ[ ]π[ ]λερ παρφοισ δεσ φαντασμεσ, μαισ νε φαιτ πασ υνε πολιτιθυε δεστατ. Εν τουτ χασ, μερχι ◊ Πιερρε Τειτγεν (κη@γνε, 1995-98) πουρ λα ρεμαρθυε.

réduisait les individus à des rouages de la machine économique; et bien sûr il fallait en finir avec la lutte des classes, produit direct de ce qui précède.

Les travailleurs devaient être associés à la gestion de l'entreprise: dans la tradition du **corporatisme**, qui remontait à l'Ancien Régime, à Proudhon et à Maurras, Pétain voulait que chaque profession s'organisât en un corps élu par ses membres, avec des représentants des différents acteurs sociaux siégeant dans les mêmes instances et dialoguant pour fixer les conditions du travail, par exemple les horaires et les salaires. Mais il n'était pas question que les travailleurs prissent part aux décisions concernant la production, ni surtout qu'ils revendiquassent, qu'ils s'avisassent de sortir des cadres tracés par le régime: à l'usine comme ailleurs, il y avait des hiérarchies naturelles qu'il fallait respecter, et restaurer dans la mesure où la société moderne les avaient mises à mal<sup>1</sup>. Le dialogue devait aller de pair avec l'obéissance; la seule solution du problème social était le paternalisme<sup>2</sup>.

Le régime commença par **interdire les grèves** et les lock-outs (en octobre 1940) et par **dissoudre les confédérations syndicales** et les organisations patronales (en novembre), des mesures faussement symétriques qui visaient en fait essentiellement à empêcher toute action revendicatrice de la part des ouvriers. Puis il apparut des comités d'organisation professionnelle. Pour l'agriculture, activité chérie du régime, ce fut chose faite dès décembre 1940 avec la création d'une Corporation paysanne; pour les autres professions, en octobre 1941 une **Charte du Travail** mit en place l'organisation corporatiste. Il y avait vingt-neuf "familles professionnelles" (notez l'allusion à la famille, cellule de base naturelle de la société); chacune était subdivisée en cinq "syndicats professionnels uniques": un pour les employeurs, un pour les ouvriers, un pour les employés, un pour les agents de maîtrise et les ingénieurs, un pour les cadres administratifs et commerciaux — autrement dit, les ouvriers étaient en minorité partout. Aux échelons supérieurs il y avait deux structures distinctes: une à l'échelon national, avec une hiérarchie géographique; l'autre à l'échelon local (celui de l'entreprise lorsqu'elle regroupait plusieurs professions; celui de la ville ou du bassin d'emploi), avec des "comités sociaux" regroupant l'ensemble des acteurs sociaux des différentes professions. Bien entendu, c'étaient les patrons et surtout l'administration (les préfets, les ministres) qui tiraient les ficelles; les corporations n'étaient que des chambres d'enregistrement: ainsi l'action de la Corporation paysanne se réduisit vite à l'organisation de collectes forcées.

Daniel Halévy, qui soutenait le régime par hostilité au monde de l'entreprise moderne, relança les Compagnonnages de France. Il en reste à Paris une jolie maison néo-médiévale, rue de l'Hôtel-de-Ville.

**Dans les usines, la reprise en main fut vigoureuse:** nous avons vu qu'elle avait commencé dès l'"assouplissement" de la loi des quarante heures en 1938; mais les garde-fous qui subsistaient à cette époque avaient désormais complètement disparu: les ouvriers n'avaient

---

<sup>1</sup> Χέεστ λα διφφ[ρεν]χε εσσηντιελλε εντρε λε χορπορατισμε δεξετ[ρι]με-δροιτε ετ λαΨαυτογεστιονΨ τελλε θυελλε α [τ] τη[ο]ρισ[ε] νοταμμεντ παρ Τιτο εν Ψουγοσλαπие απρ[ο]σ 1950. Εν Ψουγοσλαπие λεσ ουπριερσ [λ]ισαιεντ λευρσ χαδρεσ ετ λεσ διριγεαντσ δε λεντρεπρισε, θυι νεν [τ]αιεντ θυε λεσ ρεπρ[ο]σενταντσ; λεσ δ[ι]χισιονσ ιμπορταντεσ [τ]αιεντ πρισεσ αυ νιπεαυ δυ χολλεχτιφ δε τραπαιλλευρσ (βιεν εντενδυ, τουτ χεχι [τ]αιτ τουτ ρ φαιτ τη[ο]ριθυε; μαισ χέεστ λειδ[ο]λογιε θυι μαιντ[ρ]εσσε ιχι, πασ λε φονχτιοννεμεντ ρ[ε]λ δε λα Ψουγοσλαπие τιτιστε). Ον ποιτ αυσσι λα διφφ[ρεν]χε εντρε λε χορπορατισμε πιχηψσοισ ετ λε διαλογυε σοχιαλ ινστιτυτιονναλισ[ο] παρ λα Ρ[ε]πυβλιθυε δεπυισ 1936 ετ συρτουτ δεπυισ 1945: λα δ[ι]μοχρατιε χονσιδ[ο]ρε λε χονφλιτ σοχιαλ χομμε ιν[σ]πιταβλε ετ λ[ι]γιτιμε, ετ οργανισε λε διαλογυε σοχιαλ πουρ λυι [τ]ερ δε σα πιολενχε; λε χορπορατισμε πρ[ο]τενδ αννυλερ λε χονφλιτ παρ λα ρεσταυρατιον δευνε ηαρμονιε σοχιαλε μψτηιθυε: λα λυττε εστ μαυπαισε εν ελλε-μ[ε].

<sup>2</sup> Εν 1941, λε Πρεμιερ μαι δεπιντ λα Ψφ[ι]τε δυ τραπαιλ ετ δυ Μαρ[σ]χηλαΨ, ποπυλαιρεμεντ χοννυε χομμε λα Σαιντ-Πηλιππε...

plus ni syndicats ni droit de grève... On vit l'ensemble des avancées sociales des quarante dernières années remises en cause. Ainsi la semaine de travail, qui n'était plus limitée, augmenta beaucoup, à cause du nombre élevé des prisonniers de guerre retenus en Allemagne: elle était de quarante-six heures en moyenne en 1944.

En principe, **L'État n'intervenait qu'en dernière instance** dans le fonctionnement des corporations, pour arbitrer les conflits dans l'impasse; mais il avait aussi pour fonction de fixer aux acteurs économiques des objectifs globaux de développement, c'est-à-dire d'élaborer un "plan" — une idée qui, plus qu'aux théories de Maurras, remontait à la vieille tradition colbertiste, renforcée par l'essor des techniciens "apolitiques", et sans doute en partie à la fascination des années 1930 pour les succès de l'autarcie administrée en Italie et en Allemagne, du dirigisme rooseveltien et même de la planification stalinienne. Ces velléités interventionnistes ne connurent qu'un début de réalisation: en septembre 1940, il apparut un **Office central de la Répartition de la Production industrielle**; l'année suivante, un ministère de l'Industrie. L'État intervenait aussi dans d'autres domaines: il fixait les prix et les salaires (en principe en concertation avec les corporations), organisait le rationnement; il y avait un sévère contrôle des changes. En fait ce dirigisme d'État, embryonnaire et incohérent, répondait davantage aux nécessités de la guerre qu'aux impératifs d'une politique économique prédéfinie, que le régime, de toute façon, eût été bien en peine de développer vue la rapidité avec laquelle la situation changeait en Europe, et la nécessité de composer avec les directives changeantes de l'occupant. Mais il annonçait le dirigisme de l'après-guerre.

Tout cela était confus, parfois contradictoire, et surtout cela ressemblait beaucoup plus à une classique politique réactionnaire qu'à la "révolution", à la régénération nationale annoncées. Les quarante millions de pétainistes de l'été 1940 perdirent vite leurs illusions vis-à-vis de la Révolution nationale, les ouvriers à cause de la Charte du Travail, les paysans à cause des réquisitions, les urbains à cause des pénuries — sinon toute affection pour le Maréchal, lequel jusqu'à la fin déplaça les foules (son premier et dernier déplacement à Paris, en avril 1944, fut un succès). Pétain lui-même s'inquiéta de cette désaffection lors d'une visite à Saint-Étienne en août 1941: « de plusieurs régions de France, je sens se lever depuis quelques semaines un vent mauvais (...) L'inquiétude gagne les esprits, le doute s'empare des Français (...) Un véritable malaise atteint le peuple français ». Le régime n'avait qu'un an et déjà il était épuisé, sans guère d'autre perspective que de durer; un vieillard isolé ratiocinait une idéologie dépassée, tandis que la société meurtrie tentait de survivre tant bien que mal, réfugiée dans le scepticisme et dans l'attentisme.

Surtout, ce régime qui avait prétendu régénérer la France, faire une révolution "nationale", s'était enfoncé dès les premières semaines dans une politique de collaboration avec le vainqueur qui choquait tous ceux qui demeuraient patriotes, même parmi les partisans des idées de Pétain. Pour poursuivre la comparaison avec Franco et Salazar, on peut soutenir que sans la collaboration et la défaite, le régime aurait peut-être bien survécu plus de quatre ans, comme les dictatures hispaniques, l'apathie de la population et la détestation du régime précédent aidant. Mais il y eut la collaboration...

### **C) L'engrenage de la collaboration (1940-1942).**

« Nous méritons toutes nos rencontres »  
(Serge Dalens).

La collaboration date des premières semaines du régime, et très vite elle alla au-delà de ce que les Allemands exigeaient<sup>1</sup>: selon Paxton, « ce ne fut pas une exigence allemande à laquelle certains Français ont répondu par sympathie ou ruse. Ce fut une proposition de la France ». Elle aboutit à faire de la France l'un des pays les plus méthodiquement exploités de l'Europe, et de tous celui qui contribua le plus à l'effort de guerre allemand. On ne peut pourtant pas dire que notre pays intéressait particulièrement Hitler: la facilité avec laquelle il l'avait vaincu l'avait rempli de mépris quant à ses capacités économiques et militaires. En revanche l'ambassade d'Allemagne à Paris y croyait très fort, notamment Otto Abetz (nommé ambassadeur en août 1940): c'était après tout sa raison d'être.

De son côté, Pétain était persuadé que la guerre était déjà perdue, que l'Europe à venir serait une Europe allemande. Le seul pays qui résistait encore était le Royaume-Uni; soumis à de terribles bombardements, il semblait devoir capituler rapidement. Staline était l'allié de Hitler; les États-Unis ne semblaient pas prêts à intervenir. Du reste, les hommes de Vichy ne souhaitaient pas l'intervention de la plus grande démocratie du monde: même si leur projet politique était assez différent de ceux de Mussolini et de Hitler, ils préféraient une Europe dominée par les puissances totalitaires à une Europe démocratique, une Europe des nations à une Europe libérale dominée par le capital cosmopolite, une Europe allemande à une Europe esclave des assassins de Jeanne d'Arc.

**La France s'intégra** donc de bon cœur **à la nouvelle Europe allemande**: il faut dire que toute l'économie de l'Europe continentale occidentale et centrale tournait désormais autour de l'Allemagne, et que Paris perdit progressivement le contrôle de l'Empire colonial. En collaborant, les hommes de Vichy espéraient devenir des partenaires du *Reich* sur un pied d'égalité et adoucir les conditions de la paix. Mais tout de suite les choses allèrent plus loin qu'un simple souci de survivre et de protéger la France dans un environnement nouveau<sup>2</sup>, à plus forte raison un "double jeu" pour amadouer et tromper les Allemands: l'engagement français dans l'Europe nouvelle eut immédiatement une dimension militante, en partie militaire; seul l'état de prostration du pays, la force du pacifisme dans l'opinion et le manque absolu d'intérêt de Hitler pour un tel allié empêcha Vichy de replonger la France dans la guerre, dans l'autre camp.

Les premiers contacts eurent lieu en juillet 1940. En août, après Mers El-Kebir, Laval, qui avait de bons contacts avec Abetz, proposa à Hitler le concours de l'aviation française pour bombarder le Royaume-Uni, auquel la France aurait déclaré la guerre; le *Führer* refusa avec dédain. Il y eut des offres comparables après le raid anglo-gaulliste sur Dakar, en septembre (l'enjeu principal, en cet automne 1940, était le contrôle de l'Empire colonial: la France voulait des moyens pour repousser les anglo-gaullistes, sans pour autant livrer l'Empire aux Allemands), tandis que Pétain déclarait à la radio que la France devait « se libérer de ces amitiés ou de ces inimitiés dites traditionnelles » et que si l'Allemagne « [savait] dominer sa victoire, nous [saurions] dominer notre défaite » — des menaces, encore des

<sup>1</sup> N.B. Δε νομβρευξ ηιστοριενσ ιντροδουσεντ υνε διστινχτιον δε ποχαβυλαιρε εντρε **χολλαβορατιον** ετ **χολλαβορατιοννισμε**. Δε πρεμιερ μοτ δ[σιγνε πουρ ευξ λαενσεμβλε δε χε θυι α [τ] ιμποσ[ ] παρ λεσ Αλλεμανδσ ρ[ ] λα Φρανχε, ετ θυι [ταιτ ιν]πιταβλε (λεσ ινδεμνι[σ ιμποσ]εσ παρ λααρμιστιχε, λεσ ρ[θ]υισιτιονσ ετ φραισ διπερσ λι[σ ρ] λαοχχυπατιον δαυνε παρτιε, πιωσ δε τουτ λε τερριτοιρε παρ λααρμ[ε αλλεμανδε]; λε σεχονδ, λα παρτ πολονταιρε πρισε παρ λε ρ[γ]ιμε δε ριχηψ ρ[ ] λαεφφορτ δε γυερρε δε λαΑξε. Χομμε χεσ δευξ δομαινεσ σοντ μαλαισ[σ ρ] διστινγυερ λευν δε λααυτρε ετ θυε λε δευξι[μ]ε τερμε νεεστ πασ δαυσαγε χουραντ, φε μεν δισπενσε; εν ρεπανχηε, φε δ[σιγνε δυ τερμε δε **Υχολλαβορατιοννιστεσ**Υ λεσ εξτρ[μιστεσ προ-αλλεμανδσ δε Παρισ.

<sup>2</sup> Χε[ ]ταιτ πουρταντ λα τη[ ]σε δε Π[ ]ταιν. Δανσ σον δερνιερ μεσσαγε ρ[ ] λα νατιον απαντ δε[ ]τρε εμμεν[ ] ρ[ ] Σιγμαρινγεν, ιλ δ[ ]χλαρα: ⇔ σι φε νεαι πασ πυ [ ]τρε ποτρε [ ]π[ ]ε, φεαι εσσαψ[ ] δε[ ]τρε ποτρε βουχλιερ ≈; ετ λορσ δε σον προχ[ ]σ: ⇔ χηαθυε φουρ, υν ποιγναρδ συρ λα γοργε, φεαι λυττ[ ]χοντρε λεσ εξιγενχεσ δε λαεννεμι ≈.

menaces... Ce fut à la suite de ces appels du pied, et de diverses manœuvres de Laval, qu'en octobre 1940, à deux reprises, Pétain rencontra Hitler à **Montoire**-sur-le-Loir, près de Tours (ce n'étaient qu'escales dans une gare sur le chemin et au retour de Hendaye, où le *Führer* tenta sans succès de convaincre Franco d'entrer en guerre à ses côtés). Laval aussi eut une entrevue avec Hitler. Les entrevues de Montoire ne débouchèrent sur aucun engagement précis, mais la poignée de mains échangée en public entre les deux chefs d'État, abondamment photographiée et diffusée, fit un gros effet sur l'opinion. Une semaine après, toujours en octobre, Pétain prononça à la radio un discours resté célèbre, où il explicitait certaines raisons de son choix: « c'est dans l'honneur et *pour maintenir l'unité française*, une unité de dix siècles, *dans le cadre d'une activité constructive du nouvel ordre européen*, que j'entre aujourd'hui dans la voie de la collaboration (...) sincère. Cette politique est la mienne (...). C'est moi seul que l'Histoire jugera. Suivez-moi (...) ».

La ligne de Laval n'avait pas l'accord de tout l'entourage de Pétain (certains tentaient discrètement d'établir un *modus vivendi* avec la Grande-Bretagne, avec laquelle les relations diplomatiques étaient rompues mais la guerre toujours pas déclarée); par ailleurs Laval faisait preuve de trop d'indépendance dans la conduite des négociations... et celles-ci ne donnaient pas grand-chose de concret. Des tensions se firent jour dès l'automne 1940. En octobre, Déat, l'un des partisans les plus exaltés de la collaboration, fut arrêté un moment; ce fut alors que l'extrême-droite la plus collaborationniste prit le chemin de Paris. Moins de deux mois après Montoire, en décembre, dans des circonstances confuses et en partie liées à des désaccords sur la ligne à suivre en Afrique, **Pétain se sépara de Laval** et le fit même arrêter chez lui; Laval fut libéré par un Abetz furieux, mais le chef de l'État ne le reprit qu'au poste humiliant de ministre de l'Agriculture.

Malgré tout, la politique de collaboration continua pendant la brève période **Flandin**: le nouvel homme fort, qui succéda à Laval après cette révolution de palais, avait prôné l'apaisement envers l'Allemagne durant les années 1930, avait félicité Hitler par écrit après Munich, s'était opposé à la déclaration de guerre en 1939 et avait dénoncé l'alliance avec Londres comme le résultat d'un complot juif. Vichy persista à multiplier propositions (ainsi pour la construction en commun d'un avion de guerre) et concessions, bien que l'Allemagne, irritée, ne fît guère de gestes concrets: parmi les rares dignes d'être cités, la libération des prisonniers de guerre pères de plus de quatre enfants; et, pour le moral des scouts, le retour des cendres de l'Aiglon, toujours en décembre 1940, cent ans exactement après l'inhumation de celles de son père aux Invalides, geste décidé du reste avant le renvoi de Laval... L'essentiel, à savoir la reconstitution d'une force armée française apte à reprendre l'A.E.F. en dissidence, et le retour du gouvernement à Paris (ou plutôt à Versailles, selon le projet de Pétain semble-t-il), resta à l'état de projet.

La politique de collaboration s'accroît encore lorsque, après la démission de Flandin en février 1941 (pour cause d'échec à établir des contacts fructueux avec les Allemands, qui ne voulaient entendre parler que de Laval), le contre-amiral François **Darlan** (1881-1942), un membre presque permanent du cabinet du ministère de la Marine dans les années 1930, chef d'état-major de cette arme depuis 1937, prit le dessus: très antibritannique, il imaginait la France en tête de pont ultramarine de l'Europe nouvelle, aux côtés d'une grande Allemagne continentale<sup>1</sup>. Évidemment les négociations avec la Grande-Bretagne furent immédiatement rompues. Ce fut avec Darlan que la France alla le plus loin sur le chemin de l'alignement militaire lorsqu'en mai 1941, par les **protocoles de Paris**, Vichy autorisa l'Allemagne à utiliser les aérodromes du Liban et de Syrie et les ports de Bizerte et de Dakar pour défendre

---

<sup>1</sup> Παρ ταδιτιον, λα Μαρινε [ταιτ τρ\σ αντιβριταννιθνε ετ τρ\σ χολονιαλιστε: ποψηεζ αυ χηαπιτρε 10 λε ρ |λε θυεελλε απαιτ φου] εν Ινδοχηινε.

les possessions françaises en Méditerranée — en échange, Hitler libéra les prisonniers de guerre anciens combattants de la première guerre mondiale: une concession mineure. En juin, il y eut en Syrie des affrontements armés entre les forces de Vichy et les forces de la France libre et du Royaume-Unis coalisées, qui aboutirent à la capitulation des vichystes en juillet — les Allemands n'intervinrent pas pour cause d'opération Barbarossa. Fin juillet, Darlan proposa à l'Allemagne d'entrer en guerre à ses côtés contre la Grande-Bretagne et l'U.R.S.S. en échange d'une garantie sur les frontières de 1918... alors que l'Alsace et la Lorraine étaient déjà annexées de fait!

Ces discussions duraient toujours lorsqu'en décembre 1941, Pétain rencontra Göring à Saint-Florentin près de Troyes, mais l'entrevue se passa mal: les Allemands, méprisants, n'entendaient pas traiter la France sur un pied d'égalité. Ce qui n'empêcha pas Vichy, dans les jours suivants, d'accepter le transit d'armes françaises par Bizerte pour les armées de Rommel... Darlan avait échoué: la population ne vivait pas mieux, l'Allemagne n'avait fait aucune concession notable. Ce fut pourquoi, en avril 1942, Pétain décida de s'en séparer (il le maintint au poste de commandant en chef des forces armées) et bien à contre-cœur dut se résoudre à reprendre Laval, décidément le seul à posséder les contacts nécessaires. Abel Bonnard devint secrétaire d'État à l'Éducation nationale: pour la première fois, un membre de la mouvance fascisante de Paris intégrait le gouvernement<sup>1</sup>.

Outre cette collaboration intergouvernementale, il faut évoquer les propositions réitérées des technocrates français pour une meilleure intégration des économies française et allemande dans l'Europe nouvelle, par exemple pour construire ensemble des autoroutes. Il faut évoquer aussi la complaisance dont la police française, sous les ordres de Pucheu (ministre de l'Intérieur), fit preuve pour pourchasser les auteurs d'attentats contre des soldats allemands, pour fournir des otages aux nazis... Dès mai 1941 la police avait accepté de traquer et de livrer les juifs (étrangers, pour l'instant) que réclamaient les nazis. **Le premier convoi de déportés** (surtout des apatrides, réfugiés d'Europe centrale, raflés en 1941) quitta Compiègne pour Auschwitz en mars 1942: les nazis avaient insisté plusieurs semaines durant pour obtenir cette déportation qui « aurait un effet particulièrement favorable sur la solution finale » en France, selon un document interne à l'ambassade d'Allemagne.

Il faut aussi évoquer aussi ces **patrons** qui allèrent au-devant des exigences de guerre des occupants, acceptant sans barguigner de participer à l'effort de guerre allemand: ainsi Louis Renault (1877-1944). Très visible et très "sensible" fut l'attitude de certains **artistes**, hommes de lettres ou journalistes; il en sera traité en détail plus bas. Enfin ce fut dans les milieux collaborationnistes de Paris que naquit en juillet 1941 la Légion des Volontaires français contre le Bolchevisme (**L.V.F.**), association qui se proposait d'envoyer des soldats français sur le front soviétique; mais elle eut peu de succès, aussi bien pour recruter des troupes en France qu'auprès de la *Wehrmacht*, qui lui fit essentiellement "décharger des sacs de pommes de terre".

#### **D) Les dérives du régime de Vichy: été 1942-août 1944.**

À partir de la mi-1942, Vichy perdit progressivement le contrôle de la situation jusqu'à n'être plus qu'un fantôme à l'été 1944, à la tête de ce qui n'était plus qu'un satellite du *Reich*. Aux abois, le régime se durcit, se fascisa et en rajouta dans l'alignement sur l'Allemagne;

---

<sup>1</sup> Απεχ Βρινον, ανχιεν δ[λ[γυ] γ[ν[ραλ δε ζιχηψ ϙ Παρισ, μαισ πλυσ προχηε δεσ χολλαβορατιοννιστεσ παρισιενσ θυε δε λα Ρ[πολυτιον νατιοναλε.

rare furent ceux qui, comme la Rocque et Dunoyer de Segonzac, plus tard le jeune François Mitterrand<sup>1</sup>, surent choisir à temps d'autres voies<sup>2</sup>.

Les choses commencèrent à s'aggraver sensiblement au printemps et à l'été 1942. Les réquisitions alimentaires se firent plus dures. En juin, dans un discours, Laval révéla ses sentiments profonds quant à la guerre en cours: « **je souhaite la victoire de l'Allemagne**, parce que sans elle le bolchevisme s'installerait partout ». Jamais jusque-là un membre du gouvernement français n'était allé si loin: on passait de l'acceptation de la défaite à l'engagement volontaire, enthousiaste aux côtés de Hitler. En août, le départ de travailleurs volontaires pour l'Allemagne, qui avait eu peu de succès, fut remplacé par l'**opération "Relève"**, aux termes de laquelle un prisonnier de guerre était libéré pour trois travailleurs acceptant d'aller s'employer dans l'industrie allemande: ce qui permit de fournir soixante-quinze mille hommes à l'Allemagne. Surtout, ce fut en juillet 1942 que la police française organisa à Paris la grande rafle de juifs dite du **Vel'-d'Hiv**<sup>3</sup> (officiellement dénommée "opération vent printanier"): elle concerna douze mille neuf cents juifs apatrides, qui furent remis aux nazis et déportés dans l'été. Dans la même période, en zone libre on acheva le "regroupement" de tous les juifs étrangers arrivés en France depuis 1936.

C'est probablement de cet été 1942 qu'il faut dater le grand retournement de l'opinion publique vis-à-vis de Vichy: autant la Révolution nationale avait pu être accueillie avec bienveillance comme un remède nécessaire à des maux reconnus, puis, ayant déçu, être encore supportée, nuisance agaçante et malsaine mais somme toute sans grands effets concrets pour la vie du plus grand nombre, plus ridicule que malfaisante, autant le passage de la France dans le camp hitlérien, c'est-à-dire dans celui de la dictature, de l'occupant et de l'ennemi héréditaire réunis, souleva le cœur d'une grande majorité de Français. La Révolution nationale, c'était une affaire entre Français, "ça se défendait" à la rigueur; l'envoi de travailleurs français en Allemagne et les propos de Laval, c'était de la trahison pure, car même si le communisme n'était guère populaire c'était bien contre Hitler que les Français se sentaient en guerre; que cette trahison se fît au nom du nationalisme français (ou plutôt d'une dégénérescence de celui-ci), et dans l'espoir (de plus en plus évidemment vain) d'un sort meilleur pour le pays, n'y changeait rien.

Le tournant, ce fut évidemment le mois de novembre 1942, lorsqu'à la suite du débarquement des Alliés en Afrique du nord dans la nuit du 7 au 8, **l'armée allemande envahit la zone libre**, le 11, pour prévenir un débarquement. Le pays tout entier fut occupé (à l'est du Rhône, il le fut par les Italiens jusqu'à leur retrait de la guerre à l'été 1943). L'armée d'armistice fut dissoute le 28 (ce qu'il restait de la flotte se saborda le 27 en rade de Toulon).

---

<sup>1</sup> Φραν|οιοσ Μιττερρανδ (1916–1996), ν| ϒ θαρναχ δανσ υν μιλιευ βουργεοισ, φιτ σεσ [τυδεσ ϒ Σχιενχες–Πο. Χε|ταιτ αλορσ υν φευνε ηομμε ενγαγ| ϒ λεξετρ|με–δροιτε: ιλ μιλιταιτ αυξ Χροιξ–δε–Φευ. Ιλ σε|παδα δουν χαμπ δε πρισοννιερσ αλλεμανδσ εν δ|χεμβρε 1941, μαισ χε φυτ πουρ σε μετρε αυ σερπιχε δε λα Ρ|πολυτιον νατιοναλε: ιλ δεπιντ χηεφ δε λα σεχτιον δε λα πρεσσε αυ χομμισσαριατ αυξ Πρισοννιερσ δε Γυερρε, ποστε θυειλ οχχυπα δυ δ|βυτ 1942 αυ δ|βυτ 1943. Χεττε ανν|ε–λϒ, ιλ ρε|υτ λα φρανχισθυε, λα πλυσ ηαυτε δ|χορατιον δυ ρ|γυμε; μαισ ϒ χεττε दाτε ιλ απαιτ δ|φϒ χομμενχ| ϒ σε ραππροχηερ δε λα Ρ|σιστανχε □ ιλ ανιμαιτ υν ρ|σεαυ θυι ρεχρυταιτ παρμι λεσ πρισοννιερσ δε γυερρε. Χ λα φιν δε λεανν|ε 1943, ιλ θυιττα λα μ|τροπολε πουρ Λονδρεσ, ο| ιλ σεεντενδιτ φορτ μαλ απεχ δε Γαυλλε.

<sup>2</sup> Νοτονοσ θυανδ μ|με θυε Φλανδιν ραλλια λεΑφριθυε δυ συδ ετ Πυχηευ λεΕσπαγγε εν νοπεμβρε 1942. Μαισ Πυχηευ φυτ αρρ|τ| ϒ σον αρριω|ε εν Αφριθυε δυ νορδ, ο| λεσ γαυλλιστεσ απαιεντ πρισ λε δεσσυσ εντρε–τεμσ.

<sup>3</sup> Χε|ταιτ λε ε|λοδρομε δεΗιωερ, λευν δεσ γρανδσ σταδεσ χουπερτσ δε Παρισ; ουτρε δεσ χομπ|τιτιονσ ω|λοχιπ|διθυεσ (δοντ λεσ χ|λ|βρεσ Σιξ–θυορσ) ετ αυτρεσ, ιλ σεψ τεναιτ δεσ μεετινγσ πολιτιθυεσ. Ιλ φυτ δ|μολι δανσ λεσ ανν|εσ 1960.

Hitler déclara en décembre: « la souveraineté française sera maintenue, mais dans la seule mesure où elle servira nos intérêts; elle sera supprimée dès l'instant où elle ne pourra être conciliée avec les nécessités militaires ». Plus d'espoir possible d'une intégration à l'Europe allemande: la France n'était plus qu'un vassal.

Pétain et Laval ne voulurent pas le comprendre. Le Maréchal ordonna à Darlan, qui se trouvait par hasard à Alger, de repousser l'attaque; la France rompit les relations diplomatiques avec les États-Unis, et autorisa les Allemands à occuper les aérodromes et les ports de Tunisie. Le 11, le chef de l'État protesta, mais n'envisagea pas un seul instant de s'enfuir et interdit à l'armée de se battre; seuls démissionnèrent deux ministres et un haut fonctionnaire, Maurice Couve de Murville. Après la reddition et le ralliement à la France libre de Darlan et du général Giraud, le 15 novembre 1942<sup>1</sup>, le gouvernement les déchu de la nationalité française. **Laval multiplia les déclarations pro-allemandes**, comme celle-ci qui date de décembre 1942: « le combat que mène l'Allemagne contre la Russie est une guerre de religion, une croisade; la victoire de l'Allemagne empêchera notre civilisation de sombrer dans le communisme. La victoire des Américains serait le triomphe des Juifs et du communisme. Quant à moi, j'ai choisi »; Pétain n'était pas en reste, comme le montrait cette formule de décembre 1943: « l'Allemagne contribue à la défense de la civilisation occidentale ». C'était que **Vichy vivait dans la hantise d'une révolution** téléguidée par l'U.R.S.S., dont le développement de la Résistance semblait constituer le prélude. Dans le tournant de la guerre en 1943, le régime ne vit pas les prémisses d'une délivrance, mais l'annonce d'une catastrophe sociale — et, pour les anglophobes, d'une nouvelle servitude.

**Cette plongée dans l'extrémisme pro-allemand amena logiquement le régime à se fasciser**, d'ailleurs contre la volonté du Maréchal. En 1943, à deux reprises Pétain tenta de se débarrasser de Laval, pas assez traditionnaliste et trop indépendant, et de récupérer le poste de président du Conseil; mais il échoua, car Hitler fit savoir qu'il n'en était pas question. Plusieurs éléments de la mouvance fasciste et collaborationniste de Paris intégrèrent l'équipe de Vichy en décembre 1943: Darnand, qui devint chef de la police; Philippe Henriot, qui devint secrétaire d'État à l'Information; puis, en mars 1944, les Allemands imposèrent Marcel Déat (Pétain "fit la grève" de ses fonctions durant quelques jours, puis se résigna). À la même époque, il apparut à Vichy un "délégué militaire" allemand. Bien entendu, l'Allemagne ne fit pas la moindre concession: en difficulté croissante, elle redoublait au contraire d'exigences et de brutalité.

Le *Reich*, qui avait grand besoin de travailleurs pour ses usines, exigeait de la France des contingents de plus en plus importants, que la Relève n'était plus en mesure de fournir. Or il n'y avait plus d'armée, donc les Chantiers de Jeunesse, substitut de service militaire, n'avaient plus de raison d'être... En février 1943, Vichy accepta l'envoi en Allemagne des classes 1920, 1921 et 1922, au titre du Service du Travail obligatoire (**S.T.O.**). Le S.T.O. concerna au total entre six cent mille et sept cent mille jeunes gens: seule la Pologne fournit davantage de travailleurs à Hitler. Cette mesure d'une extrême maladresse et d'une extrême impopularité confirma le divorce entre l'opinion et le régime: ce fut un élément décisif de la montée en puissance de la Résistance intérieure.

Pour limiter l'hémorragie d'hommes, en septembre 1943 Vichy passa avec les Allemands un accord au terme duquel certaines entreprises françaises travailleraient pour le

---

<sup>1</sup> Παλλιεμεντ φορχ[ πουρ Δαρλαν, θυι δεαιλλεурс пр[тендит агир απεχ λεVαχχορδ ιντιμεV δευν Μαρ[χηαλ Vεμπ[χη]V δε φαιρε σαποιρ σεσ π[ριταβλεσ σεντιμεντο. Ιλ φυτ νομυ Vηαυτ χομμισσαιρεV δε λεVτατ φραν]αισ ετ μαιντιντ λενσεμβλε δε λα λ[γισλατιον δε ζιχηψ, μεσυρεσ αντισ[μιτεσ χομπρισεσ. Μαισ ιλ φυτ ασσασσιν] φιν δ[χεμβρε; Γιραυδ λυι συχχ]δα.

*Reich*, en échange de quoi leur main-d'œuvre serait protégée contre toute déportation (l'organisme chargé d'organiser cet aspect de la collaboration s'appelait l'**organisation Todt**). Des chefs d'entreprise concernés, bien peu protestèrent (combien le pouvaient?), beaucoup firent preuve d'empressement pour s'inscrire: les marchés ne couraient pas les rues. **L'exploitation de l'économie française par l'Allemagne** se fit de plus en plus systématique. Limitée à certains secteurs au début du conflit (le fer, la bauxite, l'automobile et l'aéronautique), elle toucha les secteurs les plus variés à partir de 1943: notamment l'agriculture, les armes et le matériel de guerre; la France dut livrer également une part importante de son parc de véhicules. Ce fut la "collaboration presse-citron". Au printemps 1944, quatre mille usines, employant un million de salariés, travaillaient pour l'Allemagne, lui livrant 80% de leur production. 57% du trafic marchandises de la S.N.C.F. se faisait au bénéfice du *Reich*...

La collaboration se fit également plus étroite dans le domaine de la **répression**: Vichy fournissait massivement des otages à l'occupant en représailles d'actes de Résistance, et n'eut aucun scrupule à livrer les accusés de Riom. La censure allemande s'exerçait directement sur la presse sur tout le territoire. Dès 1941, un Service d'Ordre légionnaire (S.O.L.), issu de la Légion française des Combattants, avait pris en charge la lutte contre "l'ennemi intérieur", c'est-à-dire la Résistance; en janvier 1943, il devint la "**Milice** française", une organisation composée de volontaires, appelée "à soutenir l'État nouveau mais aussi à concourir au maintien de l'ordre"; le secrétaire général, Darnand, encore très hostile aux "Boches" en 1940, reçut à l'été le grade de commandant de la S.S. La Milice rassembla au total quarante-cinq mille personnes; elle lutta contre la Résistance aux côtés de la police, dirigée par René Bousquet jusqu'en décembre 1943, puis par Darnand lui-même, et surtout des nazis (depuis mars 1942, la lutte contre les ennemis du *Reich* en France avait été confiée aux S.S.), notamment aux Glières et dans le Vercors — quelques Français s'engagèrent carrément dans la S.S. Au printemps 1944, la France se "polonisa" complètement: des régions entières tombèrent sous la coupe de divisions de la *Wehrmacht* ou de la S.S., chargées d'en finir à tout prix avec la Résistance: elles commirent les premières grandes atrocités de la guerre sur le territoire français, dès avant le débarquement de Normandie.

La situation des **juifs** s'aggrava rapidement et continûment après la rafle du Vel'd'Hiv' et l'occupation de la zone libre, sauf provisoirement dans la zone au sud-est du Rhône où les Italiens traînèrent les pieds; mais l'effondrement du fascisme en septembre 1943 permit à l'armée allemande d'occuper ces territoires et d'y étendre la chasse aux juifs. De plus en plus, les autorités françaises avaient tendance à aller au-devant des demandes des nazis concernant les juifs étrangers: ce fut ainsi qu'en juillet 1942, comme les occupants projetaient de déporter quarante mille Juifs âgés de seize à quarante-cinq ans, Laval leur proposa d'adjoindre aux adultes déportés de la zone libre les enfants de moins de seize ans (il ajouta que la question des enfants abandonnés en zone occupée « ne [l']intéress[ait] pas »).

Mais ces "bonnes" dispositions s'arrêtaient lorsqu'il s'agissait de juifs français: jusqu'au bout, Vichy essaya de protéger du massacre les "nationaux" (c'est-à-dire les juifs français de naissance) et aussi les anciens combattants (recrutés en gros parmi les précédents), même s'il les discriminait comme les autres. Ainsi, en juillet 1942, Laval accepta de livrer dix mille juifs étrangers de la zone libre (et les enfants en prime, nous venons de le voir) à condition que les juifs français de la zone occupée ne fussent déportés que si le quota total de quarante mille déportés pour l'année, demandé par les Allemands, n'était pas atteint. En juin 1943, Vichy élabora un décret retirant la nationalité française à tous les juifs naturalisés depuis 1927; mais il y renonça à cause du trop d'empressement des nazis à arrêter séance tenante les nouveaux apatrides — Vichy faisait donc même un *distingo* entre juifs mal assimilés et juifs pas assimilés du tout. À partir de la fin 1943, la police française répugna de

plus en plus à prendre part aux arrestations, ce qui fit que les forces allemandes durent compter sur leurs propres ressources; elles se comportaient de manière de plus en plus arbitraire, multipliant les rafles aveugles comme celle opérée dans l'orphelinat d'**Izieu**, près de Lyon, en avril 1944 (cinq femmes et quarante et un enfants furent raflés et moururent à Auschwitz).

**Aussi antisémite qu'ait été le régime de Vichy, la volonté d'extermination, le projet de génocide lui furent toujours étrangers.** En revanche, en échange d'une protection pour les juifs français, les autorités françaises n'eurent aucun scrupule à livrer les juifs étrangers, et ce en sachant très bien, dans l'ensemble, ce qui allait leur arriver: au total, **un calcul cynique, sordide et sans issue**, une aide à peu près ininterrompue prêtée aux nazis<sup>1</sup>.

Au total, d'après les calculs de Raoul Hilberg (les chiffres de Serge Klarsfeld sont légèrement différents), **soixante-quinze mille juifs furent déportés**; les deux tiers avaient été arrêtés en zone occupée. Parmi eux, dix mille enfants et adolescents; vingt-trois mille Français (y compris par naturalisation) et quarante-sept mille étrangers. Il y eut au total **soixante-seize convois**, dont quarante-trois partirent en 1942, dix-sept en 1943 et quatorze en 1944 (les trois derniers partirent après le débarquement du 6 juin 1944), presque tous au départ de Drancy, presque tous (soixante-neuf mille) à destination d'Auschwitz où trente-neuf mille déportés raciaux français furent gazés dès leur arrivée. Il y eut environ **deux mille huit cents rescapés**. Un millier de juifs furent également exécutés comme otages; et trois mille moururent de mauvais traitements dans les camps en France. Le tiers de la communauté juive de France y laissa la vie; surtout les juifs d'origine étrangère, tandis que 90% de ceux de nationalité française survécurent. La proportion de juifs exterminés fut plus faible que dans les pays d'Europe centrale (en Pologne, 90% de la communauté juive fut éliminée) et du Benelux (50%), mais plus forte qu'en Italie (20%) et surtout qu'au Danemark (15%). On se rappellera quand même pour finir, avec F. Bédarida, que « le fait que deux cent cinquante mille juifs sur trois cent trente mille aient pu être sauvés ne saurait s'expliquer sans le sursaut que le caractère brutal et inique de la persécution a provoqué dans la population française, à travers une multitude de canaux, individuels ou collectifs, spontanés ou organisés, ce qui a permis de faire échouer dans une assez large mesure en France la "solution finale" ordonnée et mise en œuvre par les dirigeants nazis »<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Θε πους λιπρε λε φυγεμεντ δε Ραουλ Ηιλβεργ, ρ[διγ] συρ λε τον γλαχιαλ θυι λυι εστ ηαβιτυελ: ↔ δε 1940 ◊ 1944, λε ραππορτ ιν|γαλ εντρε παινθυευρ ετ παινχυ σε τραδυισιτ παρ υν φλοτ χοντινυ δαεξιγενχες δε λα παρτ δεσ Αλλεμανδς αυθυελ ον αυραιτ διφφιχιλεμεντ πυ σοοπποσερ. Δανς σεσ ρ|αχτιονς αυξ πρεσσιονς αλλεμανδεσ, λε γουπερνεμεντ δε ζιχηψ τεντα δε μαιντενιρ λε προχεσσυς δε δεστρυχτιον ◊ λαιντ|ριευρ δε χερταινεσ λιμιτεσ. Χελλεσ-χι ευρεντ εσσεντιελλεμεντ πουρ οβφετ δε ρεταρδερ λε|πολυτιον δυ προχεσσυς δανς σον ενσεμβλε. Λεσ αυτοριτ|σ φραν|αισεσ χηερχη|ρεντ ◊ |πιτερ τουτε αχτιον ραδιχαλε. Ελλεσ ρεχυλ|ρεντ δεπαντ λεαδοπτιον δε μεσυρεσ σανς πρ|χ|δεντ δανς λε|Ηιστοιρε. Θυανδ λα πρεσσιον αλλεμανδε σαιντενσιφια εν 1942, λε γουπερνεμεντ δε ζιχηψ σε ρετρανχηα δερρι|ρε υνε σεχονδε λιγνε δε δ|φενσε. Λεσ φυιφσ |τρανγερσ ετ λεσ ιμμιγραντσ φυρεντ αβανδονν|σ ◊ λευρ σορτ, ετ λεον σεεφφορ|α δε προτ|γερ λεσ θυιφσ νατιοναυξ. Δανς υνε χερταινε μεσυρε, χεττε στρατ|γιε ρ|υσσιτ. Εν ρενον|αντ ◊ προτ|γερ υνε φραχτιον, ον σαυπα υνε γρανδε παρτιε δε λα τοταλιτ|.

Σι λε ρ|γιμε δε ζιχηψ πυτ μαρχηανδερ λε σορτ δεσ θυιφσ απεχ λε παινθυευρ, χε φυτ εν περτυ δουνε ρ|αλιτ| τρ|σ σιμπλε: λεσ Αλλεμανδς απαιεντ βεσσιον δε λεαιδε δεσ Φραν|αισ. Δανς αυχυν δεσ τερριτοιρεσ [θυειλοσ οχχυπαιεντ] λεσ Αλλεμανδς νε δ|πενδαιεντ αυταντ δε λεαδμινιστρατιον λοχαλε θυεεν Φρανχε. Χε φυτ ◊ λα βυρεαυχαρτιε φραν|αισε θυεινχομβα λα λουρδε ρεσπονσαβιλιτ| δααχχομπλιρ υνε γανδε παρτιε δε λε|υ|υπρε δε δεστρυχτιον, ετ λα λιστε δεσ Φραν|αισ θυι οχχυπ|ρεντ δεσ ποστεσ χλ|σ δανς λεαππαρειλ δε δεστρυχτιον εστ δουνε λονγυευρ ιμπρεσσιονναντε ≈. Συρ Ηιλβεργ, ποψεζ λε χουρσ συρ λε|Αλλεμαγνε, αυ χηαπιτρε 3.

<sup>2</sup> Φ. Β[εδ]αριδα: *Λε ναξισμε ετ λε γ|νοχιδε*, δατε δε πυβλιχατιον ινχοννυε.

Bien entendu, Pétain était toujours persuadé d'agir pour le bien du pays, d'être le "bouclier" et le garant de l'ordre. Au printemps et à l'été 1944, Vichy tenta d'organiser une transition sans heurts avec le nouveau régime; le 20 août, Pétain se laissa enlever par les Allemands à destination de Sigmaringen<sup>1</sup> (pour cette période, voyez *D'un château l'autre*, de Céline, qui y était aussi). Relâché à la frontière suisse, il se présenta volontairement à la frontière française le 24 avril 1945: il espérait encore défiler avec de Gaulle sur les Champs-Élysées le jour de la victoire...

Que pensèrent les Français de tout cela? À l'évidence, que Vichy avait échoué sur toute la ligne et trahi, et que le joug allemand était de plus en plus insupportable; mais quant à souhaiter la chute du régime, jusqu'au tout dernier moment seule une petite partie de la population franchit ce pas. Outre que pour les plus conservateurs la Résistance menaçait gravement l'ordre social, la perspective d'une reprise des combats sur le territoire national n'avait rien pour réjouir l'opinion — sans parler de celle d'une occupation soviétique. On pouvait craindre pour la France un sort semblable à celui qui revint à la Pologne; personne ne pouvait prévoir que la Libération serait aussi rapide et finalement aussi peu sanglante. Le régime joua lourdement sur la crainte et la terreur qu'inspirèrent les bombardements alliés, lesquels commencèrent en mars 1942 (avec un raid sur les usines Renault à Billancourt — voyez *Féerie pour une autre fois* de Céline): on connaît la fameuse affiche placardée après les bombardements britanniques sur Rouen en septembre 1943, avec Jeanne d'Arc au bûcher de la ville en flammes et ce slogan: "les assassins reviennent toujours sur les lieux de leurs crimes". Tout ceci explique pourquoi l'immense majorité de la population se réfugia dans l'attentisme.

#### **IV-La France et les Français sous l'occupation.**

##### **A) Quelques notes sur la vie quotidienne et la société.**

« J'aime le tap-tap des semelles en bois  
Ça m'rend gai, ça m'rend tout je-ne sais-quoi  
Lorsque j'entends ce rythme si bon  
Dans mon cœur vient comme une chanson...  
Tap-tap-tap, disent le matin les petits souliers de sapin,  
Tap-tap-tap, faut s'éveiller se lever, travailler  
En marchant les midinettes semblent faire des claquettes  
Et tout le jour on entend ce bruit si éloquent...  
Quel charmant vacarme font ces milliers de petits souliers;  
Les femmes ont du charme à présent jusqu'au bout des doigts de pied... »  
(Maurice Chevalier, 1943)

Je passe rapidement sur ces aspects: ils sont assez faciles à traiter; il existe une bibliographie et une filmographie niagaresques, à laquelle même mes polycopiés ne peuvent faire concurrence (voyez par exemple *Au bon beurre*, de Jean Dutourd, sur le marché noir; *Le chemin des écoliers* de Marcel Aymé, sorti en 1946, et certaines nouvelles du même auteur comme *En attendant*, du recueil *Le passe-*

---

<sup>1</sup> Δανσ χεττε βουργαδε μ[δι]παλε δε λα Φορ|τ νοιρε, λες Αλλεμανδσ χονχεντρ|ρεντ αυσσι λα φινε φλευρ δυ χολλαβορατιοννισμε: Βρινον, Βιχηελοννε, Δαρνανδ, Βυχαρδ, ετχ..., πουρ λες τενιρ ρ λε|ιλ ετ μαιντενιρ λειλλυσιον θυε λε ρ|γιμε χολλαβορατιονιστε νεαπαιτ πασ δισπαρυ σανσ λαισσερ δε τραχεσ.

*muraille*, paru dès 1943; adapté d'une de ces nouvelles, le film *La traversée de Paris*, de Claude Autant-Lara, sorti en 1956, avec Bourvil et Gabin; *La vie quotidienne des Français sous l'occupation*, de Henri Amouroux, paru en 1971, etc., etc., etc.).

Ce fut une époque très dure. Les **pénuries** touchaient de nombreux produits de première nécessité, savon, charbon, chaussures notamment. Après la perte des mines du Nord et de Lorraine les quantités de charbon disponibles pour le chauffage domestique équivalaient à tout juste 35% des disponibilités d'avant-guerre (l'hiver 1940-1941 fut particulièrement éprouvant); celles d'essence, les liens ayant été coupés avec l'outre-mer, à 10% seulement (pour pallier la pénurie, le génie gaulois inventa le "gazogène", qui permettait aux moteurs à explosion de fonctionner au bois<sup>1</sup>; dans les grandes villes, il apparut des vélos-taxis). En ville, ce fut surtout la pénurie de nourriture qui marqua les esprits: entre septembre 1940 et l'automne 1941, presque tous les produits alimentaires tombèrent successivement sous le coup du **rationnement**; en 1943, les cartes d'alimentation ordinaires assuraient à peine mille deux cents calories par jour<sup>2</sup>. On dut se contenter de toute une série de succédanés, parmi lesquels la saccharine, le topinambour et le rutabaga ont laissé des souvenirs durables (et quelque peu injustes dans le cas des deux légumes susnommés, qui sont délicieux avec un assaisonnement: c'était le "régime rutabaga-vichy" qui était insupportable)<sup>3</sup>. Dans l'ensemble, ceux qui avaient conservé des liens avec la campagne s'en tirèrent mieux que les autres, ainsi que les commerçants; de tous, ce furent les ouvriers et employés des grandes villes qui souffrirent le plus. Le dirigisme d'État avantagea ceux qui avaient quelque chose à vendre (les paysans, les commerçants, les industriels), au détriment des salariés, car les prix, quoique bloqués en principe, augmentèrent plus vite que les salaires, et beaucoup de produits n'étaient accessibles qu'au marché noir.

C'était qu'outre les livraisons obligatoires au *Reich* au titre des indemnités d'occupation, les Allemands raflaient certains produits par l'intermédiaire d'officines commerciales officielles (connues sous le nom collectif de "bureau Otto"). Le plus souvent, elles les payaient cher, et en marks surévalués; cela contribuait à faire disparaître les produits du marché. Le blocus allié n'arrangeait rien. Tout cela favorisait le **marché noir**, où le beurre, par exemple, se vendait six à huit fois le prix officiel. Tout une tourbe d'accapareurs et de mercantis fit fortune; boutiquiers et paysans (surtout ceux qui habitaient près des villes) s'attirèrent la vindicte durable de leurs compatriotes.

---

<sup>1</sup> ↔ Χεῖται υνε σορτε δε γροσ χψλινδρε, χολλῖ χοντρε λα πορτιῖρε (...) ετ θυε λεον βουρραι δε μορχεαυξ πλυσ ου μοινσ ῖγαυξ δε χηαρβον δε βοισ θυε λεον φαισαιτ χηαυφφερ, ῖ λεαβρι δε λεαιρ, πουρ εν εξτραιρε λεεσπριτ ῖ χομμε ον διτ: ῖλεεσπριτ δε σελῖ ου ῖλεεσπριτ δε πιῖνῖ πουρ σον αλχοοῖ ῖ φε πευξ διρε: υν γαζ θυι, μῖλῖ ῖ υνε παρτιε δεαιρ, χονστιτυαιτ υν μῖλανγε δῖτοναντ μοβιλισαντ λεσ πιστονος δευν μοτευρ, ῖ λεινσταρ δε λεεσσεῖγε θυι εστ λεεσπριτ δυ πῖτρολε. (...) Χευξ θυι οντ πῖχυ χεσ τεμπσ ηῖροῖθυεσ (...) σαπεντ βιεν δανσ θυελλε γαῖλρε σεεγγαγεαιτ χελυι θυι, πουρ πουποιρ πιῖπρε, απαιτ χολλῖ ῖ σον χαμιον χετ ενγιν διαβολιθυε. ῖλ φαλλαιτ σε λεπερ τρῖσ τῖτ πουρ αλλυμερ λε φευ θυι χηαυφφεραιτ λε χηαρβον. ῖλ φαλλαιτ αυ μοινσ υνε ηευρε ετ δεμει πουρ προδυιρε ασσεζ δε γαζ πουρ τεντερ δε φαιρε τουρνερ λε μοτευρ. θε δισ βιεν: τεντερ. Χαρ, σελον λε τεμπσ, πλυσ ου μοινσ φραισ, χε νεῖταιτ πασ τελλεμεντ σῖρ. Ετ φεεν αι χοννυ θυι, πλυσ δευνε φοισ, σε σοντ δεμανδῖσ σεῖλσ νεαλλαιεντ πασ δεπενιρ φουσ ου αττραπερ υνε εντορσε δυ ποιγνετ ῖ φορχε δε τουρνερ λα μανιπελλε ≈ (Μαξ Ρουθυεττε).

<sup>2</sup> ῖλ ψ εν απαιτ διφῖφῖρεντεσ σορτεσ, διστινγυῖεσ παρ υνε λεττρε: ῖΤῖ πουρ λεσ τραπαιλλεουρσ δε φορχε, ῖΜῖ πουρ λεσ αδυλτεσ; ῖθῖ πουρ λεσ φευνεσ, συῖπι δευν χηιφῖρε ινδιθυαντ λα τρανχηε δε@γε ῖ δυραντ θυελθυεσ αννῖεσ απρῖσ-γυερρε, λεεξῖπερσσιον ῖλεσ θ3ῖ δῖσιγνα λεσ αδολεσχεντσ.

<sup>3</sup> θε σουηαιτε ιχι ρενδρε ηομμαγε αυξ πυρῖεσ μυλτιχολορεσ δε μα φευε ταντε Μαδελινε, θυι απαιτ απρισ ῖ χεττε ῖποθυε, δανσ υν χουρσ δεαρτσ μῖναγερσ, ῖ παριερ λα χουλευρ ῖ δῖφαιτ δυ γοῖτ.

Il faudrait aussi évoquer le **black-out** (je vous épargne à regret une chanson de Chevalier qui commence ainsi: « Paris sera toujours Paris/Si l'on réduit son éclairage... »), les restrictions à la circulation des personnes et du courrier (dans les premières années, entre le nord et le sud du pays ne circulaient que des "cartes interzones" avec des mentions à biffer du genre "je vais bien/je vais mal"); mais aussi les "Ozvaïs", les contrôles, les rafles, la chasse aux réfractaires du S.T.O., résistants ou non (l'un de mes oncles passa deux ans caché dans un couvent sous un déguisement de jardinier); les **bombardements** dans les ports ou près des gares (ils firent peut-être soixante mille victimes au total; pour ceux auxquels j'ai fait allusion plus haut, celui de Billancourt en mars 1942 fit six cent vingt-trois morts; celui de Nantes en septembre 1943 fit mille cent cinquante morts), la course aux caves et aux stations de métro dès que retentissait l'alarme.

Dans l'ensemble, l'**économie** sortit exsangue de la guerre, autant à cause des ponctions allemandes que de la désorganisation des circuits d'échanges. La production agricole se maintint, mais la production industrielle diminua notablement; la hausse des prix fut importante, bien que camouflée en partie par le blocage officiel des prix et des salaires, qui provoqua des pénuries et du marché noir. Comme les recettes fiscales couvraient moins du tiers des dépenses, le gouvernement finançait ses dépenses par l'emprunt: la dette publique quadrupla.

En revanche, de manière inattendue, la **natalité** commença à remonter en pleine guerre: elle passa de 13,1‰ en 1941 à 15,7‰ en 1943; dès 1944, le renouvellement des générations était assuré. Il n'est pas impossible que ce phénomène se fût amorcé dès la fin des années 1930; il aurait alors été contemporain des premières mesures natalistes, mais en tout état de cause il n'en pouvait pas être la conséquence — de telles mesures n'ont d'effets qu'à long terme, quand elles en ont. En revanche, la coïncidence temporelle n'est peut-être pas dépourvue de signification: la population et les gouvernements de tous bords conclurent à peu près en même temps qu'il y avait "quelque chose à faire" si l'on voulait contrecarrer le déclin du pays — et ce alors même qu'en toute logique les perspectives d'avenir, toujours plus calamiteuses jusqu'en 1943, auraient dû amener un effondrement de la fécondité.

Une mention spéciale doit être réservée à l'**Alsace-Lorraine**, qui fut méthodiquement germanisée: tandis que des colons allemands venaient s'installer sur les terres laissées libres par les expulsés de 1940, à partir d'août 1942 les jeunes gens des trois départements annexés furent mobilisés dans la *Wehrmacht*: il y eut au total cent soixante mille de ces "**malgré-nous**", dont quarante-sept mille furent tués au combat et d'autres, fait prisonniers en U.R.S.S., mirent des années, voire dans quelques cas des décennies à rentrer en France. Ces années terribles dégoûtèrent définitivement les Alsaciens et les Lorrains de la germanité, liquidèrent les rêves de rattachement à l'Allemagne ou d'autonomie, et préparèrent la francisation accélérée de ces régions après 1945<sup>1</sup>. Il y eut aussi une minorité de volontaires: la S.S. recruta

---

<sup>1</sup> Εν ρ[αλιτ], λε προχεσσυσ απαιτ δ[φ] ρ[ο]μομενχ[ρ] δανσ λεσ ανν[ε]σ 1930, ρ[ο] λααρριπ[ε] αυ πουποιρ δεσ ναζισ. Υν προχεσσυσ σεμβλαβλε ευτ λιευ εν Συισσε ετ αυ Λυξεμβουργ, απεχ, δυ ποιנט δε πνε δε λαιδεντιτ[ρ] χυλτυρελλε ετ νατιοναλε, δεσ ρ[ο]συλτατσ παρι[σ], μαισ μοισ ραδιχαυξ θυεν Αλσαχε ετ εν Λορραινε: εν Συισσε αλ[μ]μανιθυε ετ αυ Λυξεμβουργ λα χυλτυρε διαλεχταλε σεεστ δ[ρ]πελοπ[ε] απεχ λε στατυτ δευν [λ]μ[ε]ντ εσσεντιελ δε λαιδεντιτ[ρ] νατιοναλε, σανσ παρπενιρ ρ[ο] χηασσερ λααλλεμανδ λιτ[ρ]ραιε δυ μονδε δε λ[ε]χ[ρι]τ; αυ Λυξεμβουργ, τουτ λε μονδε παρλε εν διαλεχτε, λε φραν[α]ισ ρ[ο]γνε δανσ λααδμινιστρατιον ετ λααλλεμανδ ν[ε]εστ πλυσ γυ[ρ]ε θυε λα λανγνε δε λα πρεσσε.

Εν απτενδαντ, δυραντ λα γυερρε, λαεξτρ[ο]μ[ε]-δ[ρ]οιτε λοχαλε προ-ναζιε, θυι δανσ λεσ ανν[ε]σ 1930 απαιτ ρ[ο] πευ πρ[ο]σ πηαγοχιτ[ρ] λα χαυσε ρ[ο]γιοναλιστε, φυτ τουτε-πυισσαντε. θυεν προφιτε πουρ ραππελερ θυε λαοχχυπαντ ενχουραγεα αυσσι διπερσεσ μουπανχεσ αυτονομιστεσ ου χαρρ[ο]μ[ε]ντ σ[π]αρατιστεσ, νοταμμεντ εν Βουργογνε (παρδον, εν √Λοτηαρινγιε∠), εν Φλανδρεσ, εν Χορσε ετ συρτουτ εν Βρεταγνε, ου υν χερταιν √χελτισμε∠

deux mille six cent personnes en Alsace-Lorraine, parmi lesquels figuraient plusieurs des auteurs du massacre d'Oradour-sur-Glane.

Mention spéciale aussi pour les **prisonniers de guerre**: ils étaient un million huit cent mille en 1940, emprisonnés dans des *Stalag* (pour les hommes de troupe) et des *Oflag* (pour les officiers); on les employa surtout à des travaux agricoles. Le régime de Vichy fut autorisé à faire de la propagande parmi eux, sous la direction de Scapini, un aveugle de guerre. Ils étaient encore neuf cent quarante mille en 1944, après plusieurs vagues de libérations au gré de la collaboration entre les deux gouvernements — à leur sujet, voyez *La peau et les os* de Georges Hyvernaud. Le sort des travailleurs du **S.T.O.** en Allemagne ressemblait beaucoup à celui des prisonniers de guerre.

Deux mots sur l'attitude de l'**Église** catholique: si elle appuya en gros le changement de régime en 1940 et se félicita de la Révolution nationale, les choses n'allèrent pas sans heurts: il y eut des conflits (toujours feutrés) entre Vichy et les évêques, qui réclamaient notamment plus de liberté pour les mouvements de jeunesse catholique. Une bonne partie de l'Église retira son appui explicite au régime lorsqu'il se rapprocha du nazisme; l'antisémitisme, en particulier, souleva des protestations dès qu'il dépassa les bornes du vieil antijudaïsme catholique pour prendre une coloration raciale et menacer des vies: ainsi, dans l'été 1942, l'archevêque de Toulouse protesta en chaire contre la déportation des juifs; dans le diocèse de Lyon plusieurs prêtres furent arrêtés pour avoir lu des lettres de protestation en public et recueilli des enfants juifs. Ces protestations furent vite étouffées; aucun signe clair ne vint de Rome avant la fin du conflit, l'Église demeura dans un attentisme peut-être inévitable mais dont elle paya le prix fort à la Libération en termes d'impopularité; et la proportion de résistants ne fut pas plus importante parmi les catholiques que dans l'ensemble de la population — celle des collaborateurs fut plutôt inférieure. En revanche, les **protestants** du massif central, qui avaient une longue tradition d'opposition aux dictatures (depuis 1851...), jouèrent un rôle important, proportionnellement à leur nombre, dans l'accueil d'enfants juifs et le soutien aux maquis.

## **B) La culture sous le régime de Vichy<sup>1</sup>**

À l'évidence, il y a eu une vie culturelle et une vie des médias en France entre 1940 et 1944, il y a eu une culture *sous* Vichy; **peut-on dire** pour autant **qu'il y a eu une culture de Vichy**? Certes, au début notamment, à la grande époque de la Révolution nationale, le régime a désigné un certain nombre d'intellectuels comme "les siens": ainsi Barrès; Péguy, à qui cette

---

απαιτ χομπλ\τεμεντ δ\γ\ν\ρ\, χομμε εν τ\μοιγνε χεττε προφεςσιον δε φοι δουν χερταιν Μορδρελ, παρυε εν 1942: ↔ λες πρεμιερσ εν Βρεταγνε ◊ νουσ αφφιρμερ ραχιστεσ, αντιδ\μοχρατεσ, σανσ παρτι πρισ εν φαχε δυ νατιοναλ-σοχιαλισμε; λες πρεμιερσ ◊ ρεφετερ χονφοιντεμεντ λε χαπιταλισμε ετ λε μαρξιτισμε, νουσ απονσ χηερχη\ δε τουτεσ νος φορχεσ ◊ αρραχηερ λειδ\ε βρετοννε ◊ λ\τρειντε δουν χονσερπατισμε ◊ χουρτε πυε, πουρ λα πουσσερ συρ λα ποιε δουν σοχιαλισμε ποπυλαιρε ετ η\ραρχηισ\, τυισαντ σα σ\πε δανσ λε πασσ\ ετ δανσ λ\@με δε νοτρε ραχε χελτιθνε ≈. Δανσ υν αυτρε νυμ\ρο δε σα ρεπυε, υν πευ πλυσ ταρδ, ιλ \χριτωαιτ: ↔ λα π\ριτ\ πουρ λα Φρανχε σεραιτ δε ρεφαιρε εν σεנס ινπερσε λε χηεμιν θυελλε α παρχουρυ, δε ρενιεμεντ εν ρενιεμεντ, δεπυισ λα Ρεναισσανχε, σι ελλε νεεστ πασ χομπλ\τεμεντ υσ\ε, σειλ χουπε ενχορε εν ελλε υνε \τινχελλε δυ φευ βαρβαρε. Χε φευ βαρβαρε εστ λ\αυτηεντιθνε ριχηεσσε δε λα Βρεταγνε; χεεστ λυι θυι δοννε ◊ χερταινσ ψευξ βρετονσ, χομμε ◊ χερταινσ ψευξ αλλεμανδσ, υν ρεγαρδ θυι πα αυ-δελ\ δεσ χηοσεσ δ\φινισσαβλεσ ≈. Ιλ ψ ευτ μ\με δεσ νατιοναλιστεσ νορδ-αφριχαινσ πουρ ρεφουινδρε χε δουτευξ χονχερτ.

<sup>1</sup> Σουσ-παρτιε \τροιτεμεντ δ\μαρθυ\ε δουν εξποσ\ δε θυλιεν Χαπρον (ηψποκη@γνε ετ κη@γνε, 1996-99); χερταινσ πασσαγεσ ετ λ\εενσεμβλε δεσ προβλ\ματιθνεσ λιτ\ραιρεσ σοντ ρεπρισ λιτ\ραλεμεντ.

affaire coûta sa place au panthéon de la littérature française<sup>1</sup>; ou encore le penseur autodidacte ardéchois Gustave Thibon (1904-2001), catholique traditionaliste organisiste proche de Maurras, que la presse vichyste présenta un moment, sans rire, comme le Pascal du XXe siècle. Mais il s'agissait d'auteurs et d'artistes qui avaient commencé à produire avant 1940; le régime de Vichy n'a pas duré assez longtemps pour marquer l'époque du point de vue de la production culturelle — les œuvres les plus importantes de cette période, comme *L'être et le néant* (1943) et *Huis clos* (1944) de Sartre ou *Le soulier de satin* de Claudel (1943), ne nous sont pas liées au souvenir d'un régime — seulement, pour certaines, à celui d'une période, l'occupation. Même la fièvre des romans ruralistes s'inscrivait dans une tendance ancienne (voyez ceux de Marcel Aymé et ceux de Jean Giono dans les années 1930): ce qui changea en 1940, ce fut essentiellement la place qu'ils occupaient dans les manuels scolaires et le ton des comptes rendus qu'en faisait la presse. En revanche, **il y a eu une véritable culture de la Résistance**: c'est peut-être le legs essentiel de cette époque.

Cela ne veut pas dire que les œuvres d'alors ne se situaient pas par rapport aux débats du temps: ainsi celles de Sartre en portent nettement la trace, même si c'est moins explicite que dans ses œuvres d'après-guerre, pour cause en partie de censure. En effet, moins qu'aucune nation la France de 1940, affaiblie, vaincue, profondément divisée, ne pouvait être résumée dans une vision globale, d'un trait esquissée. Pays de décombres, déchiré entre les manifestations diverses d'une même dichotomie: entre une paix honteuse et une résistance problématique, entre un passé défini par le Roi et un passé défini par la République, entre un Dieu conservateur et un Dieu de révolte, la France a eu la littérature, la radio et le cinéma de ses contradictions. **La défaite fut accueillie par des camps déjà constitués**, germés, qui avaient eu récemment l'occasion de croiser le fer sur trois thèmes majeurs: le Front populaire, la guerre d'Espagne, Munich. Ainsi la presse d'extrême-droite avait fleuri dès avant l'accession au pouvoir de Blum, la littérature pacifiste s'était cristallisée autour du soutien à Daladier et la défense de l'engagement pour la liberté avait déjà pu se faire entendre, de Malraux à Bernanos, en réaction à la guerre civile d'Espagne.

Les **journaux** étaient alors l'espace privilégié d'expression des intellectuels. C'étaient les principales tribunes aux idées politiques. Outre la censure proprement politique, il faut souligner qu'à cause de la défaite, de l'occupation et de la réquisition des biens matériels pour l'effort de guerre allemand, le papier se fit extrêmement rare: au moins dans la zone occupée jusqu'en 1942, c'était la *Kommandantur* qui se chargeait des approvisionnements en papier et en encre. Dans ces conditions la presse était entièrement soumise au pouvoir et largement à l'Allemagne: le **trust Hibbeln**, organisme allemand, rassemblait la majeure partie des publications de l'époque, de la chronique théâtrale au quotidien<sup>2</sup>. Cette presse vichyste était politique, comme dans *L'Époque*, d'information, comme *Les nouveaux Temps* de Jean Luchaire, ou de divertissement, comme *Comœdia*. En fait, il apparut peu d'organes nouveaux. Ce ne fut pas une période de renaissance journalistique, mais plutôt l'heure de gloire de journaux anciens, mais qui tiraient de la nouvelle orientation du régime un surcroît de puissance, comme *Le crapouillot*, *Au pilori* et *L'Action française*. Il faut distinguer au sein de cette presse deux types d'idées à la mode: à la régénération du pays sous les étoiles ternies du maréchal Pétain, s'opposait la perspective d'une nouvelle Europe sous le signe de l'Allemagne nazie, qui trouva sa tribune privilégiée dans le tristement célèbre **Je suis partout**, dirigé par

<sup>1</sup> ζοψεζ δευξ τεξτεσ δαΗψπερναιδ: *Λευρ χηερ Π/γυψ, ινχλυσ δανσ Λα πεαυ ετ λεσ οσ, ετ Λευρ τερρε ετ λευρσ μορτσ, πυβλι[ εν αννεξε δ Λεττρε ανονημε.*

<sup>2</sup> Λαμβασσαδε δαΑλλημαγνε συβπεντιονναιτ αβονδαμμεντ Λα Γερβε, δοντ φε παρλε υν πευ πλυσ βασ, ετ Λα Φρανχε αυ τραπαιλ, υν οργανε χρ[ εν πρινχιπε πουρ λε λεχτορατ δε ΛαΗυμανιτ[, δοντ ιλ σθυατταιτ δααιλλευρσ λεσ λοχαυξ.

Robert Brasillach<sup>1</sup>. Alphonse de Châteaubriant multipliait les dossiers sur l'"esprit nordique" du point de vue "européen" dans *La Gerbe*, feuille de chou fascisto-rurale (née en juillet 1940) dont il était rédacteur en chef<sup>2</sup>. Cette presse se signalait par un ton relativement délirant. On pourrait faire une étude littéraire des textes qui en sont issus d'après une problématique de l'écriture de l'hystérie, ainsi des sept lettres ouvertes que publia *Céline* dans la presse entre 1940 et 1944<sup>3</sup>. Cette hystérie ne s'est malheureusement pas bornée à une hypertrophie de l'hyperbole dans le style, elle s'incarna aussi, pour la première et unique fois dans l'histoire de la presse française, en listes de dénonciations circonstanciées, nominales et en même temps pas toujours bien informées<sup>4</sup>.

La presse d'opposition légale brillait par son absence — ce fut plutôt la disparition de journaux qui manifesta, en silence, l'opposition. Mentionnons par exemple l'interdiction en 1941 de la revue *Esprit* d'Emmanuel Mounier, tribune d'un christianisme progressiste et humaniste qui ne cadrait pas avec l'Église dont Vichy se voulait restauratrice — si l'Église est une et sainte, ses ouailles et la culture française ne l'étaient guère. À Londres Raymond Aron, de 1940 à 1944, publia la revue *La France libre*. Par la force des choses, **la presse de Résistance** eut une ampleur réduite: il s'agissait plus de manifestations d'existence que d'un véritable fait culturel. Les feuilles de chou des réseaux ou l'édition de *L'Humanité* en tract à partir de la rupture du pacte germano-soviétique en 1941<sup>5</sup> ne peuvent se comparer, en diffusion et en influence comme en contenu, à la puissante presse favorable au régime. Il ne faut cependant pas minimiser le courage des journalistes et surtout des imprimeurs résistants. Parmi les journaux de réseaux, citons *Libération* et *Combat*, apparus en 1941. Parmi les revues littéraires, car la résistance tint à être présente sur ce front, citons *Les Lettres françaises*, créées en 1942 par le communiste Paul Langevin, à qui cette initiative coûta la vie, la même année.

La France entra alors dans l'ère des médias modernes: la culture devenait objet de consommation, et cette consommation se mettait à rythmer l'activité quotidienne, présence immédiate capable de modeler les esprits. Je traiterai plus bas les actualités cinématographiques. En ces temps de honte nationale et de précarité quotidienne, **la radio** joua un rôle sans doute bien plus important que jamais depuis. Il y avait quatre millions sept cent mille postes en 1939, cinq millions cent mille en 1944. La période s'ouvrit sur deux déclarations radiophoniques: celle de Pétain faisant don de sa personne à la France; celle de De Gaulle, prêt à « reprendre le tronçon du glaive » comme il l'affirma mystérieusement dans une allocution un peu postérieure. Vichy ne fut pas un régime tout à fait aussi passéiste que ne le prétendait sa propre imagerie béréto-gaulo-ruralo-populo-monarcho-niaiseuse: c'était à une véritable guerre d'information et de désinformation, de propagande, que se livraient les deux

<sup>1</sup> *θε σνισ παρτουτ απαιτ [τ] ιντερδιτ πουρ προποσ δ[φ]αιτιστεσ δε 1939 ◊ 1941.*

<sup>2</sup> *Χη@τεαυβριαντ σ[ε]τ[αι]τ χονπερτι αυ ν[α]ζισμε δ[ι]σ λ[ε]σ ανν[ε]σ 1930; ιλ εστ μορτ εν Αυτριχη σουσ υνε φ[α]υσσε ιδεντιτ[ε] εν 1951.*

<sup>3</sup> *Εν ρεπανχη Χ[λ]ινε πυβλια υν σευλ παμπηλετ δυραντ λα γυερρε: Λεσ βεαυξ δραπσ εν 1941. Δυραντ λα μ[ι]με π[ρ]ιοδε ιλ δοννα υν μαγνιφιθυε δ[ι]βυτ δε ρομαν, λα πρεμι[ε]ρε παρτιε δε Γυιγνολ[ε]σ βανδ, παρνε εν μαρσ 1944, ετ εξεμπτε δε τουτε μεντιον πολιτιθυε.*

<sup>4</sup> *Δε νομβρευξ [χ]ριπαινσ ευρεντ ◊ ρεγρεττερ απρ[ε]σ-γυερρε δε σιμπλεσ χολλαβορατιονσ απεχ λα πρεσσε δε λ[ε]π[ο]θυε, δε θεαν-Παυλ Σαρτρε ◊ Μαρχελ Αψμ[ε]. Αυχυνε χολλαβορατιον χυλτυρελλε ν[ε]α [τ] π[λ]υσ χονδαμν[ε] απρ[ε]σ-γυερρε, πρευπε δε λ[ε]ιμπορτανχε ετ δε λα πολιτισατιον δε χε μ[ε]δυμ.*

<sup>5</sup> *Ν ρεμαρθυερ χεπενδαντ θυε λε ΠΧ.Φ. α τουφουρσ δισποσ[ε] δε π[λ]υσ δε μοψενσ θυε λε ρεστε δε λα Ρ[ε]σιστανχε πουρ διφφουσερ σεσ ιδ[ε]σ. Χεσ μοψενσ συμπ[ρ]ιευρσ ετ χεττε μειλλευρε οργανισατιον πευπεντ εν παρτιε εξπλιθυερ λα συμπ[ρ]ιοριτ[ε] χυλτυρελλε ετ ιδ[ε]ολογιθυε δεσ χομμυνιστεσ απρ[ε]σ-γυερρε. Λευρ εσπριτ φυτ λε π[λ]υσ προλιξεσ ετ λε π[λ]υσ [λ]οθυεντ δε λα Ρ[ε]σιστανχε, χαρ ιλ φυτ αυσσι λε π[λ]υσ ◊ μ[ι]με, ματ[ε]ριελλεμεντ, δε σεεξπριμερ.*

gradés antinomiques, même si un seul des deux était largement écouté. À **Jean Hérold-Paquis**, speaker de Radio-Paris, station dirigée par un dignitaire de l'ambassade allemande, s'opposait explicitement et frontalement le tribun de la B.B.C., **Maurice Schuman**. Mentionnons encore, toujours sur Radio-Paris, **Philippe Henriot**, orateur vichyste talentueux et convaincu qui parlait quotidiennement "aux Français" et fut une des voix les plus représentatives, car les plus écoutés, du régime<sup>1</sup>. Les deux camps avaient leurs artistes de variété, qu'on connaissait essentiellement par la radio: Maurice Chevalier (1888-1972)<sup>2</sup> contre Pierre Dac — tout un "air du temps" que nos oreilles reconnaissent à la seule survivance d'un accent parigot aujourd'hui devenu pièce de musée...<sup>3</sup>. Dans la même veine, les messages aux résistants sur les ondes de Radio-Londres (« le presbytère n'a rien perdu de son charme, ni je jardin de son éclat »<sup>4</sup>) ont marqué l'imaginaire, recourant à la poésie comme à un code (« les sanglots longs des violons de l'automne... »), à tel point que dans *Orphée* de Jean Cocteau (1945) le personnage éponyme croit y entendre des messages d'Apollon.

**L'Université** fut l'un des grands théâtres du chambardement qui suivit la redéfinition complète de l'État en 1940. Service public certes, mais pour servir qui? Qu'ils réagissent à la loi sur le statut des juifs promulguée en 1940 ou qu'ils se défendissent individuellement des chahuts d'étudiants d'extrême-droite, certains professeurs eurent le courage de considérer que leur rôle de pédagogues était inconciliable avec les compromissions du régime qui les payait. Ainsi Pierre-Henri **Teitgen**<sup>5</sup> entra en Résistance en défendant un de ses collègues battu par ses étudiants dans les escaliers de la faculté de droit de Nancy. On vit des professeurs de la même discipline s'opposer sur le sens exact de leur matière, ainsi Henri-Irénée **Marrou** (1904-1977) et Louis Séchan<sup>6</sup> démissionnèrent de leurs chaires de lettres classiques, tandis que certains de leurs collègues exaltaient les ressemblances de la pensée de Barrès sur la grande Sparte avec les avis de Hitler sur la grande Allemagne. Plus d'un élève fut entraîné dans la Résistance par les encouragements de ses professeurs, comme ceux de Paul Langevin. Évoquons ici la mémoire de **Jean Cavailles**, "cacique" général de l'E.N.S., philosophe (1903-1943)<sup>7</sup>; lorsque, juste avant de le fusiller, on lui demanda les raisons de sa folle

<sup>1</sup> Henriot πεναιτ δε λα φρανγε λα πλυσ εξτρ[μιστε δυ χατηολιχισμε μιλιταντ; προχη δε Ταρδιευ, σον [λεχτιον απαιτ [τ] ινωπαλιδ[ε] εν 1936. Ιλ φυτ εξ[χυτ] ρ σον δομιχιλε παρ λα Ρ[σι]στανχε εν φυιν 1944.

<sup>2</sup> Χηεπαλιερ ν[ε]τ[αι]τ πασ ρ προπρεμεντ παρλερ υν αρτιστε οφφιχιελ δυ ρ[γ]ιμε (ενχορε θυε λα Χηανσον δυ μα/ον, χιτ[ε] πλυσ ηαυτ, [ται]τ πρεσθυε υν μανιφεστε δε λα Ρ[πο]λυτιον νατιοναλε). Χομμε ον λε περρα, ιλ συτ ρετουρνερ σα πεστε ρ λα Λιβ[ε]ρατιον. Ον λυι ρεπροχηα συρτουτ δααπωιρ αχχεπτ[ε] δε πρενδρε παρτ ρ δεσ γαλασ εν Αλλημαγνε σουσ λε πρ[ε]τεξε δε σουλαγερ λεσ σουφφρανχεσ δεσ πρισοννιερσ δε γυερρε; Ξδιτη Πιαφ χομμιτ λα μ[ε]με ρερρευρ.

<sup>3</sup> Ιλ ψ απαιτ αυσσι βιεν σ[ε]ρ τουτε υνε προδυτιον χομπλ[ε]τεμεντ α-ιδ[ε]ολογιθυε, χομμε Μον αμαντ δε Σαιντ-θεαν δε Λυχιεννε Δελισλε (1942): χεστ λα παλσε δυ φιλμ Λε δερνιερ μ[ε]τρο δε Τρυφαυτ. Λα χ[ε]λλ[ε]βρε χηανσον Λιλψ Μαρλ[ε]νε, ρ λεοριγινε υν πο[ε]με χομποσ[ε] εν 1916 παρ υν σολδατ αλλημανδ, Ηανσ Λειπ (1894-1983), απαιτ [τ] μισε εν μυσιθυε εν Αλλημαγνε εν 1938 (απρ[ε]σ υνε πρεμι[ε]ρε περσιον δανσ λεσ ανν[ε]σ 1920) παρ Νορβερτ Σχηυλτζε (1911-2002) πουρ λ[ε]Αφρικακορπο. Ιμμ[ε]διατεμεντ τραδυιτε εν ανγλαισ ετ αδοπτ[ε] παρ λα ρ[ε]Π[ε] αρμ[ε] βριταννιθυε, ελλε δεπιντ υν συχχ[ε]σ μονδιαλ δανσ λα περσιον δε Μαρλ[ε]νε Διετριχη, αχτριχε αλλημανδε εξιλ[ε] αυξ Ξατασ-Υνισ δεπυισ 1933. Εν Φρανχε, ιντερπρ[ε]τ[ε] παρ Συζη Σολιδορ (Συζαννε Ροχηερ, 1900-1983), ελλε [ται]τ πλυτ[ε]τ περ[ε]υε χομμε υνε χηανσον αλλημανδε: ελλε χο[ε]τα σα χαρρι[ε]ρε ρ σον ιντερπρ[ε]τε.

<sup>4</sup> Ρεπρισε δ[ε]υνε φορμυλε μψστ[ε]ριευσε, πρ[ε]-συρρ[ε]αλιστε, ινπεντ[ε] παρ λε ρομανχιερ ποπυλαιρε Γαστον Λερουξ (1868-1927) δανσ Λε παρφυμ δε λα δαμε εν νοιρ, ρομαν παρυ εν 1907, ετ θυι απαιτ μαρθυ[ε] υνε γ[ε]ν[ε]ρατιον.

<sup>5</sup> ζοψεξ λα νοτε πλυσ βασ.

<sup>6</sup> Χεστ λε γρανδ-π[ε]ρε δυ χηαντευρ Ρεναυδ. Ιλ α χολλαβορ[ε] ρ λα ρ[ε]ψισιον δυ Βαιλλψ.

<sup>7</sup> Ιλ α δονν[ε] σον νομ ρ λα σαλλε ο[ε] σε τιεννεντ ορδιναιρεμεντ λεσ οραυξ δεηιστοιρε ρ λα ρυε δεΥλμ.

désobéissance, il répondit: « parce que j'ai lu Kant » — on a les Allemands qu'on peut. Aux États-Unis il apparut en 1942 une "**École des hautes études de New York**", équivalent français de l'École allemande de New York qui accueillait les plus brillants réfugiés d'Allemagne nazie; l'anthropologue Claude Lévy-Strauss et le philosophe thomiste Jacques Maritain y enseignèrent.

En France, on assista à **un foisonnement de centres d'études sur la race** où se compromirent certains universitaires comme Bernard Faÿ, théoricien du complot maçonnique et professeur au Collège de France, qui constitua un musée, une revue et un centre d'étude des "sociétés secrètes" à partir d'ouvrages confisqués à la Bibliothèque nationale, dont il était l'administrateur, après l'interdiction desdites sociétés. Mais pour la plupart, les universitaires gardèrent leur poste lorsque leur matière n'était pas supprimée, et se conduisirent en citoyens paisibles; en cela, ils ne se distinguèrent pas des autres fonctionnaires.

La littérature fut affectée par les mêmes évolutions que la presse, car les grands journalistes étaient pour la plupart aussi de grands écrivains. Ainsi de nombreux écrivains des éditions Gallimard, dont la **Nouvelle Revue française** avait été refondée idéologiquement en 1941 sous la houlette de Pierre **Drieu la Rochelle**, écrivaient aussi dans *Je suis partout*. La censure allemande s'exprima par le biais des **listes Otto**, parues en septembre 1940, en juillet 1942 et en mai 1943.

L'époque fut marquée par nombre de récits de marins français, tissant le thème séculaire de l'anglophobie, et d'essais dus à la plume des évêques qui emplissaient les bancs de l'Académie française. Ce n'était que la continuation de toute une tradition de littérature bien-pensante qui encombrait les rayons des bibliothèques des "jeunes filles comme il faut", évocations de Pères Blancs héroïques ou rêves de croisades régénératrices; une littérature de simple consommation, comparable à nos romans de gare, à ceci près qu'on y consommait aussi toute une idéologie conservatrice et qu'on y perpétuait l'esprit du pensionnat. On vit aussi germer, c'est le cas de le dire, toute une littérature régionaliste, métastase du Félibrige, encouragée par le régime et couronnée de l'intégralité des prix littéraires. Ainsi l'Auvergnat **Henri Pourrat** (1887-1959), prix Goncourt 1942 pour *Le paysan français*, biographe de Sully — labourage et pâturage...; le Normand Jean de La Varende ou le barde François Jaffrédou, dit Taldir, évidemment breton. D'autres cependant reprirent de leur tradition régionale des valeurs qui ne cadraient pas avec ce qu'en supposaient les idéologues maurrassiens, comme cet écrivain cévenol, André Thévène, à qui on avait demandé des récits régionalistes, et qui fit le panégyrique de ce que sa terre a toujours été: une terre de résistants à toute forme d'oppression.

D'autres écrivains poursuivirent gentiment leur œuvre tout en tâtant des conférences franco-allemandes, profitant d'invitations, comme à Weimar en automne 1941, ou faisant risette aux cocktails de l'ambassade: ainsi **Sacha Guitry** (1885-1957) Jean Cocteau (1889-1963), Paul Morand (1888-1976)<sup>1</sup>. Ceux-là eurent nettement plus d'ennuis à la Libération que les précédents: la prostitution mérita moins d'indulgence que la simple bêtise.

Toute une littérature plus nettement propagandiste illustra, outre les thèmes du retour à la terre, les mythologies des chantiers de jeunesse, comme *Solstice de juin* de Montherlant, publié en 1941, ou le chêne national à qui Paul Claudel dédia en 1940 une *L'ode au Maréchal*, premier chaînon d'un cycle qui se continua par l'*Ode au Général* de 1945... Heureusement qu'il est mort avant 1981!<sup>2</sup> Il y eut aussi **une littérature de la collaboration pure et dure** —

<sup>1</sup> Παυλ Μορανδ ετ Χολεττε [χριπιρεντ δανσ λα πρεσσε δε λα Μιλιχε, δεσ τεξτεσ νον πολιτιθουσ □ ιλ εστ πραι θυε Χολεττε απαιτ [τ] Χροιξ-δε-Φευ.

<sup>2</sup> Λεσ δευξ ΨοδεσΨ [ταιεντ ιδεντιθουσ αυ τιτρε πρ|σ.

mais gardez en mémoire que ce fut essentiellement leur activité dans les médias qui valut à certains des écrivains que je vais citer de très gros ennuis en 1944. Une tradition du roman d'apprentissage conçu comme une dénonciation de la société de l'entre-deux-guerres et comme un appel à une régénération par la nouvelle Europe, inaugurée en 1939 par *Gilles de Drieu*<sup>1</sup>, se poursuivit. Citons *Notre Avant-Guerre* de Brasillach (1940)<sup>2</sup> et surtout *Les Décombres* de Lucien Rebatet (1941), qui atteignit les cent mille exemplaires en 1942, chiffre énorme pour l'époque<sup>3</sup>. C'est à la fois un roman, un récit autobiographique et un pamphlet: il faut y voir l'influence du *Voyage au bout de la nuit* de Céline, roman où la découverte du monde et de la société provoque la naissance d'une voix de révolte individuelle, singulière et poétique<sup>4</sup>. Tous ces intellectuels de la nouvelle Europe n'étaient rien d'autre, au fond, que **des anarchistes qui ne supportaient pas de se passer de chef** — peut-être est-ce une bonne définition des fascistes. Soulignons au passage que l'effort d'écriture du moi dans ces romans conduisit parfois à des réussites littéraires aussi brillantes que celles d'écrivains plus acceptables idéologiquement. Bien sûr, la majorité de ces publications était de qualité plus que contestable, ainsi l'*Anthologie de la nouvelle Europe* compilée par Alferd Fabre-Luce en

<sup>1</sup> Δριευ θυι [χριπαιτ δυραντ λα γυερρε: ↔ φθαι χονταχτ], με σεμβλε-τ-ιλ, υνε λιαισον απεχ λε γ[νιε αλλεμανδ, φε νε λεουβλιεραι φαμαισ. Θυζον λε πευιλλε ου νον, νουσ αυρονσ χοηαβιτ] ενσεμβλε. Λεσ Φραν|αισ δε θυελθυε ρ[φλεξιον, δυραντ χεσ ανν]εσ, αυροντ πλυσ ου μoinσ χουχη] απεχ λεΑλλεμαγνε, ετ λε σουπενιρ λευρ εν ρεστερα δουξ ≈. (Πουρ μεσυρερ λα πρ[γνανχε δε χεσ ιμαγεσ, ποψεζ λα φιν δε *Πομπεσ φυν(βρεσ, δε θεαν Γενετ, ρομαν [χριτ ∅ λα Λιβ[ρατιον).*

<sup>2</sup> Βρασιλλαχη αλλα βιεν πλυσ λoιν: ιλ σθενγαγεα δανσ λα Λ.ς.Φ. Χεεστ λα φαμευσε πητο ο] ον λε ποιτ εν υνιφορμε δε λα Ωεηρμαχητ θυι δ[χιδα δε Γαυλλε ∅ ρεφετερ σον ρεχουρσ εν γρ@χε.

<sup>3</sup> Εν ποιχι υν πασσαγε: ↔ φθαπαισ πουλυ ρεποιρ λε γηεττο δε Α[σοπολδσταδτ [εν Αυτριχη, απρ[σ λεΑνοχηλυβ]. Σεσ λονγυεσ ρυεσ, ∅ λευρ τουρ, [ταιεντ φραππ]εσ δε δ[σολατιον. Λεσ ριδεαυξ δε φερ απευγλαιεντ μαιντεναντ δαιννομβραβλεσ δεπαντυρεσ πορταντ ενχορε δεσ νομσ βαροθυεσ, φοργ[σ αυ φονδ δεσ Καρπατηεσ ου δε λα στεππε πουρ τουσ λεσ νομαδεσ θυι απαιεντ χαμπ] λ∅. Θυελθυεσ εσχουαδεσ δε √Ηιτλερφυγενδ∕ √ πεναιεντ δε τερμινερ υνε πετιτε εξπ[διτιον πυνιτιπε. Λεσ μυρσ πορταιεντ δε τουσ χ|τ[σ δε[νορμεσ βαρβουιλλαγεσ: √πορχ φυιφ∕ - √μαιισον φυιπε ∅ δ[σινφεχτιον υργεντε∕. (...) Δεσ θυιφσ σεεφορ]αιεντ δε γραττερ χεσ στιγματεσ. Δεαυτρεσ δισσιμυλαιεντ πευρευσεμεντ λευρσ προφιλοσ δερρι]ρε δεσ φεν]τρεσ. θε ναγειαισ δανσ υνε φοιε πενγερεσσε. θε ηυμαισ λα ρεπανχηε δε μα ραχε ≈.

Λυχιεν Ρεβατετ (1903–1973), φουρναλιστε δε προφεσσιον, [ται υν ανχιεν μαυρρασιεν, χεπενδαντ φαχιν] παρ Μυσσολινι (↔ λα μοναρχιε, δοντ νουσ αδιμριονσ λεσ ιμαγεσ ετ λεσ περτυσ πασσ]εσ, απαρτεναιτ δεπυισ βεαυ τεμπσ ∅ λα μ[ταπηψιθυε; μαισ Ρομε νουσ οφφραιτ σον εξεμπλε ↔); ιλ σ[λοινγα δε λεΑ.Φ. δανσ λεσ ανν]εσ 1930, παρ δ[σιρ δεαχτιον, παρ πηιλογερμανισμε ετ παρ φασχινατιον πουρ λε ναζισμε, ετ πασσα ∅ *θε σιισ παρτουτ*. Ιλ φυτ ρ[δαχτευρ ∅ ραδιο-ζιχηψ, πυισ ρεφοιγνιτ Παρισ ο] ιλ χολλαβορα αυ *Χρι δυ Πευπλε* δε Δοριστ.

<sup>4</sup> *ζοψαγε αυ βουτ δε λα νυιτ* σζουπρε δεαιλλευρσ παρ υνε δ[νονχιατιον δε λα πρεμι]ρε γυερρε μονδιαλε, ετ ιλ φαυτ σουλιγνερ λειμπορτανχε δυ τραυματισμε δε χεττε γυερρε δανσ λα φορματιον δεσ εσπριτσ δεσ ανν]εσ 1920–1930, παρταντ δανσ χευξ δε λεΟχχυπατιον. Ον [ταιτ παχιφιστε ετ πολοντιερσ π[ταινιστε αυ νομ δε χεττε δ[νονχιατιον, ον [ταιτ αυσσι παρτισαν δε λα γρανδε Ευροπε εν σιυπαντ λε χονστατ δεΕρνστ θυνγερ θυε λα γυερρε απαιτ μισ αυ φουρ λα ν[χεσσιτ] δζυν νουπελ ηομμε ετ δζυν ∓τατ θυι, λυι, αυραιτ περμισ δε σεεξπριμερ δανσ τουτε σα πυισσανχε ετ σα πιολενχε. θυνγερ ν[ταιτ χεπενδαντ πασ υν φασχιστε, μαισ υν *θυνκερ* εν πολιτιθυε, τουφουρσ εστ-ιλ θυζυν χερταιν χονστατ χψνιθυε συρ λεηυμανιτ] α χοντριβυ] ∅ [λεπερ λε τοταλιταρισμε εν Τερρε προμισε. Εν χυλτυρε, σι λεον παρλα ρελατιπεμεντ πευ δε λα γυερρε δε 1914–1918 δανσ λεσ πυβλιχατιονσ δε λ[ποθυε, ελλε [ταιτ χονσταμμεντ πρ[σεντε δανσ λεσ πασσιονσ θυι σψ δ[χηα]νεντ.

N.B. Ρεμαρθυεξ θυε λα μ]με υτιλισατιον δυ ρομαν ∅ λα πρεμι]ρε περσοννε ετ δυ ρ[χιτ θυι φιτ [χριρε ∅ Χ[λινε δε σον ναρρατευρ: ↔ χεεστ υν |τρε σανσ ιμπορτανχε χολλεχτιπε, χεεστ τουτ φυστε υν ινδιπιδυ ≈, λα ναισσανχε δονχ δζυν χερταιν ρομαν δυ √φε∕ εξηαλαντ υνε ποιξ ετ υνε χονσχιενχε αντισοχιαλεσ, εστ ∅ λεοριγινε αυσσι δε λε∓τρανγερ δε Χαμυσ (1942), [υπρε θυε νεα πουρταντ ριεν ∅ ποιρ απεχ χεσ ρομανσ ο] πενσ]ε αντισοχιαλε ετ ρεφονδατιον δε λα σοχι]τ] χο|νχιδαιεντ δανγερυσεμεντ.

1942, où Michelet et Proudhon sont cités comme ayant "déjà" traité des thèmes nationaux-socialistes. Une certaine mode littéraire exaltait Nietzsche, Wagner et d'autres artistes assimilés à la *Kultur* du régime hitlérien.

Il y a bien, les pamphlets de Céline illustrent, une fonction destructrice de la littérature, destructrice de tout tabou et de toute culpabilité, qui entraîne l'enthousiasme et l'admiration du lecteur non par la qualité de la pensée ni même par le style mais par son aspect libérateur; le problème étant qu'on libère parfois l'homme des limites qui le rendaient libre. Mais le même entraînement, la même valeur libératrice du déchaînement rhétorique s'observe aussi dans la littérature de Résistance. Quelle serait, sinon, la fonction des interminables anaphores d'Éluard, de la mythologie qui hante les allocutions du général de Gaulle?

**La littérature de Résistance n'a pas seulement été l'expression plus ou moins habile de sentiments patriotiques; mais d'abord une défense et illustration de la langue française** contre les déstructurations d'un Céline et les fulminations d'un Rebatet. Certes, les mêmes formes littéraires se retrouvent dans les deux camps, car elles réagissent à un même monde. Mais le conservatisme stylistique n'est pas toujours allé de pair avec le conformisme politique. L'évolution poétique d'Aragon notamment doit être analysée à travers une problématique d'Histoire culturelle. Une certaine écriture "classique", une certaine identité de la langue française était devenue, dans le corps même des textes, la France elle-même, comme Dieu est devenu le code linguistique de la Bible. C'est à partir de cette constatation que le révolutionnaire des années 1920, qui ravageait la rime, le mètre et la poésie comme il voulait ravager la société, choisit de devenir le plus classique de nos poètes; ses dons exceptionnels lui permirent la même réussite dans son nouveau style que dans l'ancien<sup>1</sup>. En-deça même de ce retour au classicisme poétique, la litanie des noms de lieux français dans *Le conscrit des cent villages* (« Adieu Forlèans Marimbault / Villore-Ville Volmerange / Avize Avoine Valmerange / Ainval-Septoutre Mongibaud... ») faisait de la France, loin de toute idéologie explicite, une musique, un son reconnaissable comme l'accent français par rapport à celui des occupants; la distance entre ces noms et leur destin (volés, occupés, violés, détruits: « Pas un qui demeure sur cent / Villages aux noms de couleurs / Villages volés mes douleurs / Le temps a fui comme du sang ») est aussi profonde que celle qui sépare les panneaux de signalisation parisiens de leur traduction en caractères gothiques imposée par l'occupant. C'est pour ce genre de raisons que la littérature résistante ne pouvait être que poétique. La poésie n'investit pas les signes du langage par rapport à ce qu'ils désignent de la réalité sociale ou historique; elle repense ces signes et le langage lui-même pour y faire habiter plus profondément l'homme dans ses mots, donc dans sa pensée. Le recours à la poésie permettait à la Résistance de faire affleurer à "la fleur odorante du langage" l'existence d'une humanité dont on volait les repères coutumiers et la beauté, l'éternité de la France contre le mensonge de sa nouvelle "incarnation".

En littérature, la défense de la France a réussi à être une défense de la beauté. Et la langue parlée par ceux qui la défendaient n'était plus une expression individuelle, mais l'expression d'un paysage familier, comme le dit Mallarmé, d'une « région où vivre ». Quelle brillante réplique à ces écrivains de l'individualité déchaînée, de l'hypertrophie du moi dans le langage, ou même de ceux qui comme Maurras le figeaient jusqu'à la langue morte, idéal de tous les écrivains trop grammairiens, quel brillant rire répliquait ici à la risible anti-France de Maurras... De *L'honneur des poètes* (1943), recueil de poètes résistants compilé par Éluard,

---

<sup>1</sup>  $\text{Iv}[\gamma\alpha\lambda\epsilon \delta\alpha\nu\sigma \lambda\epsilon\sigma \delta\epsilon\upsilon\chi\ \chi\alpha\sigma, [\pi\iota\delta\epsilon\mu\epsilon\nu\tau\dots \chi\epsilon\rho\tau\epsilon\sigma, \lambda\epsilon \rho[\alpha\lambda\iota\sigma\mu\epsilon \sigma\chi\iota\alpha\lambda\iota\sigma\tau\epsilon \alpha\pi\alpha\iota\tau \beta\iota\epsilon\nu \text{pr}[\text{par}] \chi\epsilon\tau\tau\epsilon [\text{πολυτιον; \mu\alpha\iota\sigma, \delta\alpha\nu\sigma \lambda\epsilon \chi\alpha\sigma \delta\epsilon\upsilon\nu [\chi\rho\iota\pi\alpha\iota\nu \chi\omicron\mu\mu\nu\nu\iota\sigma\tau\epsilon \phi\rho\alpha\nu] \alpha\iota\sigma, \iota\lambda \epsilon\sigma\tau \beta\iota\epsilon\nu \text{ποσσιβλε \theta\upsilon\epsilon \delta}[\sigma \lambda\epsilon\sigma \alpha\nu\nu[\epsilon\sigma 1930, \lambda\epsilon\sigma \alpha\nu\nu[\epsilon\sigma \delta\epsilon \lambda\alpha \rho\epsilon\chi\omicron\nu\pi\epsilon\rho\sigma\iota\omicron\nu \delta\upsilon \text{Π.Χ.Φ. \alpha\upsilon \nu\alpha\tau\iota\omicron\nu\alpha\lambda\iota\sigma\mu\epsilon, \lambda\epsilon\sigma \mu\mid\mu\epsilon\sigma \phi\alpha\chi\tau\epsilon\upsilon\rho\sigma \alpha\iota\epsilon\nu\tau \phi\omicron\upsilon] \delta[\phi\delta].$

il faut bien comprendre le titre: honneur et poésie devienaient une seule et même chose. Évoquons pour exemple la mythologie de Paris devenue stigmatée des souffrances d'un pays, de *Paris a froid, Paris a faim* d'Éluard à *Le jour se lève sur la fontaine des Innocents* d'Aragon. Les écrivains de la Résistance parvinrent à se placer non pas dans le sens de l'Histoire, si cher aux totalitarismes, mais dans son écho et sa mémoire, en quelque sorte dans son aspect humain et charnel.

Pendant il y eut aussi des écritures de la conscience sociale singulière et déchirée. Mais le destin de toute littérature n'est-il pas souvent d'un côté de tendre des mythologies pour consoler l'homme, et de l'autre de savoir en dire crûment la tragédie? C'est ainsi qu'il faut comprendre *Le silence de la mer* de **Vercors**, récit où s'écrivait la psychologie de ces « hommes du non », comme l'a dit Malraux; utilisant les mêmes ressorts que les romans d'apprentissage de l'extrême-droite, l'œuvre préfigurait ce qui en fut la réelle postérité, les romanciers de "l'ère du soupçon" vers 1950. Ce fut, en 1942, la première publication des **éditions de Minuit**, fondées par Pierre Seghers (1906-1987), et dont le nom seul vaut son pesant de souvenirs et de mythologies<sup>1</sup>. En revanche, un certain nombre de futurs thuriféraires de l'engagement et de la geste de la Résistance demeurèrent silencieux sur ces problèmes: Sartre notamment — en revanche si Malraux n'entre en résistance qu'en 1944, il s'est battu tout de même jusqu'à la fin du conflit dans les armées alliées<sup>2</sup>.

Les expositions et les spectacles furent nombreux; évidemment, peu d'entre eux exprimèrent un esprit de Résistance. Pour les **expositions**, il y eut bien sûr celle de 1943 sur "**le Juif en France**", qui fit pousser des hauts cris à Céline... parce qu'il n'y avait pas trouvé sa place. En mai 1942 on exposa aussi **Arno Breker**, le génial réinventeur de la plastique grecque selon le principe du quadruplement des dimensions. Jean Cocteau, qui se compromit publiquement avec Breker (comme Maillol), en a dit: « si ces statues entraient en érection, on ne pourrait plus circuler », mais la nature profondément a-sensuelle, glaciale de cette statuaire rend le phantasme de Cocteau (hélas?) irréaliste. En marge de ces grand-messes de propagande, toute une production d'imagerie du Maréchal, de vignettes de journaux illustrant les douces mœurs françaises vint grossir le patrimoine français d'art naïf et populaire en décorant de gentilles glaneuses le mot "travail", d'émouvantes matrones le mot "famille", de sinistres miliciens le mot "patrie". S'accumulèrent de même, pour compléter la vie culturelle de nos chères provinces, conférences dans les préfectures, lectures dans les écoles, discours piteux de notables plumitifs pour distribution des prix, séances de dédicaces par l'amiral Duchmoll de son grand succès: *Le Diable est anglais*.

---

<sup>1</sup> Ελλεσ πυβλι|ρεντ αυσσι δυ Μαυριαχ ετ δυ Αραγον (σουσ λε πσευδομψνε δε Φραν|οισ-λα-Χολ|ρε).

<sup>2</sup> Δεαυτρεσ απαιεντ χηοισι λξεξιλ: Ρομαινοσ, Σαιντ-θονην Περσε, Συπερπιελλε, Σαιντ-Εξυπ|ρψ (θυι σεενγαγεα δανσ λα Φρανχε λιβρε εν 1944 ετ ψ τρουπα λα μορτ λα μι|με ανν|ε). Δεαυτρεσ ενχορε, χομμε Βρετον, σε χοντεντ|ρεντ δε πουρσυιπρε λευρ Βαρτ δ|γγ|ν|ρ|Β, ινδιφφ|ρεντσ αυξ χονδαμνατιονσ. Ραππελονσ αυσσι θυειλ ψ ευτ δεσ ρ|σισταντσ φορτ αχτιφσ θυι νε σουηαιτ|ρεντ πασ θυε λευρ αχτιπιτ| πολιτιθυε ιντερφ|ρ@τ απεχ λευρ Πυπρε, χομμε Ρεν| Χηαρ (1907-1988). Ενφιν, [ποθουνοσ ιχι λα μι|μοιρε δε χευξ θυι οντ |χριτ πουρ λευρσ τιροιρσ, δεο| λευρσ Πυπρεσ νε σοντ φαμαιισ σορτιεσ, δε χευξ θυι μουρυρεντ σανσ θυεον εντενδ|τ λευρ ποιξ. Ιλ χονπιεντ δε φαιρε εντενδρε αυ μιλιευ δεσ αβοιεμεντσ δεσ υνοσ, δυ λψρισιμε δεσ αυτρεσ, λευρ σιλενχε ασσουρδισσαντ. Τουτε υνε χυλτυρε ρ| να|τρε α δισπαρυ σουσ λεσ βαλλεσ αλλεμανδεσ, χαρ χεεστ βιεν αυ νομ δε λα χυλτυρε, χομμυνιστε ου νατιοναλιστε, αναρχηιστε ου δ|μοκρατιθυε, θυεον α ρ|σιστ|. Χεττε χυλτυρε μι|ριτε βιεν δεσ βλανχσ εν βασ δεσ παγεσ ετ δεσ μιλυτεσ δε σιλενχε, χαρ ιλ |ταιτ πευτ-|τρε δανσ λα νατυρε δε χευξ θυι ρ|σισταιεντ δε νε πασ τροπ παρλερ, χομμε λε διτ Γεοργεσ Ηψπερναυδ: ↔ λε χουραγε α λεσ λ|πρεσ φερμι|εσ ≈.

La **scène théâtrale** française vivait un âge d'or avec Jacques Copeau (1879-1949), Charles Dullin, Louis Jouvet (1887-1951). Les pièces de Giraudoux avaient cinq ans; celles d'Anouilh étaient des créations, comme *Antigone* (1944) qui fut interprétée successivement comme un hymne (odieux) à la Résistance avant le mois d'août, puis comme de la bonne conscience de collaborateur. La Comédie-Française créa *Le soulier de satin* en 1943; la même année, Sartre donna *Les mouches*; *La reine morte* de Montherlant date de 1942, *Le malentendu* de Camus, de 1944. Les Parisiens, essentiellement, couraient aux théâtres mieux chauffés que leurs appartements, et les vedettes de la scène animaient une vie parisienne plus brillante que jamais, ce qui leur coûta cher en 1944. Le théâtre représentait autant un refuge qu'un reste d'insouciance dans Paris occupée. Il n'y eut aucune pièce à proprement parler collaborationniste, aucun théâtre ne se compromit particulièrement. Mais la censure sévissait, et les critiques fort politisés de *Je suis partout* avaient un pouvoir de cabale qui aurait fait pâlir d'envie ces messieurs de l'Académie du XVIII<sup>e</sup> siècle. L'**opéra**, difficilement politisable, ne connut en fait de collaboration ou de résistance que ce qu'en connut toute activité professionnelle entre 1940 et 1944. Certes les "Fridolins" y étaient quasiment les seuls spectateurs, certes on y jouait moins de Verdi et plus de Wagner, mais ce n'était pas plus scandaleux que l'"occupation" des magasins par les soldats en villégiature. Cet aspect des choses, d'ailleurs, valait essentiellement pour Paris, car c'était là que se trouvait le commandement allemand.

Pathétiques poignées de mains, inaugurations, voyages de Tours à Croissy-les-Tours, bénédiction de chrysanthèmes constituaient le pain quotidien des "**Actualités**" qui précédaient alors les projections des films. On pourrait les considérer comme une sorte de série: "le Maréchal salue le bâtonnier", "le Maréchal va à la messe", "le Maréchal tapote la joue du premier prix départemental de dictée latine", "le Maréchal à Saint-Tropez", etc... En harmonie avec les bains de foule du patriarche, des commentaires dont le niveau d'objectivité journalistique n'a été retrouvé depuis lors que par les éditoriaux du *Monde diplomatique*. Ce qui frappe surtout en visionnant ces archives, c'est la naïveté des moyens déployés par la propagande de cette époque, sa mielleuse bien-pensée.

Ces dégoulinades étaient donc suivies de films. Il y en eut peu d'explicitement engagés, à l'exception du *Juif Süß*, un film allemand qui fit un succès relatif en France en 1942. En revanche, les inepties inoffensives de facture allemande étaient nombreuses sur les écrans. S'y ajoutait une production française de qualité. Certaines stars de l'époque, Jean Gabin (1904-1976) ou Pierre Fresnay (1897-1975), continuèrent leur carrière, tandis que leur ancien partenaire dans *La grande Illusion*, Marcel Dalio, devait fuir la France. D'autres, comme Arletty (Léonie Bathiat, 1898-1992) ou Robert Le Vigan<sup>1</sup>, faisaient la une de la presse à cancan en s'affichant aux cocktails d'Abetz. Il y eut tout un cinéma d'opérette, ce fut aussi l'époque des films poétiques de **Jacques Prévert** (1900-1977) et **Marcel Carné** (1909-1996) avec les musiques de Vladimir Kosma (1889-1982): *Les visiteurs du soir* sortirent sur les écrans en 1942, *Les enfants du paradis* en 1943. Ce fut aussi l'heure de gloire de Julien Duvivier (dans *La fin du jour*, en 1941, Jouvet donnait la réplique à Simon). Dans un autre genre, les "petits chanteurs à la croix de bois" devinrent les vedettes d'une France compatissante dans *La cage aux rossignols* de Noël-Noël, en 1943<sup>2</sup>. Au total, donc, un âge

<sup>1</sup> Λε ζιγαν, πεδεττε δε Γουπι μαιν ρουγεσ εν 1943, σενφνιτ εν Αργεντινε εν 1944. Ιλ αππαρα|τ δανσ τρισ ρομανσ δε Χ|λινε, Δουν χη@τεαυ λεαυτρε, Νορδ ετ Ριγοδον.

<sup>2</sup> Δανσ λα μ|με πεινε δουνε φευνεσσε ρεπενυε ϙ δεσ παλευρσ σαινεσ, τονιθουεσ, δροιτεσ, λεσ τρισ δερνιερσ ρομανσ δε λα σ|ριε ΒσχουτεΒ δυ Πρινχε Τριχ, δε Σεργε Δαλενοσ (Ψπεσ δε ζερδιληαχ, 1915-1998), δατεντ δε λα γυερρε; δανσ λε σεχονδ, ιλ ψ α υνε σχ\νε ασσεζ δουτευσε ο| δεσ σχουτσ φραν|αισ ΒφρατερνισεντΒ παρ βαταιλλε δε βουλεσ δε νειγε απεχ λεσ Ητλερφυγενδ αλλεμανδσ.

d'or du cinéma français, avec des messages politiques parfois sensibles, quoique voilés: si, dans *L'éternel retour* (1943), Cocteau semblait faire des concessions aux mythologies "européennes" au sens de l'époque, en revanche Henri-Georges Clouzot (1907-1977) s'aventura à dénoncer les mœurs délatrices des villages français sous Vichy dans *Le Corbeau* (1943).

Au cinéma donc, pas plus qu'ailleurs, ne se dessine la figure d'une culture totalitaire, totalisante, prétendant devenir la culture de la France. **La Révolution nationale n'a pas eu sa Révolution culturelle**; la France est restée autre chose que sa France. Ce fut une époque marquée de culture et marquée par la culture, mais ce ne fut pas une époque marquée par *une* culture. Il faut se méfier, d'ailleurs, d'une vision trop politique de tout cela. La culture, c'était un domaine et un milieu comme les autres dans cette période de l'histoire de France, un domaine essentiel cependant car il revêt pour nous une valeur de témoignage; elle rend compte de la France *sous* Vichy plutôt que de la France *de* Vichy. Si l'on a moins pardonné aux gens de culture qu'aux autres, encore faut-il noter que les fautes véritablement impardonnables ne furent pas le fait d'hommes de culture dans leurs activités culturelles, même s'il est vrai que des décisions comme les engagements dans la L.V.F. eurent plus d'éclat lorsqu'elle étaient le fait d'hommes de culture.

#### **IV-La Résistance et la France libre.**

##### **A) La Résistance intérieure.**

La Résistance ne fut que l'ensemble des formes les plus actives, les plus dangereuses et courageuses, des manifestations de désaccord des Français avec le régime et l'occupant, qui présentèrent toutes sortes de nuances. Les "zazous", ces jeunes gens en pantalon à pinces qui vers 1942 se permettaient notamment d'écouter du jazz, cette musique "judéo-négro-américaine"; les auditeurs de Radio-Londres; ceux qui taggaient sur les murs des V churchilliens; ceux qui vers 1941 se promenaient ostensiblement avec sur l'épaule une paire de cannes à pêche, "deux gaules", ne furent pas des résistants, même s'ils eurent parfois la tentation de le prétendre après la guerre; mais ils formèrent un terreau, permirent à d'autres de savoir qu'ils n'étaient pas seuls, « et les mornes matins en étaient différents »; une partie d'entre eux passa à des formes plus actives d'insubordination, du soutien à la Résistance, activité déjà fort risquée (dissimulation d'armes ou de documents, hébergement de résistants ou de juifs; passage de la frontière espagnole ou suisse avec des évadés ou des juifs traqués, activités de "boîtes à lettres"), à l'engagement total. Rappelez-vous d'ailleurs qu'à cette époque la plaisanterie, l'ironie, l'expression d'une solidarité même passive avec les victimes et les résistants pouvaient avoir de graves conséquences: plus d'un jeune plaisantin qui crut pouvoir, en mai 1942, arborer à la poitrine une étoile jaune marquée de la mention "Breton" ou "Auvergnat", prit sans délai le chemin de la nuit et du brouillard.

Dans **les premiers mois**, en 1940, il y eut évidemment très peu de choses: à quoi résister, alors que le régime de Vichy n'avait pas encore complètement dessiné son visage, alors que l'Allemagne semblait sur le point de gagner la guerre, alors que de Gaulle était encore un inconnu? Beaucoup, lorsque c'était encore possible, hésitèrent à partir pour Londres, estimant qu'en France ils seraient plus utiles: ce fut le raisonnement de Blum. D'autres estimèrent que des formes légales d'action étaient toujours possibles: ainsi Mounier fit reparaître *Esprit*. Beaucoup mirent du temps à surmonter leur légalisme, leur pacifisme. Alors, que retenir? Quelques officiers appelèrent à ne pas déposer les armes à l'armistice, des militaires cachèrent du matériel de guerre; la plupart croyaient, du reste, agir selon les desseins secrets du Maréchal. Le préfet d'Eure-et-Loire, **Jean Moulin** (1899-1943), préféra se suicider plutôt que de parapher un document rejetant sur des tirailleurs sénégalais la

responsabilité d'une défaite<sup>1</sup>; il rata son suicide, et demeura en poste quelques semaines avant d'en être chassé en tant que franc-maçon. Il y eut quelques tracts antiallemands, quelques poings levés aux défilés de la *Wehrmacht* (punis de mort); quelques sabotages (le premier eut lieu en juillet près de Rouen: l'auteur, qui avait agi seul, fut fusillé), quelques manifestations — notamment un important **défilé d'étudiants et de lycéens sur les Champs-Élysées le 11 novembre 1940**, qui dura deux heures avant que les Allemands ne fissent parler les armes: de nombreux jeunes manifestants furent arrêtés et déportés; enfin d'éphémères ébauches de réseaux de Résistance n'eurent pas le temps de vraiment se mettre en place (ainsi le **réseau du musée de l'Homme**, à Paris, qui fut dénoncé<sup>2</sup>).

Parmi ces résistants de la première heure on comptait beaucoup d'hommes de gauche, qui retrouvaient de vieux réflexes de défense républicaine bien ancrés dans leur culture depuis les barricades de décembre 1851, bien rafraîchis depuis février 1934; mais aussi des hommes de droite, pas toujours hostiles au fond aux idées de Pétain mais poussés par leur patriotisme. Parmi eux, **Henri Frenay** (1905-1988), un militaire révolté par Montoire, et qui fut en novembre 1940 le fondateur du Mouvement de Libération nationale (M.L.N.), qui l'année suivante se fondit dans le réseau **Combat**; **Emmanuel d'Astier de la Vigerie**, un militaire lui aussi (maurrassien de formation), qui coordonnait le réseau **Libération**; Edmond Michelet; le chanoine Kir, le pittoresque maire de Châlons-sur-Saône. Les chrétiens-démocrates étaient nombreux: Georges Bidault (1899-1983), François de Menthon qui aida Frenay à monter le réseau Combat, ou Pierre-Henri **Teitgen** (1908-1997)<sup>3</sup>. Leur position parfois était ambiguë: Frenay prétendit un temps agir au nom de Pétain, censé jouer double jeu. Nombre d'entre eux ne croyaient pas que leur action pût avoir un effet notable: ils ne voulaient que témoigner, comme l'a expliqué André Philippe: « après tout, nous n'avons pas la certitude absolue de la victoire. Mais il faut que les historiens puissent écrire que des Français n'ont pas accepté la victoire allemande ». D'autres, comme de Gaulle, pensaient que la guerre n'était pas encore

<sup>1</sup> Δανσ χεσ σεμαινεσ, λεσ Αλλεμανδσ σε λιπρ|ρεντ ρ δεσ μασσαχρεσ γρατυιτσ δε σολδατσ αφριχαινσ.

<sup>2</sup> Λε φονδατευρ δε χε ρ|σεαυ [ταιτ υν Εστονιεν, Βορισ ζιλδ| (1908–1942), υν ετηνολογουε σπ|χιαλισ| δανσ λεσ χυλτυρεσ αρχιθυεσ θυι [ταιτ αρριω| ρ Παρισ εν 1932. Χε φυτ λυι θυι εν δ|χεμβρε 1940 λαν|α λε φουρναλ θυι χονστιτυα λα πρινχιπαλε αχτιπιτ| δυ ρ|σεαυ, Ρ|σιστανχε: ον χονσιδ|ρε θυειλ α [τ| λε πρεμιερ ρ εμπλοπερ χε τερμε, θυι φιγυραιτ δανσ λεΑππελ δυ 18 φυιν, πουρ δ|σιγνερ λεσ αχτιπιτ|σ δε λεΑαρμ|ε δε λεομβρε|; χεττε δ|σιγνατιον μιτ δεαιλλευρσ θυελθυε τεμπσ ρ σειμποσερ, λεσ ρ|σισταντσ ευξ-μ|με αψαντ πλυτ|τ τενδανχε, δανσ λεσ πρεμιερσ τεμπσ, ρ σε δ|σιγνερ δυ νομ δε Απατριοτεσ|. ζιλδ| φυτ αρρ|τ| εν μαρσ 1941 ετ φυσιλλ| υν αν πλυσ ταρδ.

<sup>3</sup> Πιερρε-Ηενρι Τειτγεν [ταιτ προφεσσευρ δε δροιτ ρ Νανχψ; δ|μοχρατε-χηρ|τιεν δανσ λα λιγν|ε δε Μαρχ Σανγνιερ, ιλ απαιτ [τ| δανσ λεσ ανν|εσ 1930 λευνε δεσ φιγυρεσ δυ Παρτι δ|μοχρατιθυε ποπυλαιρε (Π.Α.Π.), υνε πετιτε φορματιον αππαρυε απρ|σ λεσ [λεχτιονσ δε 1924, πλυσ μοδ|ρ|ε θυε λα θευνε Ρ|πυβλιθυε δε Σανγνιερ; ιλ ψ απαιτ ρενχοντρ| νοταμμεντ Φραν|οισ δε Μεντηον. Λε Π.Α.Π. νε φιτ πασ παρτιε δυ Φροντ ποπυλαιρε μαισ Τειτγεν, αμι δε Βλυμ, εν φυτ λευν δεσ ασσεσσευρσ φυριδιθυεσ. Λα φαμιλλε Τειτγεν χομπταιτ παρ αιλλευρσ παρμι λεσ πρινχιπαυξ αχτιονναιρεσ δεΟυεστ-|χλαιρ. Εν 1940, Τειτγεν δ|μισσιοννα δε σον ποστε ρ Νανχψ ετ δεπιντ προφεσσευρ ρ Μοντπελλιερ; χηαργ| δευν χουρσ δε δροιτ χονστιτυτιοννελ, ιλ ρεφυσα δε λεασσυρερ χαρ πουρ λυι λε ρ|γιμε δε ζιχηψ [ταιτ υν ρ|γιμε φονδαμενταλεμεντ αντιχονστιτυτιοννελ. Φορχ| δε πρ|τερ σερμεντ αυ ρ|γιμε, ιλ ρεφυσα δευξ φοισ; λα τροισι|με, ιλ σιγνα υν τεξτε αφφιρμαντ θυειλ νεαππαρτεναιτ Ανι ρ λα φυιπεριε, νι ρ λα φρανχ-μ|οννεριε| (χε|ταιτ δανσ λε τεξτε οφφιχιελ), Ανι αυ Χ.Σ.Α.Ρ., νι ρ αυχυνε αυτρε λιγυε φαχτιευσε|. Ιλ ρεντρα πιτε δανσ λα χλανδεστινιτ|, ετ φορμα ρ Μοντπελλιερ λε ρ|σεαυ Λιβερτ|, θυι πλυσ ταρδ σειντ|γρα ρ Χομβατ δοντ Τειτγεν δεπιντ υν δεσ διριγεαντσ; ιλ φυτ [γαλεμεντ μεμβρε δυ βυρεαυ δυ Χ.Ν.Ρ., χηαργ| δε λεινφορματιον. Αρρ|τ| τροισ φοισ, ιλ φινιτ παρ |τρε ενποψ| εν χαμπ ρ λε|τ| 1945 (παρ χηανχε πουρ λυι, λεσ Αλλεμανδσ νε σαπαιεντ πασ σεσ ρεσπονσιβιλιτ|σ εξαχτεσ); ιλ σε|παδα δυ τραιν, φυτ ρεχυειλλι παρ λεσ Αμ|ριχαινσ ετ αππριτ ρ χεττε οχχασιον θυειλ [ταιτ μεμβρε δυ γουπερνεμεντ προποιοιρε... (Μερχι ρ Πιερρε Τειτγεν πουρ χεσ δονν|εσ βιογραπηθυεσ).

perdue: ainsi Nordmann, à son procès en janvier 1942, déclara: « la mort, on la risque tous les jours sur le champ de bataille; j'ai considéré que nous sommes toujours en guerre contre vous ».

En tout cas, ces premiers résistants eurent beaucoup de mal à s'organiser et même à se rencontrer; ils n'avaient presque aucun contact avec de Gaulle: ce ne fut qu'en janvier 1941 que Frenay parvint à établir un lien avec Londres, par l'Espagne.

An printemps 1941, les premières structures étaient en place. Elles étaient de deux sortes, s'il est permis de faire de la taxinomie sur une matière aussi mouvante. Il y avait d'une part les **réseaux** créés en vue d'un travail militaire précis: renseignement au profit de la France libre et des Alliés (notamment sur l'organisation militaire des Allemands et les mouvements de troupes), évaison de prisonniers ou sabotage — parmi ces réseaux on peut citer en zone occupée Ceux de la Résistance, Libération nord, ou l'Organisation civile et militaire, structurée autour d'un noyau de militaires; en zone libre Combat, Franc-Tireur; Libération-sud qui naquit en juillet. D'autre part les **mouvements** qui avaient pour objectif essentiel de sensibiliser la population, notamment en éditant et en diffusant des journaux et des tracts. Ces structures, minuscules, étaient très fragiles du fait de l'isolement et du manque d'expérience de l'action clandestine. On passait une bonne partie du temps, et ce fut vrai jusqu'à la fin de la guerre, à des activités de camouflage comme la confection de faux papiers, la mémorisation de documents importants, etc... et aussi à acheminer et à distribuer le courrier (il fallait trouver des "boîtes aux lettres" sûres), en contacts radios avec Londres (c'était le travail des "pianistes"), etc.

En revanche, on ne relève qu'une seule grève importante et politisée, dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais en mai-juin 1941; c'était un type d'action extrêmement dangereux<sup>1</sup>. La répression, évidemment, était brutale; et comme il ne s'agissait pas seulement de punir le coupable mais aussi de lui arracher le nom de ses "complices", **la torture systématique fit sa réapparition en France**, pour la première fois depuis la Révolution.

En 1941-1942, le mouvement de Résistance s'amplifia sensiblement; d'abord parce que le prestige du régime diminuait à vue d'œil, qu'une proportion non négligeable des Français n'éprouvait plus que haine et mépris pour le gâteux de Montoire, parce que la Révolution nationale n'était décidément qu'une farce; à cause aussi de l'exaspération causée par les privations, les pillages allemands. Ce fut ainsi que les cadres d'Uriage passèrent à la Résistance en 1942; qu'à la suite de l'occupation de la zone sud le général Jean **de Lattre de Tassigny** (1889-1952), un officier de l'armée de l'armistice qui avait tenté de s'opposer à l'invasion mais s'était heurté à la lâcheté de Pétain, lequel le fit arrêter, à son évaison s'engagea dans la Résistance.

Mais la principale raison, c'était que les États-Unis et l'U.R.S.S. étaient entrés en guerre: l'espoir changeait de camp. Après juin 1941, **les communistes se lancèrent**

<sup>1</sup> Λα γρ\πε χομμεν\α ρ λαινιτιατιπε δε μιλιταντο χομμυνιστες, δανσο υνε μινε τρ\σ ΨρουγεΨ (Δουγεσ, διτε Ψλε πετιτ ΜοσχοϋΨ, συρ λα χομμυνε δε Μοντιγγψ-εν-Γοηελλε, διτε ΨΜοντιγγψ-λα-ΡουγεΨ, εν ζονε ρατταχη\ε), ρ λα συιτε δεϋν ινχιδεντ απεχ υν ποριον. Λα γρ\πε δυρα τρειζε φουρσ, ιλ ψ ευτ υν μομεντ χεντ μιλλε γρ\πιστες; ιλ ψ ευτ τραιοσ χεντ πινγτ-χινθ αρρεστατιονσ, δεσ εξ\χυτιονσ, πυισ, εν φυιλλετ, δευξ χεντ θυαραντε δ\πορτατιονσ ρ Σαχησενηαυσεν. Σταλινε \ταιτ τουφουρσ λεαλλι\ δε Ηιτλερ (λα γρ\πε σεαρρ\τα ονζε φουρσ απαντ λε δ\χλενχημεντ δε λεοπ\ρατιον Βαρβαροσσα), μαιοσ δεϋτισ λεαυτομνε 1940 λε Π.Χ.Φ. απαιτ ρεπρισ σεσ αχιτιπι\σ δεενχαδρεμεντ δεσ αχιτιπι\σ ρεϋενδιχατιϋεσ, ποϋρ νε πασ περδρε τουτε ποϋλαριτ\ παρμι λεσ μινευρσ, ετ παρχε θυε λεσ μιλιταντο νεαπαιεντ πασ αβανδονν\ λεσ λογιθυεσ δε Φροντ ποϋλαιρε, ετ φαισαιεντ σεμβλαντ δε χροιρε θυε λε ρετουρνεμεντ δε λα διρεχτιον εν αο\τ 1939 νε\ταιτ θυε ταχτιθυε \ ποϋεζ υν πευ πλυσ βασ. Εν οχτοβρε 1943, λε Π.Χ.Φ τεντα δε δ\χλενχηερ υνε αυτρε γρ\πε δανσ λε Νορδ, μαιοσ χε φυτ υν \χηεχ.

massivement **dans la Résistance**. Cet engagement faisait suite à deux ans d'hésitations. Le P.C.F. (réorganisé sous la direction collective et provisoire, en France, de Charles Tillon, Benoît Frachon et Jacques Duclos) avait vite renoncé à ses appels du pied à Vichy, dont il ne recevait que des coups; mais dans un premier temps, il ne trouva rien de mieux de jouer la carte des nazis! En juillet 1940, *L'Humanité* appelait à la fraternisation entre "travailleurs français et allemands" (c'est-à-dire avec les soldats de la *Wehrmacht*: souvenir dévoyé du mythe des fraternisations de 1917?) et proclamait son hostilité au régime de Vichy sans dire un mot sur les nazis; Duclos et d'autres membres du Comité central allèrent jusqu'à faire des démarches auprès d'Abetz pour obtenir la relégation de *L'Humanité*.

Assez vite cependant l'attitude des communistes évolua, dès avant l'opération Barbarossa. Jusqu'en juin 1941 *L'Humanité* maintint une ligne "ni Pétain, ni de Gaulle", mais parmi les militants et même une partie des cadres, dès l'automne 1940 **une ligne antinazie gagna du terrain**. Nouvelle manifestation (feutrée) du divorce entre la base et la direction: celle-ci était à Moscou ou dans la clandestinité, les ordres passaient mal, il était difficile de se procurer *L'Humanité*; aussi les communistes revinrent-ils spontanément, une nouvelle fois, à la vieille culture républicaine, sans trop se soucier de savoir si cela convenait à Staline; une partie de la direction clandestine, consciente de l'impopularité du pacte germano-soviétique ou tout simplement révoltée de voir les prolétaires de France vassalisés par les nazis, emboîta le pas, tandis qu'à Moscou Thorez insistait auprès de Staline sur les risques d'une trop grande compromission avec l'occupant. Des communistes se livrèrent à des sabotages dans les usines, sur des voies (Tillon notamment, dès l'été 1940); des intellectuels communistes, dont Frédéric Joliot-Curie et Paul Langevin, collaborèrent à des publications hostiles à l'occupation; des lycéens communistes participèrent à la manifestation du 11 novembre 1940; des communistes encadrèrent la grève de mai-juin 1941. Certains stockaient des armes et commençaient à mettre en place les structures de l'action clandestine, tout en prenant des contacts avec organisations déjà actives. En mai 1941, le P.C.F. mit en place un "Front national de Lutte pour l'Indépendance de la France"<sup>1</sup>, dont le recrutement allait au-delà de la seule mouvance communiste; il était implanté dans les deux zones. Parmi les communistes qui s'engagèrent en Résistance avant juin 1941, il faut citer Georges **Guingouin**, le futur libérateur de Limoges.

À partir de l'été 1941, le P.C.F. mit l'ensemble de ses forces au service de la Résistance: des militants nombreux, courageux, dévoués, disciplinés, bien organisés, rompus à la clandestinité. On leur dut notamment les premiers attentats contre l'occupant: le premier Allemand abattu par la Résistance fut l'enseigne de vaisseau Moser, sur le quai de la station de métro Barbès-Rochechouart en août 1941 (le commando était sous les ordres de Pierre Georges, connu plus tard sous le nom de **colonel Fabien**) — cet attentat provoqua une vague de répression (cinquante otages furent exécutés) qui amena la Résistance, pour la première fois, à se poser la question des répercussions de ses actions sur la population civile. En février 1942, les différentes organisations résistantes communistes se constituèrent en un réseau unique, les **F.T.P.(F.)** (Francs-Tireurs Partisans [français]), branche armée du Front national; l'organisation, ouverte aux non-communistes, était néanmoins tenue d'une main ferme par le Parti. Sous les ordres de Charles **Tillon** (1897-1993)<sup>2</sup>, les F.T.P. multipliaient les sabotages, les attaques contre les Allemands.

---

<sup>1</sup> Ον ποιτ θυε λε ρετουρ ρ υν ποχαβυλαιρε δε Φροντ ποπυλαιρε φυτ αντ[ριευρ ρ λεινπασσιον δε λϵΥ.Ρ.Σ.Σ. παρ λες τρουπεσ αλλεμανδεσ...

<sup>2</sup> Τιλλον απαιτ [τ] λϵυν δεσ μυτινσ δε λα μερ νοιρε, χε θυι λυι απαιτ παλυ τροισ ανσ δε βαγνε (1919-1922). Εμβαστιλλ[τ] τροισ φοισ δανσ λες ανν[ε]σ 1920, ιλ οργανισα λα Ψμαρχη δε λα φαιμ[ε] δε Λιλλε ρ Παρισ εν 1933 (ποφεζ αυ χηαπιτρε 12); ιλ χονναισσαιτ βιεν αυσσι λες λυττεσ δεσ δοχκερσ. Δανσ λες ανν[ε]σ 1930 ιλ σ[ε]τ[αι]τ οχχυπ[ι] αυσσι δε λϵαιδε αυξ Βριγαδεσ ιντερνατιοναλεσ.

**L'audience du Parti allait grandissant**, du fait surtout de l'efficacité de ses structures d'action clandestine et du courage de ses militants: **en quelques mois, il sortit du ghetto** où l'avait plongé le pacte germano-soviétique, les militants recommencèrent à affluer (c'étaient ceux qui étaient partis en 1939): une bonne partie était animés par un antigermanisme fort peu prolétarien, mais pas tous, loin de là, et Aragon a raison de rappeler, dans la préface de *Brocéliande*, « cette générosité sans rapport avec l'exactitude historique qui a toujours jeté les Français aux grandes causes, et qui fit qu'à Châteaubriant, devant les soldats allemands, qui le couchaient en joue, notre Timbaud cria cette chose stupéfiante: "vive le Parti communiste allemand!" Et je ne préjuge pas de comment demain les communistes allemands vont se conduire, mais rien, rien ne pourra jamais faire qu'une voix française, devant la mort allemande, n'ait jamais jeté ce cri magnifique, ce cri légendaire, *ce cri français* ». Rarement le caractère généreux et universaliste du nationalisme français aura été mieux défendu que par ces quelques mots... **Les autres organisations résistantes réintégrèrent le P.C.F. dans la grande famille des progressistes**, jetant un voile pudique (et à peu près définitif) sur l'étrange interlude des années 1939-1941. Bien sûr, cela inquiétait certains résistants non communistes, comme Frenay qui craignait que la Résistance ne devînt un instrument aux mains des Soviétiques; mais à vrai dire il n'y avait guère d'autre choix — et puis, pour beaucoup de résistants, il n'y avait que deux partis, le leur et celui des nazis; qu'importaient les différences d'encartage à l'heure du combat, de la souffrance, de la torture?

**Le P.C.F.** lui-même, avec le soulagement et l'enthousiasme qu'on imagine, **réintégra** (définitivement aussi) **la ligne patriote des années du Front populaire**. De ce soulagement, de l'impression qu'eurent beaucoup de communistes d'être à nouveau eux-mêmes après deux ans d'extrême malaise, témoignent ces vers étonnants d'Aragon, datés de l'été 1941, *Radio-Moscou*<sup>1</sup>:

« France écoute On dirait une chanson française  
L'août profond murmure au cœur de la forêt  
Un amour qui ressemble au nôtre trait pour trait  
France écoute On dirait qu'un autre a ton secret  
France écoute On dirait une autre Marseillaise  
La musique lointaine a l'accent de chez nous  
Cette blancheur c'est l'aube et tout m'y remémore  
Aude avec ses bras blancs Roland sonnait le cor  
Pour que ne passent pas les petits chevaux mores  
Ce beau garçon qui lançait si bien les cailloux  
Qu'elle est près de mon cœur la musique lointaine  
C'est l'écho redoublé du sanglant autrefois  
Jeanne d'Arc y triomphe à de nouvelles voix  
Et dans les yeux du peuple aujourd'hui je revois  
Xaintrailles qui lavait son front à la fontaine  
Les mots grisants sont-ils devenus étrangers  
Ce n'est pas le latin qu'on enseigne à l'école  
C'est le tambour qui roule encore au pont d'Arcole  
C'esr Bara c'est Kléber et cette clameur folle  
Cette sainte clameur la patrie en danger  
France écoute On dirait que ta voix n'est plus seule

<sup>1</sup> Χε φυτ εν χετ [τ] 1941 θυε λες [μισσιονσ χλανδεστινες δε Ραδιο-Μοσχου ρεδεπινρεντ αυδιβλεσ ρ δεσ ορειλλες πατριοτες... Λε πολμε εστ δανσ λε ρεχυειλ *Εν [τρανγε παψσ δανσ μον παψσ λυι-μ/με.*

Le ciel est moins obscur le malheur moins pesant  
Tu te tais tu te tais pareille au paysan  
Qui sait que son espoir est comme un partisan  
Caché le cœur battant dans la paille des meules  
Le soleil de Valmy se lèvera tantôt  
On avait oublié dans la nuit du naufrage  
Ce que c'est en français que le cœur à l'ouvrage  
L'hiver prochain sera coupant comme un couteau »

La lutte des classes passait au second plan: il s'agissait d'unir contre la barbarie allemande le bourgeois et l'ouvrier, le conservateur et le révolutionnaire, « celui qui croyait au ciel et celui qui n'y croyait pas ».

Le P.C.F. fut le seul parti à tenter d'organiser des réseaux spécifiquement recrutés dans les milieux immigrés — les immigrés étaient particulièrement nombreux parmi les ouvriers, et le communisme était populaire parmi eux comme dans le reste de la classe ouvrière, sans doute même un peu plus parmi les Espagnols et les juifs d'Europe centrale. Parmi les organisations satellites dont il se dota, l'Organisation secrète-**Main-d'Œuvre immigrée** (O.S.-M.O.I.)<sup>1</sup> se livra à des sabotages. Elle fut démantelée en 1943 et ses responsables furent fusillés l'année suivante, en février, au mont Valérien près de Paris, à l'issue d'un procès où la xénophobie du régime de Vichy se donna libre cours. Elle ne serait sans doute pas si célèbre sans les *Strophes pour se souvenir* qu'Aragon lui a consacrées en 1955, au faite de sa gloire et au zénith des mythes résistants, et que le chanteur Léo Ferré a mis en musique dans les années 1970 sous le titre *L'affiche rouge*. Le plus célèbre poème de la Résistance évoque l'affiche placardée dans les rues de Paris par les services de la propagande allemande au moment du procès; le résistant étranger qui prend la parole à la fin est le poète arménien Issak Manouchian, le chef du groupe, dont la dernière lettre à sa fille inspira Aragon.

« Vous n'avez réclamé la gloire ni les larmes  
Ni l'orgue ni la prière aux agonisants  
Onze ans déjà que cela passe vite onze ans  
Vous vous étiez servi simplement de vos armes  
La mort n'éblouit pas les yeux des Partisans  
Vous aviez vos portraits sur les murs de nos villes  
Noirs de barbe et de nuit hirsutes menaçants  
L'affiche qui semblait une tache de sang  
Parce qu'à prononcer vos noms sont difficiles  
Y cherchait un effet de peur sur les passants  
Nul ne semblait vous voir Français de préférence  
Les gens allaient sans yeux pour vous le jour durant  
Mais à l'heure du couvre-feu des doigts errants  
Avaient écrit sous vos photos MORTS POUR LA FRANCE<sup>2</sup>  
Et les mornes matins en étaient différents  
Tout avait la couleur uniforme du givre  
À la fin février pour vos derniers moments.  
Et c'est alors que l'un de vous dit calmement  
*Bonheur à tous Bonheur à ceux qui vont survivre*  
*Je meurs sans haine en moi pour le peuple allemand*

<sup>1</sup> Εν φαιτ, λα Μ.Ο.Ι. εξίσταϊτ δεπυϊσ λᾶεντρε-δευξ-γυερρεσ, μαισ απεχ δᾶαυτρεσ μισσιονσ [πιδεμμεντ (ποψεξ αυ χηαπ|τρε 12); ελλε χηανγεα δε φονχτιον εν 1941.

<sup>2</sup> Χεεστ λα φορμυλε θυϊ φιγυρε συρ λεσ μονυμεντσ αυξ μορτσ (ποψεξ αυ χηαπιτρε 11); λα χαλλιγραπυηε χηοϊσιε παρ Αραγον σουλιγνε χεττε ιδεντιτ[.

*Adieu la peine et le plaisir Adieu les roses  
 Adieu la vie adieu la lumière et le vent  
 Marie-toi, sois heureuse et pense à moi souvent  
 Toi qui vas demeurer dans la beauté des choses  
 Quand tout sera fini plus tard en Érivan<sup>1</sup>  
 Un grand soleil d'hiver éclaire la colline  
 Que la nature est belle et que le cœur me fend  
 La justice viendra sur nos pas triomphants  
 Ma Mélinée ô mon amour mon orpheline  
 Et je te dis de vivre et d'avoir un enfant*

Ils étaient vingt et trois quand les fusils fleurirent  
 Vingt et trois qui donnaient leur cœur avant le temps  
 Vingt et trois étrangers et nos frères pourtant  
 Vingt et trois amoureux de vivre à en mourir  
 Vingt et trois qui criaient la France en s'abattant »

On vit aussi se reconstituer clandestinement les structures des partis de la gauche modérée: la S.F.I.O., le parti radical; celles des syndicats; tandis que la mouvance résistante chrétienne commençait à s'organiser en un parti, le futur M.R.P. Les premiers "grands" organes de presse de la Résistance apparurent au second semestre 1941: *Défense de la France* en juillet, *Combat* en décembre, et surtout en novembre les *Cahiers du témoignage chrétien* (rédigé par une partie de l'équipe de Mounier, dont le R.P. Chaillot). Il y eut en tout plus de mille journaux résistants, dont certains à la fin dépassèrent les cent mille exemplaires. La Résistance communiste avait aussi son organe, *Les Lettres françaises*, qui publia notamment le recueil *L'honneur des poètes*, réuni par Éluard, en juillet 1943 — voyez plus haut pour plus de précisions. Par ailleurs les grands réseaux, comme *Combat*, acquéraient peu à peu une dimension nationale. **Lyon**, la plus grande ville de la zone libre, proche de la ligne de démarcation, forte d'une ancienne tradition de gauche (radicale: Herriot en avait été le maire de 1905 à sa révocation en 1940), et par ailleurs pourvue de maintes ruelles et "traboules" impénétrables aux Allemands<sup>2</sup>, joua un rôle essentiel dans cette phase d'organisation de la Résistance: ce fut à Lyon que naquirent les *Cahiers du témoignage chrétien* et *Franc-Tireur*.

Puis l'instauration du **S.T.O.**, effectif à l'été 1943, finit de transformer la Résistance en un phénomène de grande ampleur. Des milliers de **réfractaires** la rejoignirent, notamment dans les régions rurales où l'on assista à un développement spectaculaire des **maquis**<sup>3</sup>. Très

<sup>1</sup> Ηλ σθαγιτ δαδρ[παν, αφουρδθηι λα χαπιταλε δε χε θυι ρεστε δαΑρμ[νιε. Μανουχηιαν νε[ταιτ χερταινεμεντ πασ οριγιναιρε δε χεττε ρ[γιον, λεσ Αρμ[νιενοσ δε Φρανχε πεναιεντ πουρ λα πλυπαρτ δε Τυρθυιε; μαισ απ[σ λα γυερρε λεΥ.Ρ.Σ.Σ. απαιτ φαιτ δε λα προπαγανδε πουρ λε ρετουρ √αυ παψσ∇, χεεστ-∠-διρε εν Ρ.Σ.Σ. δαΑρμ[νιε, ετ χερταινοσ, δεσ χομμυνιστεσ [πειδεμμεντ, σεψ [ταιεντ λαισσοσ πρενδρε: Μ[λιν[ε Μανουχηιαν α δ] εν φαιρε παρτιε, ου αυ μοινοσ ρ|περ δε χε ρετουρ □ ∠ μοινοσ θυε χε νε φ]τ σον π|ρε θυι εν ρ|παιτ πουρ ελλε, ου Αραγον. ζοψεζ λε χουρσ συρ λα Ρυσσιε, αυ χηαπιτρε 5.

<sup>2</sup> Λεσ τραβουλεσ σοντ δεσ πασσαγεσ, ουπερτσ ∠ λε[ποθυε (αφουρδθηι βεαυχουπ νε σοντ πλυσ αχχεσιβλεσ ∠ χαυσε δεσ διγιχοδεσ) θυι περμεττεντ δε χομμυνιθυερ δευνε ρυε ∠ λεαυτρε παρ λεσ χουρσ. Ηλ εστ φαιτ αλλυσιον αυ ρ|λε δε λα τοπογραπυιε υρβαινε δε Αψον δανσ λα Ρ[σισταυχε αυξ παγεσ 26 ετ 27 δυ Τουρ δε Γαυλε δαΑστ[ριξ, αλβυμ παρυ εν πλειν ∇@γε δεσ η[ροσ∇ (εν 1963).

<sup>3</sup> Μαυριχε Αγυλθον φαιτ ρεμαρθυερ θυε λα μ[ταπηορε νεεστ πασ εμπρυντ[ ∠ λα γεστε δεσ ρεδρεσσευρσ δε τορτ, Μανδριν ου Ροβιν δεσ Βοισ, μαισ πλυσ προσα|θυεμεντ ∠ λα τραδιτιον δυ βανδιτισμε χορσε. Λεσ περμιερσ μαθυισ [ταιεντ απαρυσ εν Σαποιε, δανσ λα Μαυριεννε, εν 1942, πυισ εν Λιμουσιν αυ τουτ δ[βυτ δε 1943, απαντ λε Σ.Τ.Ο. Λεσ ρ[γιονσ λεσ πλυσ φαποραβλεσ αυξ μαθυισ φυρεντ λεσ Αλπεσ ετ λε μασσιφ Χεντραλ.

vite, les différents mouvements de Résistance organisèrent les réfractaires en unités combattantes; mais la plupart des maquis ne furent pas véritablement opérationnels avant le printemps 1944, faute d'armes. Les réseaux et les mouvements progressaient numériquement et se multipliaient dans tout le pays — mais jusqu'au printemps 1944 la plupart des résistants menèrent une double vie, conservant une activité professionnelle de "couverture". La Résistance touchait tous les milieux, on y trouvait notamment des syndicalistes exaspérés par la régression sociale qui s'était produite depuis 1940; des catholiques scandalisés par les persécutions antisémites; des lycéens, comme les cinq martyrs du lycée Buffon, exécutés en 1943. Maurice Agulhon fait remarquer que contrairement à ce qu'on aurait pu attendre les communistes furent influents non seulement en ville, mais également dans les maquis: les vieilles campagnes "rouges" se réveillèrent une nouvelle fois — Guingouin en était un bon représentant.

La répression, en effet, se faisait toujours plus dure. De nombreux résistants furent torturés, se suicidèrent (Jean Moulin, Pierre Brossolette, Gabriel Péri), d'autres furent fusillés (trente mille au total? Après la guerre le P.C.F. revendiqua avec exagération le titre de "parti des cent mille fusillés") ou envoyés en camp de concentration. Les **déportés politiques** furent au total environ soixante-trois mille, dont quarante-et-un mille résistants; mais 60% survécurent, contre 3% des déportés raciaux: l'acharnement contre eux fut infiniment moins grand — et ils étaient sans doute mieux préparés à lutter. Sur ce thème, je vous renvoie notamment au témoignage de Robert Antelme, *L'espèce humaine*, et aux romans de Jorge Semprun, par exemple *Quel beau dimanche!* où l'on voit bien comment les structures des différents partis communistes parvinrent à se reconstituer au camp de Buchenwald et à assurer la survie d'une bonne partie des militants et des autres déportés<sup>1</sup>.

Désormais **la Résistance intérieure essayait de s'organiser en liaison avec Londres**. La France libre fournissait les armes et l'argent, des renseignements; tout aussi important sans doute était le fait qu'elle fournissait une figure unificatrice, celle de De Gaulle, de mieux en mieux connu — le P.C.F. ne pouvait pas fournir une telle figure, parce qu'il faisait peur à une bonne part de l'opinion et parce que son leader le plus populaire était à Moscou; les chefs de la Résistance intérieure étaient évidemment inconnus de l'opinion. Les premiers contacts sérieux avec Londres eurent lieu en décembre 1941: trois mandataires de la France libre furent parachutés en France, parmi lesquels **Jean Moulin**, que rejoignit plus tard Pierre **Brossolette** (en 1943). Ils contactèrent non seulement les réseaux, mais aussi les partis clandestins: même s'ils n'avaient pas très bonne presse, même à Londres, ils ne pouvaient pas être absents de la reconstruction de la France sur des bases démocratiques à la Libération — pourtant de nombreux résistants rêvaient de dépasser les vieux clivages partisans, qu'ils jugeaient dépassés à l'heure de la lutte décisive des démocrates contre les fascistes et qui pour certains avaient conduit la France au désastre, pour reconstruire la vie politique autour d'un grand mouvement issu de la Résistance.

Au départ les relations avec Londres furent empreintes de méfiance: les résistants trouvaient de Gaulle, ce militaire qu'on savait de droite, par trop autoritaire, trop "monarchique"; de plus, il apparaissait à certains comme trop lié aux Anglo-Saxons (même dans la Résistance, Mers El-Kebir avait laissé des traces). Mais dans le courant de 1942, l'ensemble des réseaux et des partis se rallia à de Gaulle, même si certains ne voyaient en lui qu'un symbole et voulaient garder leur liberté d'action. Parmi les figures les plus respectées

---

<sup>1</sup> ζοψεξ αυσσι λε χουρσ συρ λεΑλλεμαγνε, αυ χηαπιτρε 4.

par l'ensemble de la Résistance, le ralliement de Blum, alors emprisonné mais qui parvint à en faire passer la consigne à l'extérieur, joua un rôle décisif.

Ce fut ainsi qu'en mai 1943 naquit le Conseil national de la Résistance (**C.N.R.**), première instance coordinatrice entre zone nord et zone sud, communistes et non-communistes, partis politiques, syndicats et mouvements issus de la clandestinité, Résistance intérieure et France libre. Quelques semaines après, en juin, Jean Moulin fut arrêté à Caluire, dans la banlieue lyonnaise, à la suite d'une trahison dont le fin mot n'a jamais été élucidé, et se suicida; mais le C.N.R. lui survécut. Il était en liaison avec Londres par l'intermédiaire d'une délégation générale de la France libre en métropole: après la mort de Moulin, le poste revint à Alexandre **Parodi** (1901-1979); Jacques **Delmas**, dit **Chaban** (1915-2000), un haut fonctionnaire passé à la Résistance, était son adjoint. Le C.N.R. était présidé par un homme de l'intérieur, le démocrate-chrétien Georges Bidault, qui demeura en fonctions jusqu'à la Libération; il y avait un bureau de cinq membres, qui jusqu'en août 1944 parvint à prendre toutes ses décisions à l'unanimité. Enfin les forces militaires de la Résistance (les Forces françaises de l'Intérieur ou **F.F.I.**, sigle choisi pour le parallèle avec les F.F.L. de De Gaulle) furent placées sous l'autorité du général Pierre Kœnig (1898-1970).

Bien entendu les conflits furent nombreux: entre de Gaulle et la Résistance intérieure, entre le commandement des F.F.I. et l'encadrement des F.T.P. Malgré tout le C.N.R. parvint à s'entendre sur un programme de gouvernement, connu sous le nom de **charte (ou programme) du C.N.R.** Publié en mars 1944, ce document essayait d'opérer une synthèse, ou d'établir un moyen terme, entre les rêves et les ambitions de ces mouvances si distinctes; on en retrouva les grandes lignes dans les institutions de la IV<sup>e</sup> République. C'était que la Résistance entendait bien prolonger son action après la Libération, transformer cette France qu'elle aurait contribué à libérer. La Charte du C.N.R. annonçait évidemment le retour au régime républicain et le rétablissement des libertés et des partis politiques; mais aussi « une véritable démocratie économique et sociale », l'« éviction des grandes féodalités », la « participation des travailleurs à la direction de l'économie », « un plan complet de sécurité sociale », « la sécurité de l'emploi », et des « nationalisations »: bref, **un programme dans la droite ligne du Front populaire**, mais sans rien de révolutionnaire (pas de remise en cause de la propriété privée, pas de menace de lutte des classes): une fois de plus, les communistes avaient su se faire aussi discrets sur le plan politique qu'ils étaient présents sur le terrain.

Au printemps 1944, la Résistance s'intensifia ses actions pour préparer le jour J, l'ouverture d'un second front en France, qu'on savait proche désormais; se multiplièrent notamment les sabotages contre les voies de chemin de fer: l'épisode est resté sous le nom de "la bataille du rail". Certaines campagnes passèrent alors sous le contrôle (au moins nocturne) des maquis, ce qui d'ailleurs n'alla pas sans tensions avec "les civils" — certains groupes de résistants ne se comportèrent pas très honnêtement, d'autres par des actes inconsidérés provoquèrent des représailles contre la population, d'autres enfin se montrèrent un peu trop pressés de régler des comptes. Pourtant les résistants manquaient d'armes, en partie du fait de la mauvaise volonté des Anglo-Saxons qui n'avaient pas envie de voir les communistes prendre le dessus et libérer le pays tout seuls, comme Tito en Yougoslavie et Enver Hoxha en Albanie étaient en passe de le faire. Certaines attaques furent déclenchées trop tôt, comme au **plateau des Glières** en février-mars 1944, où cinq cent maquisards trop sûrs d'eux furent écrasés par vingt mille miliciens et soldats allemands. Avant le 6 juin, il ne fut pas possible d'établir en France de véritables "zones libérées" comme en Yougoslavie.

Au total, **le nombre des résistants** n'a pas dû excéder quatre cents mille, soit 1% de la population, en comptant large. Après la guerre, on distribua trois cent mille "cartes de combattants" de la Résistance: en ajoutant cent mille morts, cela fait 2% de la population adulte (5% au grand maximum si l'on compte — large — les sympathisants). Ce ne sont pas

des chiffres déshonorants si on les rapporte à ceux de la collaboration active, engagée: la milice n'a jamais rassemblé plus de quinze mille hommes à la fois, quarante-cinq mille au total; la division S.S. Charlemagne, qui à partir de l'automne 1944 regroupa sous l'uniforme allemand l'ensemble des collaborationnistes fanatiques (moins il est vrai ceux qui étaient morts dans les combats de la Libération) en comptait sept mille cinq cents; si l'on ajoute tous les collaborateurs "civils" on ne doit pas dépasser cent mille personnes (Paxton, moins optimiste, arrive, en additionnant la police, la garde militaire et la Milice, à un effectif comparable à celui de la Résistance).

## **B) La Résistance extérieure.**

Cette partie ne peut commencer que par une biographie de **Charles de Gaulle**<sup>1</sup> (1890-1970). Il était né à Lille dans une famille de petite noblesse, catholique et monarchiste: du côté de son père, c'étaient de tradition des serviteurs de l'État (juristes, fonctionnaires, officiers); du côté de sa mère, des industriels. Des deux côtés, on trouvait aussi des hommes et des femmes de lettres<sup>2</sup>. Le père de Charles, Henri de Gaulle, « monarchiste de regret » selon sa propre formule, était professeur dans l'enseignement privé; quoiqu'influencé par les idées de Maurras, il avait été dreyfusard, chose rare dans son milieu. Le jeune Charles, plus attiré par Sangnier que par l'Action française, étudia chez les Jésuites (en Belgique après leur expulsion), puis entra à Saint-Cyr en 1908. Il commença sa carrière en 1912 dans le régiment commandé par le colonel Pétain à Arras: les deux hommes tissèrent des liens d'amitié.

Lieutenant en 1914, de Gaulle fut blessé trois fois, la dernière à Verdun; fait prisonnier par les Allemands, il fit cinq tentatives d'évasion qui toutes échouèrent. En 1920, il fut envoyé dans la toute jeune Pologne pour contribuer à la formation technique de l'armée polonaise, alors en difficulté face à l'Armée rouge. Puis sa carrière prit un tour plus classique: il étudia à l'École de Guerre mais ne parvint pas à y devenir enseignant, car ses idées se heurtèrent à l'incompréhension générale, mais il entra à l'état-major en 1925 — ce fut alors qu'il prit ses distances avec Pétain, qui en était le chef et l'y avait fait entrer (les deux hommes se fâchèrent franchement à la fin des années 1930, non sur des problèmes stratégiques mais à propos de la paternité de l'ouvrage de de Gaulle *la France et son armée*, qui reprenait en grande partie des textes écrits pour Pétain dans les années 1920, en tant que "nègre", mais que celui-ci avait finalement renoncé à publier...). Il effectua une mission au Liban de 1929 à 1931, puis revint à l'état-major. Il s'était marié en 1921 avec Yvonne Vendroux (la "tante Yvonne" des médias des années 1960).

Si **de Gaulle** n'avait pas tout à fait eu la carrière qu'il eût pu espérer, c'était en partie parce qu'il **professait des idées très hétérodoxes** pour l'époque, idées qu'il exposa dans différents ouvrages<sup>3</sup>: notamment *Le fil de l'épée* (paru en 1932: c'était une version remaniée de conférences prononcées en 1927 à l'École de Guerre grâce à Pétain), *Vers l'armée de métier* (paru en 1934) et *La France et son armée* (paru en 1938). C'était alors, de tous les officiers français, un de ceux qui taquinaient le plus volontiers la plume (toujours sur des sujets techniques évidemment<sup>4</sup>)... Il ne croyait pas à la guerre défensive, à l'usure lente de

---

<sup>1</sup> Πασ δε μαφυσχυλε αυ VδεV σειλ πους πλα|τ, σαυφ απρ|σ λα προποσιτιον VδεV! Χε νεεστ πασ παρχε θυε λες μ|διασ εν μεττεντ υνε σουπεντ θυειλ φαυτ λες ιμιτερ: χεεστ υνε παρτιχυλε νοβιλιαιρε (χομμε δανσ: δε λα Ροχθυε, δε Βρογλιε) ετ νον υν αρτιχυλε φλαμανδ (θυι, λυι, πρενδ λα μαφυσχυλε: Δε Κλερκ, Δε Ωρουπε).

<sup>2</sup> Υν δε σεσ ονχλεσ, Χηαρλεσ, α τυβλι| δεσ πο|μεσ εν βρετον σονσ λε νομ δε Vβαρδε δε ΓαυλλεV...

<sup>3</sup> Σον πρεμιερ λιπωρε δατε δε 1924: *Λα διαχορδε χηεζ λεεννεμ.*

<sup>4</sup> Λορσθυε δανσ σεσ ουπραγεσ δε Γαυλλε |ποθυαιτ λες ραππορτσ δεσ μιλιταιρεσ ετ δεσ χιπιλσ, χε|ταιτ πουρ σουλιγνερ λα ν|χεσσιτ| αβσολυε πουρ λες σεχονδσ δεοβ|ιρ αυξ πρεμιερσ.

l'ennemi, mais à la supériorité de la force mécanique moderne qui permet d'enfoncer les fronts et de gagner en quelques jours des offensives décisives. En particulier, **il croyait aux chars**: il demandait la création d'un corps de bataille de "moteurs cuirassés" capable de rompre le front ennemi par surprise, entièrement mécanisé et confié exclusivement à des militaires de carrière. Ces thèses n'eurent aucun écho dans l'état-major, ni du reste dans le monde politique, sauf auprès de Reynaud; la campagne que celui-ci mena pour les thèses de De Gaulle contribua plutôt à renforcer la méfiance de Pétain, de Weygand et de Gamelin envers cet anticonformiste. Elle eut quelques résultats: de Gaulle fut nommé colonel en 1937 et on lui confia une unité de chars, à Metz — mais il s'y brouilla avec le général Giraud, commandant de la place.

En septembre 1939, de Gaulle était commandant des unités blindées stationnées en Alsace. Lors de la débâcle, il obtint quelques succès grâce à ses chars, mais il ne put rien faire pour infléchir durablement le cours du désastre. Il fut nommé général de brigade le 1er juin et entra au gouvernement le 5; mais le 16, le gouvernement Reynaud démissionna. Le 17, persuadé que la guerre était perdue en métropole mais que dans le reste du monde elle ne faisait que commencer, de Gaulle prit l'avion pour Londres, avec les encouragements de Reynaud mais sans parvenir à le convaincre de le suivre. Le lendemain à vingt heures, il lança à la B.B.C. son fameux **appel du Dix-huit juin**:

« Les chefs qui, depuis de nombreuses années, sont à la tête des armées françaises, ont formé un gouvernement. Ce gouvernement, alléguant la défaite de nos armées, s'est mis en rapport avec l'ennemi pour cesser le combat. Certes, nous avons été (...) submergés par la force mécanique, terrestre et aérienne, de l'ennemi. Infiniment plus que leur nombre, ce sont les chars, les avions, la tactique des Allemands qui (...) ont surpris nos chefs au point de les amener là où ils en sont aujourd'hui.

Le dernier mot est-il dit? L'espérance doit-elle disparaître? La défaite est-elle définitive? Non! (...) Les mêmes moyens qui nous ont vaincus peuvent faire venir un jour la victoire. Car la France n'est pas seule! (...) Elle a un vaste Empire derrière elle; elle peut faire bloc avec l'Empire britannique qui tient la mer et continue la lutte. Elle peut, comme l'Angleterre, utiliser sans limites l'immense industrie des États-Unis. (...) **Cette guerre est une guerre mondiale.** Toutes les fautes, tous les retards, toutes les souffrances, n'empêchent pas qu'il y a, dans l'univers, tous les moyens pour écraser un jour nos ennemis. **Foudroyés aujourd'hui par la force mécanique, nous pourrons vaincre dans l'avenir par une force mécanique supérieure.** Le destin du monde est là. Moi, général de Gaulle, actuellement à Londres, j'invite tous les officiers et les soldats français qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, avec leurs armes ou sans leurs armes (...) à se mettre en rapport avec moi. Quoi qu'il arrive, la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas ».

Contrairement à Pétain qui analysait la défaite en termes moraux et qui réagissait dans l'ordre du politique, de Gaulle attribuait à la défaite **des causes exclusivement techniques**. Pas un mot dans l'appel du Dix-huit juin sur les responsabilités de la République parlementaire (que pourtant il n'aimait guère, comme on allait le constater après-guerre); pas de philippique contre les Français ou contre certains d'entre eux, pas de recherche d'un bouc émissaire. Pas un mot non plus, du reste, sur la supériorité de la démocratie sur les dictatures<sup>1</sup>... De Gaulle réagissait dans l'ordre du national: une seule chose lui importait, la

---

<sup>1</sup> Δανσ σεσ διαχουρσ δε Λονδρεσ ιλ νε παρλα δε δ[μοκρατιε θυεεν σεπτεμβρε 1941. Θυαντ  
◇ λα Ρ[πυβλιθυε, ελλε ψ αππαρυτ... εν απριλ 1942! Αυπαραπαντ, λε Γ[ν[ραλ προφ[ραιτ

France<sup>1</sup>. Il attaquait Pétain pour avoir trahi, pas (ou secondairement) pour la Révolution nationale. De plus, contrairement à Pétain qui ne pensait qu'en termes étroitement hexagonaux, de Gaulle avait compris que la guerre était mondiale, qu'une défaite sur le territoire métropolitain n'était pas forcément définitive. Il faisait **un pari sur la Grande-Bretagne**, et, en filigrane, sur les États-Unis. C'était quand même un pari hasardeux: l'opinion publique américaine était encore très réticente à l'idée d'entrer en guerre; Hitler avait les mains libres à l'est et n'avait que la Manche à traverser pour écraser la faible armée de terre britannique. Y fût-il parvenu, les Empires coloniaux et les États-Unis, sans bases militaires en Europe, n'eussent pas servi à grand-chose.

Le grand responsable du désastre, c'était donc pour de Gaulle l'état-major, avec sa stratégie surannée, ses "fautes" et ses "retards"; or cet état-major était désormais à la tête du pays, et avait demandé un armistice... C'était ce qui autorisait le Général à commettre un acte d'insubordination en se rendant à Londres sans aucun mandat, et en prononçant en son nom propre un appel aux "officiers" et aux "soldats". Par ce biais, **de Gaulle passait du militaire au politique**: il ne reconnaissait ni la légitimité de l'armistice (décision militaire), ni le gouvernement formé par les responsables de la défaite (décision politique). C'était pourtant, sans aucun doute possible, le gouvernement légal du pays. De Gaulle enfrenait la légalité (concept politique) au nom d'une idée de la légitimité (nationale) selon laquelle un gouvernement, même légal, qui abandonnait la cause de la France alors qu'elle n'était pas perdue, devenait illégitime *de facto*; et n'avait plus de raison d'être obéi. Dès avant le vote douteux du 10 juillet, **il plaçait la survie de la nation au-dessus du respect scrupuleux de la loi**: Maurice Agulhon souligne le caractère fondamentalement bonapartiste de ces conceptions (et rappelle à cette occasion la formule de Louis-Napoléon après le coup d'État: « je ne suis sorti de la légalité que pour rentrer dans le Droit »). Évidemment, cela ne pouvait guère plaire aux républicains de la Troisième, formés à l'observance absolue de la légalité républicaine: cette opposition, en germe dès 1940, éclata en 1958.

Pour l'instant de Gaulle était isolé; aucun homme politique ne le soutenait — Reynaud, qui eût pu changer d'avis, avait eu un accident de voiture. Tous choisirent la légalité, même plus vraiment républicaine. L'isolé de Londres ressemblait furieusement, vu de France, à un militaire factieux tentant de s'emparer du pouvoir à la faveur de la panique, une espèce de Louis-Napoléon Bonaparte à Boulogne; ses premiers discours furent peu écoutés, sa condamnation à mort par contumace, en août, ne souleva aucune réaction. L'opinion publique ne voulait pas d'une reprise des combats, elle accueillit l'armistice avec soulagement. Le gouvernement légal était celui de Pétain; les députés l'avaient régulièrement investi.

---

παρλερ αυ νομ δε √λα Φρανχε∇ □ χε θυι νε σιγνιφιε πασ θυειλ [ταιτ ηοστιλε ∠ λα δ[μοκρατιε ετ ∠ σεσ πρινχιπεσ; συμπλεμεντ, ιλ αλλαιτ ∠ λεσσεντιελ. Εν ρεπανχηε, δε 1940 ∠ 1943 ιλ παρλα βεαυχουπ δε √ρ[πολυτιον∇, αυ σεנס δε √βουλεπερσεμεντ∇.

<sup>1</sup> Χφ. χε πασσαγε δυ μεσσαγε δυ 19 φυιν 1940: ⇔ δεπαντ λα χονφυσιον δεσ @μεσ φραν|αισεσ, δεπαντ λα λιθυ|φαχτιον δουν γουπερνεμεντ τομβ[ σουσ λα σερωπιτυδε εννεμιε, δεπαντ λειμποσσιβιλιτ[ δε φαιρε φουερ λεσ ινστιτυτιονσ, μοι, γ[ν[ραλ δε Γαυλλε, σολδατ ετ χηεφ φραν|αισ, φβαι χονσχιενχε δε παρλερ αυ νομ δε λα Φρανχε ≈. Χοντραιρεμεντ αυξ αππαρενχεσ, χελα νεα ριεν ∠ ποιρ απεχ λε ⇔ φε φαισ δον δε μα περσοννε ∠ λα Φρανχε ≈ δε Π[ταιν. Χελλε-χι εστ αυ φονδ βιεν πλυσ πρ[τεντιευσε, χαρ ελλε σουσ-εντενδ υνε ασσεζ ηαυτε οπινιον δυ χαδεαυ φαιτ ∠ λα Πατριε, χε θυι νεεστ πασ λε χασ δε λα φορμουλε δε δε Γαυλλε. Συρτουτ, Π[ταιν πρ[τενδαιτ τρανσφορμερ λε παψσ, φοργερ υνε Φρανχε νουπελλε, χηερχηερ δεσ χουπαβλεσ ετ λεσ πυνιρ; δε Γαυλλε αχχεπταιτ λα Φρανχε χομμε ελλε [ταιτ □ θυιττε ∠ πλυσ δευνε φοισ σεν τρουπερ δ[|υ ετ ∠ λε φαιρε σαποιρ (⇔ λεσ Φραν|αισ σοντ δεσ πεαυξ ≈...); μαισ δανσ χε χασ ιλ χηοισιτ τουφουρσ δε σε ρετιρερ; λεαυτρε χηοισιτ Σιγμαρινγεν.

De juin 1940 à mai 1943, **de Gaulle** demeura **à Londres** — qu'il connaissait pour avoir assuré la liaison entre les gouvernements Reynaud et Churchill. Il traitait le régime de Vichy avec le plus grand mépris: pour lui le vote du 10 juillet était illégal, puisque la constitution de 1875 affirmait que « la forme républicaine du régime ne p[ouvait] pas faire l'objet d'une révision », et de ce fait « il n'exist[ait] plus de gouvernement français ». De plus, Pétain s'était mis au service de l'ennemi en signant l'armistice, puis en acceptant de rencontrer Hitler à Montoire. Ce n'était qu'un « sinistre vieillard », « triste enveloppe d'une gloire passée »<sup>1</sup>. La Révolution nationale n'était qu'une imposture: « il ne p[ouvait] y avoir de rénovation pour un peuple dans les chaînes. Les soi-disant réformes n[étaient] que des champignons poussés sur la pourriture du désastre ».

De Gaulle cherchait avant tout à reconstituer des forces armées françaises, afin que la guerre fût gagnée plus vite, mais surtout que la France pût peser après la victoire. Pour sauvegarder l'indépendance nationale, il était indispensable de ne pas apparaître en position d'obligés de nos alliés. Ce fut pourquoi de Gaulle, dès le début, s'occupa en priorité de recruter les **Forces françaises libres** (F.F.L.); leurs effectifs étaient de soixante-quinze mille hommes à la fin 1941. Il fallait aussi reconstituer une autorité légitime: pour cela, de Gaulle fit appel aux hommes politiques pour qu'ils vinsent former un gouvernement en exil à Londres, sur le modèle de ceux de Pologne ou des Pays-Bas. Faute de succès dans cette entreprise, il se décida à créer lui-même un embryon de cabinet, qui prit en septembre 1941 le nom de **Comité national de la France libre**; on y trouvait un général, Catroux, un amiral, Renaud Muselier, et un professeur de droit, André Philip. À aucun moment de Gaulle n'accepta de laisser réduire la France libre à un simple état-major de campagne, il tenait à lui donner la dimension politique la plus large possible. Même si dès août 1940 les Britanniques avaient reconnu officiellement la France libre, de Gaulle eut quelques difficultés à faire reconnaître le C.N.F.L. comme le seul représentant légitime de la France: les Anglo-Saxons ne l'aimaient guère, se méfiaient de ses foudres et de son nationalisme exacerbé, trouvaient l'audience du gaullisme par trop faible dans le pays, espéraient encore que Pétain finirait par se retourner contre les Allemands... Il fallut attendre août 1943 pour que les institutions gaullistes jouissent d'une reconnaissance totale et sans arrières-pensées de la part des Alliés.

Parmi les premiers gaullistes de Londres, on trouvait aussi, dès juin 1940, **René Cassin** (1887-1976), un membre du Conseil d'État qui aida beaucoup à mettre au point les procédures diplomatiques, juridiques et matérielles qui permirent à l'embryon d'État gaulliste d'exister<sup>2</sup>; un peu plus tard, il fut rejoint par **René Pleven** (1901-1993, un inspecteur des Finances), **Gaston Palewski** (1901-1984; il devint le directeur de cabinet de De Gaulle), **Pierre Cot** (1895-1977, un député radical), **Maurice Schuman** (qui devint le porte-parole de la France libre à la radio de Londres), **Jacques Soustelle** (1912-1990; normalien à dix-sept ans, agrégé de philosophie à vingt, c'était alors un homme de gauche), **Raymond Aron** (1905-1983), un autre normalien, etc. Ce ne fut que tardivement que les partis politiques envoyèrent des représentants auprès de la France libre, en 1942 (en janvier 1943 pour les communistes); de Gaulle, qui ne les aimait pas trop, les accepta pour désamorcer la méfiance des Anglo-Saxons, et aussi parce qu'il estimait indispensable le concours de tous.

Un Bureau central de Renseignement et d'Action (B.C.R.A.) s'occupait des contacts avec la Résistance intérieure, très malaisés au début. Il était dirigé, entre autres, par **Pierre Brossolette**; **Jean Moulin**, préfet révoqué par Vichy, s'y joignit après son arrivée à Londres

<sup>1</sup> ↔ Λα πειριλλεσσε εστ υν ναυφραγε ≈, α-τ-ιλ [χριτ πλυσ ταρδ ◊ προποσ δε Π[ταιν δανσ σεσ Μ[μοιρεσ δε γυερρε.

<sup>2</sup> Ρεν[ Χασσιν ρε|υτ λε πριξ Νοβελ δε λα παιξ 1968, εν ταντ θυε φονδατευρ δε λəΥ.Ν.Ε.Σ.ΧΟ. Ιλ εστ εντερρ[ αυ Παντη[ον δεπυισ 1987, εντρε αυτρεσ εν ηομμαγε ◊ σον αχτιον πουρ λα Φρανγε λιβρε.

en juin 1941. Peu à peu le B.C.R.A. tissa des contacts, jusqu'à aboutir à la création du C.N.R. en 1943 — voyez la sous-partie précédente.

Les premiers pas de la France libre furent laborieux. Les déboires avec les Britanniques commencèrent trois semaines à peine après l'appel du 18 juin, avec l'affaire de Mers el-Kebir. Dans l'été 1940, de Gaulle parvint à rallier une partie de l'Empire colonial: le Tchad dès août, grâce à son gouverneur, **Félix Éboué** (1884-1944) puis la totalité de l'A.E.F. en novembre; les colonies du Pacifique, les comptoirs de l'Inde, Saint-Pierre-et-Miquelon. Mais une tentative pour prendre Dakar, en septembre, se solda par un échec (voyez au chapitre 14).

Les relations avec les Alliés restaient délicates, d'autant que de Gaulle, très intransigent, n'entendait pas être traité comme un supplétif, ni ses troupes comme une espèce de légion étrangère. En juin 1941, les Britanniques débarquèrent en Syrie sans trop d'égards pour la France libre, dont les troupes ne jouèrent qu'un rôle symbolique dans les combats (ce furent quand même les premiers affrontements directs avec les vichyssois). Fin 1941, il y eut même des incidents sérieux avec les Américains autour de Saint-Pierre-et-Miquelon; en mai 1942, la Grande-Bretagne occupa Madagascar et mit sept mois à la rétrocéder aux gaullistes. Lorsque, par l'opération *Torch*, dans la nuit du 7 au 8 novembre 1942 les Anglo-Saxons débarquèrent en Afrique du nord française, non seulement ils ne prévinrent pas de Gaulle, mais ils acceptèrent le ralliement de Darlan, qui pourtant prétendait agir au nom de Pétain retenu de force par les Allemands, et l'acceptèrent au poste de haut commissaire en Afrique française; lorsque Darlan eut été assassiné fin décembre (par un jeune gaulliste, pour des raisons mal éclaircies), ils se rabattirent sur le général Henri **Giraud** (1879-1949), récemment évadé de la forteresse allemande de Königstein, homme de peu de poids et qui surtout prétendait lui aussi représenter le gouvernement de Vichy et continuer la Révolution nationale: il refusa notamment d'abolir le statut des juifs en Algérie (cependant il s'éloigna peu à peu de l'idéologie vichyssoise, jusqu'à y renoncer en mars 1943). Encore en novembre-décembre 1943, de Gaulle ne fut pas invité à la conférence de Téhéran...

Malgré tout, peu à peu les F.F.L. gagnèrent en crédibilité en participant aux combats en Afrique du nord, en Éthiopie; l'escadrille aéroportée Normandie-Niémen s'illustra en U.R.S.S., avec notamment le lieutenant Pierre Mendès-France. Parmi les militaires de second rang ralliés très tôt à de Gaulle et qui se distinguèrent dans ces combats, il faut citer les capitaines Philippe **Leclerc** de Hauteclocque (1902-1947) et Pierre **Kœnig**, faits généraux dès 1940. Le second s'illustra notamment en juin 1942 à Bir-Hakeim, en Lybie, contre l'*Afrikakorps* de Rommel, sans pourtant parvenir à arrêter sa progression. En revanche, Alphonse **Juin** (1888-1967), général depuis 1938, était un officier supérieur de Vichy rallié à la France libre après l'opération *Torch*. À la veille du débarquement la France libre disposait en théorie de près de cinq cent mille hommes (parmi lesquels de nombreux Nord-Africains, Pieds-noirs et indigènes); elle comprenait huit divisions, dont la deuxième, sous les ordres de Jean de Lattre de Tassigny (188ç-1952), était basée en Grande-Bretagne; une autre s'illustra en Italie.

Ce ne fut qu'en mai 1943 que **De Gaulle** obtint des Alliés la permission de s'installer à **Alger**, pour faire fonctionner le gouvernement de la France libre sur une terre française; Roosevelt y était très hostile, l'appui de Churchill emporta la décision. Mais il fallut partager l'autorité avec Giraud, au sein d'un bicéphale Comité national français; de Gaulle lui-même, à propos des intrigues minables qui secouaient cette vautre de carpes et de lapins, parla de la "pétaudière algéroise". L'élimination de Giraud, qui apparaissait de plus en plus comme l'homme des Américains tandis que Churchill jouait plutôt la carte gaulliste, prit plusieurs mois: trop marqué de pétainisme et dépourvu de soutiens dans la Résistance intérieure, il

démissionna en novembre 1943. Alors seulement de Gaulle fut assuré de son autorité à Alger comme sur la Résistance intérieure; il transforma son "comité" en un Comité français de Libération nationale. Ce ne fut qu'en avril 1944 qu'il proclama un Gouvernement provisoire de la République française (**G.P.R.F.**): il y avait urgence, car le débarquement s'annonçait, et il n'était pas question de laisser le gouvernement des régions libérées à l'administration militaire des alliés. Le G.P.R.F. comprenait d'une part des ministres choisis et révoqués par de Gaulle (parmi lesquels deux communistes); d'autre part une assemblée consultative, elle aussi nommée par de Gaulle.

Puis de Gaulle s'occupa à choisir les hommes qui prendraient les rênes du pays à la Libération, les futurs hauts fonctionnaires; on les avertit discrètement de leur nomination. La manœuvre, menée entre autres par Michel Debré, réussit parfaitement: les Anglo-Saxons, placés devant le fait accompli, ne purent rien faire. Le Général s'occupa aussi à dessiner les contours du nouveau régime: en avril 1944, le G.P.R.F. décida d'étendre le droit de vote aux femmes. En mars, Pucheu, ministre de l'Intérieur au moment des premières exécutions d'otages, et qui avait rejoint l'Afrique du nord au début 1943 (pour se mettre sous les ordres de Giraud), avait été passé par les armes à la demande pressante des représentants de la Résistance intérieure, notamment les communistes: l'épuration s'annonçait.

### **V-La Libération.**

« Mon épicière l'avait gardée dans son comptoir  
Le percepteur la conservait dans son tiroir,  
La fleur si belle de notre espoir  
Le pharmacien la dorlotait dans un bocal  
L'ex-caporal en parlait à l'ex-général,  
Car c'était elle notre idéal!  
C'est une fleur de Paris, du vieux Paris qui sourit  
Car c'est la fleur du retour, du retour des beaux jours  
Pendant quatre ans dans nos cœurs, elle a gardé ses couleurs  
Bleu, blanc, rouge, avec l'espoir elle a fleuri, fleur de Paris! »  
(Maurice Chevalier, 1944)

Le 6 juin 1944, l'opération ***Overlord*** réussit: les Anglo-Saxons débarquèrent en Normandie, ouvrant ainsi un second front en Europe occidentale. Au départ la surprise joua en leur faveur: les Allemands s'attendaient à un débarquement dans le Pas-de-Calais. Puis le rythme de progression des Alliés se ralentit, ce qui eut pour effet de placer en porte-à-faux les résistants qui s'étaient insurgés un peu partout: en particulier, le soulèvement des maquisards du ***Vercors***, dans les Préalpes, tourna au drame, car les troupes allemandes parvinrent à reprendre le contrôle du plateau fin juillet — ils massacrèrent environ six cent cinquante maquisards et de nombreux civils. Ce fut dans les journées qui suivirent le débarquement de Normandie qu'eurent lieu les pires massacres de civils de la guerre (en France): ainsi début juin la division S.S. *Das Reich* s'illustra tristement à Tulle (il y eut quatre-vingt-dix-neuf morts), puis à ***Oradour-sur-Glane*** où toute la population du village fut liquidée: six cent quarante-deux morts, deux rescapés. Ce fut aussi dans ces dernières semaines d'occupation, alors que la France était en proie à l'anarchie la plus totale, que la Milice assassina Jean Zay et Georges Mandel dans leurs prisons.

Dès le 11 juin, de Gaulle retrouva le sol de la métropole, symboliquement et provisoirement. Il parvint très vite à faire reconnaître la légitimité du G.P.R.F. La situation militaire ne se débloqua qu'au mois d'août: tandis que les troupes alliées débarquaient sur la côte d'Azur le 15 août, les troupes alliées de Normandie reprirent leur avancée à partir du 17.

La Résistance commença alors à prendre des villes (Cahors, Annecy, Limoges) et des départements entiers. Le 19 août, **Paris se souleva** à la veille de l'arrivée des troupes anglo-américaines et gaullistes (*in extremis*, de Gaulle avait obtenu que la IIe D.B.<sup>1</sup> de De Lattre fût la première à entrer à Paris). Ces combats de dernière minute évitèrent à la capitale de subir les destructions programmées par les Allemands, et celles que des bombardements massifs auraient certainement provoquées en cas de bataille rangée. Aucun pont ne sauta dans la capitale, alors qu'à l'issue des combats il n'en restait plus un seul sur le Rhône...

Dans l'ensemble, le pays parvint à éviter de sombrer dans la guerre civile comme la Yougoslavie: en grande partie à cause de l'attitude modérée des communistes, qui pourtant à la fin août contrôlaient des pans entiers du territoire; et peut-être aussi parce que finalement, grâce à l'autorité incontestée de De Gaulle, en beaucoup d'endroits la vacance de pouvoir fut relativement brève. On n'évita pas cependant les bavures, notamment les fameuses séances de tonte pour les femmes accusées de "collaboration horizontale" avec les Allemands, et une **épuration** à chaud qui se traduisit entre autres par des exécutions sommaires (peut-être douze mille au total — Paxton donne le chiffre d'au moins quatre mille cinq cents morts)<sup>2</sup>. Le gros des notables et des serviteurs du régime de Vichy se rallia. Rares furent ceux, trop compromis, qui suivirent l'armée allemande dans sa retraite; en septembre, les "politiques" furent regroupés par les Allemands à Sigmaringen (Céline, qui en était et s'est fait le chroniqueur de ce petit monde dans *D'un château l'autre*, donne le chiffre de mille cent quarante-deux personnes); tandis que les rescapés de la L.V.F. et de la Milice formèrent la division S.S. Charlemagne, laquelle fut anéantie au printemps 1945 sur le front de l'est.

Le 25 août, **de Gaulle regagna Paris** où il prononça au balcon de l'Hôtel de Ville, lieu de mémoire révolutionnaire, un discours inspiré (« Paris outragé, Paris brisé, Paris martyrisé, mais Paris libéré! »); puis, le 26, ce fut le grand défilé de la France libre et des résistants sur les Champs-Élysées. Le Général fit chanter un *Te Deum* à Notre-Dame.

Le chef de la France libre et du G.P.R.F. refusa de proclamer une IVe République: pour lui "la République" n'avait jamais cessé d'exister, puisque le régime de Vichy était illégitime. Début août, une ordonnance publiée à Alger avait déclaré nuls et nonavenus les actes de l'"autorité de fait". Ce fut le fondement d'un mythe gaulliste, peut-être indispensable à l'époque pour la réconciliation des Français mais qui laisse aujourd'hui quelque peu perplexe: Vichy, ce n'était pas "la France", mais une poignée de traîtres; "la France", elle était à Londres, puis à Alger, et dans les réseaux, puis dans les maquis (ceci est évidemment à relier à ce que j'écrivais plus haut sur les rapports de la "légalité" et de la "légimité"). Dans une interview donnée au *Monde* en 1997, Valéry Giscard d'Estaing a analysé et critiqué la mystique gaulliste de la Libération en des termes qui me semblent justes:

« De tous, le mythe gaulliste est le plus respectable. Le général de Gaulle a nié l'existence de Vichy. Pourquoi? Il faut en chercher les racines en 1940. Il s'est battu seul, au départ, à Londres. Il est parvenu à hisser la France au niveau des grandes puissances de l'avant-guerre. Cela ne pouvait se faire que par une démarche résolue, affirmant à la face du monde que la France se trouvait où il se trouvait, et non à Vichy. C'est tout à fait compréhensible si l'on prend cette affirmation comme une démarche. Mais ce n'est pas conforme à la réalité historique. De même que les Français n'ont pas écrasé, seuls, l'armée allemande. J'avais été très choqué que les gens le croient, ou fassent semblant de le croire. Je n'avais pas davantage compris que l'on remette aux policiers parisiens la fourragère rouge de la Libération! J'ai été le témoin visuel de l'arrestation des juifs

---

<sup>1</sup> Διπλοστον βλινδ[ε]!

<sup>2</sup> σοψεζ Υρανουσ δε Μαρχειλ Αψμ[, ρομαν πυβλι[ εν 1948.

lors de la rafle du Vel'-d'Hiv' en juillet 1942. J'ai vu passer très tôt dans la journée, devant l'immeuble où j'habitais, des autobus à la queue leu leu. Bourrés de gens et d'enfants, avec leurs valises et leurs ballots. Et sur les plate-formes arrière de ces autobus, des agents de police français. À qui fera-t-on croire le contraire?

En 1944, j'ai assisté à l'arrivée du général de Gaulle à Paris, à son discours de l'Hôtel de Ville, j'ai été traumatisé quand je l'ai entendu dire que les Parisiens s'étaient libérés seuls, que Paris s'était soulevée. Je me suis demandé sur le champ: pourquoi dire cela? Sans l'arrivée des Alliés, l'expérience que je venais de vivre au milieu de mes camarades me prouvait que nous aurions été écrasés. Cela m'a angoissé parce que j'ai vu se former, immédiatement, des interprétations inexactes de l'Histoire. (...) Je vous parle d'une réalité vécue. J'ai participé à la libération de Paris. Combien étions-nous au P.C. de la rue Séguier? Quelques dizaines... Je suis ensuite parti avec la première armée sur le front. C'est alors que nous avons vu fleurir, derrière nous, des résistants, que des récits inexacts se sont multipliés. Des carrières brillantes en ont parfois résulté... Il y a eu beaucoup d'ambiguïtés. Jusqu'à maintenant!

Il est inexact de dire que l'État français n'a pas existé. Vichy était bien là, avec ses institutions, son armée d'armistice, sa diplomatie, ses services, ses lois. Il était représentatif d'une France vaincue, manifestant une volonté d'expier l'avant-guerre »<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Θαχθυεσ Χηιραχ. πουρταντ τη[οριθυεμεντ γαυλλιστε, εστ αλλ[ βεαυχουπ πλυσ λοιν εν 1995, εν δ[χλαραντ θυε Νλα ΦρανχεΝ απαιτ χομμισ Νλειρρ[παραβλεΝ (◇ προποσ δεσ χομπλιχιτ[σ δανσ λε γ[νοχιδε). Χεεστ σανσ δουτε υν αυτρε εξχ[σ: υνε νατιον νε πευτ |τρε ιδεντιφι| ◇ υν ρ[γιμε, συρτουτ ◇ υν ρ[γιμε δε φαιτ.